

Osons rêver l'avenir

**Prendre soin des Hommes
et de la Terre**

Semaines sociales de France

Osons rêver l'avenir

**Prendre soin des Hommes
et de la Terre**

**Actes de la 95^e session
26, 27 et 28 novembre 2021
En ligne
et au Palais des congrès de Versailles**

Cette 95^e session des Semaines sociales de France a été pilotée par par Pierre-Yves Le Priol et Éric Wendling et préparée par Françoise Philip, Laurent de Mautort, Dominique Quinio et Béatrice Wettstein.

www.ssf-fr.org

La réalisation de ces Actes a été assurée par Marie-Sylvie Rivière

L'intégralité de la session est accessible en replay
sur le site des Semaines sociales de France
www.ssf-fr.org

Les Actes peuvent être commandés sur le site de l'éditeur
www.bod.fr

ISBN 9782322411139
© Semaines sociales de France, 2022

Ouverture

DOMINIQUE QUINIO¹

Bonjour à vous tous qui avez choisi de vivre avec nous la 95^e rencontre des Semaines sociales de France. Merci de votre fidélité, vous qui faites route avec nous depuis longtemps. Merci de votre curiosité, vous qui venez nous découvrir et découvrir ce qui nous anime. Pour mémoire, notre association, créée en 1904 par des laïcs catholiques de Lille et de Lyon, s'est donné pour mission de faire vivre et connaître la pensée sociale de l'Église, au lendemain des premières encycliques sociales qui s'inquiétaient du sort des ouvriers soumis aux dures conditions d'une industrialisation rapide. Depuis, de nombreux textes jusqu'aux encycliques du pape François *Laudato si'* et *Fratelli Tutti* sont venus enrichir notre réflexion.

Nous voici en 2021. De qui, de quoi, devons-nous avoir le souci, de qui devons-nous prendre soin ? Des Hommes et de la Terre, indissociablement. Avec cette visée, nous vous proposons durant ces trois journées d'oser rêver l'avenir. « Oser rêver », avouons que c'est... osé ! L'actualité ne nous y encourage pas. La pandémie n'en finit pas et continue de nous plonger dans l'incertitude : non, notre société qui entend tout maîtriser de la naissance à la mort ne sait pas tout, ne peut tout prévoir, doit faire face à la complexité. La pandémie s'accompagne d'un mal-être social qu'ont révélé les manifestations en Guadeloupe par exemple. Même si les dernières statistiques semblent dire que, grâce aux filets sociaux du « quoi qu'il en coûte », la pauvreté ne s'est pas aggravée en France, les inégalités sont apparues plus que jamais criantes et les fragilités ont été accrues (c'est ce que nous disent le Secours catholique dans son rapport annuel ou les Restos du cœur). Les jeunes ont particulièrement subi le

¹ Dominique Quinio est présidente des Semaines sociales de France.

choc, matériellement pour ceux qui travaillent pendant leurs études, intellectuellement en raison d'une année quasi blanche, mais aussi psychologiquement : l'enquête Covipred qui mesure la santé mentale des Français en ces temps de pandémie montre ainsi que les jeunes, plus que leurs aînés, manifestent un fort taux d'anxiété.

Cela s'explique : à cette crise sanitaire s'ajoute une crise climatique particulièrement aiguë pour les plus jeunes d'entre nous. Ils savent qu'ils en vivront les conséquences. Certains manifestent leur colère pour réveiller les gouvernements, trop timides – on l'a encore vu à Glasgow – pour prendre des engagements et pour soutenir les pays les plus vulnérables dans leur transition écologique. D'autres recherchent des solutions individuelles ou à l'intérieur de petites communautés, car ils ne croient guère à l'action collective. D'autres encore s'interrogent : doivent-ils donner la vie à des enfants ? Troisième crise : la défiance envers toutes les institutions et notamment les institutions politiques ; les élections montrent un taux d'abstention record, notamment chez les plus jeunes, souvent pas même inscrits sur les listes électorales. En outre, le débat politique tel qu'il s'engage ne fait pas rêver, quand il est accaparé par un histrion, par un regain des populismes ou par des candidats qui surenchérisent sur le thème de la sécurité. Quant au monde, il ne cesse de connaître des soubresauts, au Soudan, en Éthiopie, en Afghanistan, au Liban, au Mali, à la frontière polonaise ou sur les rivages de la Manche.

Dans l'addition des crises, ce que nous n'avions pas anticipé en préparant le programme de cette rencontre, même si la crise couvait depuis longtemps, ce sont les révélations du rapport qu'a rendu la Commission indépendante sur les abus sexuels commis au sein de l'Église catholique sur des mineurs. L'ampleur des chiffres et la souffrance des victimes se sont imposées à nous, de même que la responsabilité de l'institution par sa culture du secret et du silence et par sa mauvaise gestion des cas portés à sa connaissance.

Alors, soyons clairs, difficile pour les Semaines sociales de rêver un avenir désirable si l'institution ecclésiale ne se réforme pas. Certes, les laïcs catholiques sont appelés, avec d'autres, non-croyants ou autrement croyants, à participer à la transformation sociale de notre monde : d'année en année, telle est la raison d'être de nos rencontres, de nos travaux. Mais les baptisés, parmi nous, sont aussi appelés à participer à la transformation de l'Église : la *Lettre au peuple de Dieu* d'août 2018 du pape François insiste sur ce point.

C'est pourquoi nous avons ouvert un Forum sur le site des Semaines sociales autour de thématiques proposées dans les recommandations de la Ciase ; c'est pourquoi nous souhaitons que chacun, proche ou moins proche, alimente ce Forum, mais aussi participe aux réflexions menées dans les diocèses dans le cadre du Synode sur la synodalité, ce processus, mené sur trois ans, qui doit permettre à tous de marcher ensemble pour mieux annoncer l'Évangile. À Versailles, nous vous proposerons un mur d'expression. À tous, en ligne ou présents, nous demandons sur quels sujets

nous pourrions revenir dans les mois qui viennent, par des débats ou des conférences, autour de l'Église dont nous rêvons.

C'est aussi la raison pour laquelle nous nous sommes engagés dans le collectif Promesses d'Église, regroupant plus de quarante mouvements et associations, décidés, ensemble malgré leurs différences, ou plutôt avec leurs différences, à contribuer à cette indispensable transformation de l'Église. Indispensable, parce que si nous voulons dialoguer avec la société, avec ce monde dans lequel nous vivons, si nous voulons être audibles, crédibles, il nous faut être cohérents avec le message que nous portons.

Alors, est-il décent de rêver l'avenir ? Oui, à condition de « voir » le présent, de l'analyser, de se laisser toucher par lui, d'être lucides. Et de ne pas nous résigner. Les crises sont le moment de s'interroger sur ce qu'il convient de faire. Doit-on retourner en arrière, vers le « monde d'avant » ou retrouver le désir de construire un avenir plus fraternel, plus juste, plus paisible ? « Un temps d'épreuve, souligne le pape François, est toujours un temps pour distinguer entre les chemins du bien qui mènent à l'avenir et les autres chemins qui ne mènent nulle part ou qui sont à rebours.¹ »

Notre rencontre sera centrée, tel est le sens de notre mission, sur l'avenir des Hommes et de la Terre : nous voulons en prendre soin. Nous voulons dialoguer avec le monde qui nous entoure, avec des personnes qui ne partagent pas forcément nos convictions, qui nous bousculent dans nos zones de confort. Nous voulons « penser pour agir » avec eux.

« Viens parlons-en », suggère le pape en rappelant les paroles de Dieu au prophète Isaïe, dans le prologue d'*Un temps pour changer*. Vous êtes venus, vous nous rejoignez, pour que nous nous écoutions, pour que nous rêvions ensemble, comme nous y invite le message d'encouragement venu de Rome. Nous souhaitons que cette Rencontre nous conduise à « emprunter les chemins du bien qui mènent à l'avenir », pour reprendre les mots du pape.

Il y a un an, je conclusais l'ouverture de notre rencontre par ces mots, qui pourraient être pour nous tous, d'année en année, un slogan mobilisateur : « L'espérance est audace. » Oui, rêver est audacieux.

¹ *Un temps pour changer*, Flammarion, 2020.

LE MONDE QUI NOUS ATTEND



Carte blanche à deux trentenaires

NELLY VALLANCE
FOUCAULD GIULIANI

Espérance, inquiétude, projet... Comment voient-ils l'avenir ?

NELLY VALLANCE¹

J'appartiens à une génération née dans les années 1990, bercée par le récit du changement climatique, qui a grandi en entendant aux infos les canicules à répétition, les conflits géopolitiques climatiques, l'injonction à diminuer son empreinte carbone. Cette génération a aussi connu comme seuls exemples de grandes coopérations internationales, du moins les plus médiatisés, les COP – qui se révèlent un peu plus décevantes chaque année –, et à qui on fait porter le poids d'être la dernière à pouvoir encore agir pour sauver la planète. Certains sont en colère de recevoir une terre dont on a si peu pris soin depuis une centaine d'années, de se rendre compte que les inégalités et les violences contre des hommes et des femmes continuent et même s'accroissent dans le monde. Ils se sentent dans une impasse et sont tentés de faire des choix radicaux. Il n'y a aucun fatalisme acceptable. Cette génération se satisfait de moins en moins du *business as usual* et attend un changement. Les jeunes ne se projettent pas forcément dans un emploi unique toute leur vie, mais sont prêts à un peu plus de précarité pour allier profession et convictions. Le but n'est pas d'opposer les générations, mais de se comprendre, et d'entendre dans quelles décennies nous avons grandi.

¹ Nelly Vallance est présidente du Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC).

Il est nécessaire de partager ensemble les constats sur le monde d'aujourd'hui pour imaginer la suite en commun. Quelques éléments m'inquiètent dans le monde qui nous entoure : une population fragmentée par sa diversité qui, au lieu d'être considérée comme une richesse, est utilisée comme un moyen d'opposition ; la sensation d'un discours qui s'appauvrit où l'on ne cherche plus la pluralité, la nuance, mais la binarité ; un décalage entre des alarmes qui sont lancées et des actions qui ne viennent pas forcément (exemple concret avec le Black Friday, symbole d'une consommation à outrance). Au lieu de mesures fortes qui devraient être collectives, on se retrouve avec des personnes qui portent des convictions, qui portent le poids individuellement de devoir faire changer les choses par elles-mêmes pour la société. Tout cela vient nourrir une part d'indignation en moi. Cependant, je ne peux pas me résoudre à considérer seulement ces alertes. Nous vivons dans un monde qui a les moyens de contrer la faim, le problème est uniquement politique ; un monde où les solidarités sont nombreuses et où des initiatives fleurissent partout pour lutter contre l'isolement des personnes, par exemple. Je vois un monde qui regorge de signes d'espoir, de personnes qui luttent au quotidien, d'étincelles de foi, et cela vient nourrir une part d'espérance et d'enthousiasme.

« Osons rêver l'avenir » tombe à point nommé dans un discours qui ne permet pas toujours de se projeter, ce qui est nécessaire pour se donner un horizon politique et un élan positif. On parle de rêves, d'utopies, de futurs désirables. Je crois que ce ne sont pas que des vœux pieux, mais des horizons qui doivent nous guider pour nous faire avancer et des caps à se donner collectivement. Que vois-je de l'avenir ? Quand on m'a posé cette question, je me suis revue il y a quelques années, au moment de ma prise de conscience de l'état de la planète. Ma vision de l'avenir à cette époque n'était pas très brillante, partagée entre la perspective d'un effondrement qui nous pend au nez sans que rien ne puisse l'empêcher et des pensées anxieuses qui viennent chuchoter qu'il n'y a plus d'autre choix que de subir. La tentation est grande de se dire qu'alors, autant ne rien faire, et profiter de la vie tant qu'on peut ou, à l'inverse, de s'enfermer dans un petit îlot qui résistera, en attendant que ça s'effondre, puis tout recommencer.

En réalité, je ne sais pas si le monde s'effondrera, et ce n'est pas ce qui est important. Il ne faut pas attendre que cela arrive pour se dire qu'on peut construire un futur désirable. J'ai la conviction que nous allons avoir la possibilité de vivre un futur qui sera vivable et humain, c'est mon espérance. Mais le monde ne pourra pas être le même qu'aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'une fatalité, mais d'une direction à prendre, d'un choix à faire qui peut être porteur d'enthousiasme. Il est nécessaire de porter un regard global sur l'avenir, d'entreprendre une démarche intégrale. La dignité humaine doit être au cœur de tout ce qui construit. Il faut une cohérence entre le soin de la terre et celui des êtres humains. Je rêve de joie, de festivités, de convivialité, d'une écoute réelle de l'autre, de faire ensemble, de liberté, de solidarité, de soin

les uns envers les autres et envers la planète. Je crois que je rêve d'un monde juste, convivial, soutenable et ouvert. Il est important de partager ces rêves pour avoir des horizons communs vers lesquels aller, une raison de se mettre en action.

Au MRJC, quand on m'a demandé ce qui me poussait à m'engager, j'ai répondu que c'était la volonté de contribuer au chantier infini qui amène toujours à questionner et à réinventer pour aller vers un monde meilleur. Ce chantier infini est une occasion perpétuelle de se mettre en lien et d'avancer ensemble. C'est un champ des possibles. Si je m'engage, c'est pour être en lien avec les autres et, par là, faire société, en prenant parfois des risques. C'est cette action qui va nous rendre humains. L'action est féconde dans ce qu'elle produit ainsi que dans ce qu'elle vient produire en chacun de nous. C'est aussi la seule manière d'être en adéquation avec soi-même, si l'on ne veut pas rester là sans rien faire. Entre la perception du monde que j'ai partagée avec vous au début et mes rêves, agir est la seule manière d'inventer le chemin entre les deux. La foi vient nourrir des convictions, des valeurs et une éthique. Relire mon action, c'est lui donner un ancrage et une dimension qui vient transcender autant l'individualité que l'immédiateté. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes s'engagent, ils sont très présents dans les marches pour le climat, construisent des alternatives et se mobilisent à l'échelle locale, là où on peut agir concrètement au plus proche de chacun et apporter des leviers concrets de changement. Mais l'échelon local doit être ancré dans une réflexion globale et c'est là qu'entre en jeu le rôle des responsables politiques. Il y a un enjeu de dialogue entre les politiques et les personnes concernées, les jeunes, les précaires, tous ceux qui sont en marge. C'est ce qui nous permettra de construire et d'avancer ensemble vers ces futurs désirables, de découvrir ce qui vient nous rassembler et d'aller au-delà de ce qui nous divise en termes de société. La défiance s'est emparée de la société et la confiance ne pourra être rétablie que dans le dialogue et dans une écoute réelle et profonde de ce qui anime les uns et les autres.

FOUCAULD GIULIANI¹

Notre situation historique et politique

Je commence avec une citation d'Albert Camus : « La vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent. » Il est difficile de penser l'avenir si l'on ne commence pas par tenter de comprendre le présent. Le présent me semble habité par un affect particulier, la peur. De quoi avons-nous peur ? Que laisse-t-elle en nous ? Il y a des faits évidents quant aux causes de cette peur : un système économique défaillant et un ordre écologique mis à rude épreuve, ce qui crée la volonté de se replier sur une sphère familiale et locale. On en vient à penser que le bonheur n'est

¹ Foucauld Giuliani est professeur de philosophie, fondateur du café-atelier Le Dorothy.

possible que dans le cadre de nos amitiés, de nos engagements locaux. Il ne faut pas avoir peur de nommer ce qui suscite notre peur. Nous sommes devenus dépendants d'un modèle qui nous dégoûte, qui tient par l'habitude ou l'intérêt, ce capitalisme mondialisé qui a toute licence d'expansion depuis l'écroulement d'un communisme d'État – qui a fait aussi beaucoup de mal, il ne s'agit pas d'être nostalgique.

Le capitalisme mondialisé étend son règne destructeur depuis 40 ans sur l'ensemble de la planète. Avec l'organisation méthodique de la captation générale du vivant, des forces de travail au service du profit avant tout, il est la confiscation des biens communs à des fins de maximisation du profit. On sait que le capitalisme ne va pas faire la différence entre un produit artificiel et une ressource naturelle, envisagée comme un stock plus ou moins valorisable. Certes, il y a des mesures juridiques et morales qui vont à l'encontre de ce système, mais elles sont souvent battues en brèche et un grand nombre de pays subissent le règne du tout capitalisme, ce qui n'est pas notre cas en France, du moins pour le moment. Le capitalisme est un phénomène social total, il n'est pas qu'un phénomène économique, mais aussi technologique, juridico-politique, et porte même une sorte d'idéologie qu'il importe de voir. Il accompagne une forme de politique, celle de la puissance qui raisonne en termes de normes d'efficacité, de concurrence entre États, de lutte de tous contre tous en vue d'accaparer les ressources qui font la puissance. Il n'est pas étonnant que la peur de la catastrophe nous étreigne. Tout le paradoxe est que le capitalisme s'est présenté comme la fin de l'histoire, le seul modèle valable. Or, s'il met effectivement en œuvre la fin de l'histoire, ce n'est pas la fin en tant qu'horizon désirable, mais en tant que terme, catastrophe qui risque de nous condamner.

Lors d'une conférence à Athènes, en 1955, Albert Camus réfléchit à la question du tragique et en arrive à cette définition : « L'avenir est incertain et le présent dramatique. » Or, le paradoxe de notre époque est qu'on ne vit pas dans la catégorie de l'avenir incertain mais de plus en plus dans le régime de la fatalité. C'est cela qui crée et nourrit la peur.. On pourrait se dire qu'on vit un présent tragique. Or, le paradoxe de notre époque est qu'on ne vit pas dans la catégorie de l'avenir incertain, mais de plus en plus dans le régime de la fatalité. C'est cela qui crée et nourrit la peur. On a l'impression que l'histoire est déjà écrite, que nous allons vers notre fin, sans pouvoir l'arrêter. Dans la tragédie, ce qui est en jeu est la liberté. Les personnes semblent prises dans des réseaux de déterminisme puissant, mais l'intérêt d'une tragédie est qu'il y a toujours un possible, de la liberté en jeu. Notre époque est plus marquée par le fatal que par le possible, je ne la dirais donc pas tragique.

Finalement, on peut donc dire que la peur de notre époque n'est pas une peur, mais une angoisse. Quelle différence ? La peur porte sur un objet précis, délimité ; on peut la raisonner. L'angoisse apparaît lorsque ce qui vient à effrayer n'est plus un objet précis, mais l'ensemble du donné. Elle vient de tous côtés à la fois. Ce n'est plus un sentiment, mais un milieu dans lequel on baigne, elle empêche de penser librement,

de façon féconde. L'angoisse qui nous étroit a une cause, un effet qui est de nous conduire dans une forme de désespoir et de panique, un désespoir paniqué. Dans ce contexte, on aborde les problèmes sur un fond psychologique et passionnel très nocif et il est bien difficile de résoudre un problème dans un tel état d'esprit. Ce tableau est sévère, mais je le pense proche de la réalité. Nous sommes devant l'obligation de penser une alternative radicale au modèle existant.

L'alternative

En tant que chrétien, je pense qu'il faut passer d'une histoire dominée par le pouvoir humain à une histoire où l'on tente de donner une place à la grâce, d'une histoire régie par la volonté des hommes – toujours prompte à virer en volonté de puissance –, à une histoire pensée comme pouvant être régie par Dieu. On ne peut plus s'autoriser à penser à un niveau simplement national, non universel. Les économies sont hyper-connectées, les chaînes de production de valeur sont trop mondialisées et notre conscience humaine épouse les contours du monde. Nous avons besoin d'un sens total. La foi peut justement nous permettre de penser l'idée d'une histoire qui ne serait pas celle de la volonté de puissance, mais celle où Dieu aurait sa force créatrice à l'œuvre. C'est d'ailleurs dans le droit fil de l'Évangile, puisque le Christ peut être vu comme une figure de renversement de l'histoire. Si le Christ est assassiné, c'est bien parce qu'il a un effet sur les pouvoirs établis de son temps. Les pouvoirs spirituels et politiques de son époque ne peuvent pas l'ignorer, car il interroge par ses actes et ses paroles le fondement même du social. Sa parole dévoile que le fondement du social, c'est la force et l'injustice et propose un retournement à travers la notion de communion, ce que les forces en place ne supportent pas. Le rôle du chrétien face à toute situation politique, lorsque nous vivons des périodes troublées, est d'opérer ce dévoilement d'un retournement possible de l'histoire. Comment procéder pour penser plus précisément cette alternative ? Je propose de la penser à travers trois dimensions.

La dimension spirituelle

La dimension spirituelle est la source de l'alternative. Hors d'une expérience spirituelle puissante, enracinée, connectée avec une tradition de longue durée, nous resterons impuissants à entraîner le changement qu'il faut imprimer sur l'histoire. Le premier geste serait une forme d'humilité, de reconnaître que la communion que nous voulons mettre en œuvre ne vient pas de nous. Le seul rêve que j'ai pour l'humanité est celui de l'Évangile, d'une vie fraternelle, à égalité les uns avec les autres, pour le bien de tous. Le geste du chrétien est de reconnaître que ce désir et cette puissance de communion viennent d'ailleurs, qu'ils sont communiqués par Dieu dans la prière, la vie fraternelle, l'expérience de l'échange, de la charité, de l'amour. Il faut se disposer à vivre la réception de cette communion qui vient de plus loin

que nous. La recevant, il s'agit de tenter d'accroître son règne ici-bas. Je verrais la dimension spirituelle de l'alternative comme la compréhension que nous ne sommes pas de petits volontaristes agités qui créons tout *ex nihilo*, mais que nous recevons un esprit qui transforme le monde et en lequel nous avons foi. C'est un acte de foi, car cet esprit ne peut être prouvé, mais on peut vivre de lui. C'est toute la tension dans laquelle le chrétien se tient, celle d'être convaincu et nourri par quelque chose qu'il ne peut pas prouver en demeurent sur le plan intellectuel.

La dimension politique

La dimension politique est le contenu de l'alternative, non pas la source. Ce contenu est assez simple à définir. Il faut s'appuyer sur la Doctrine sociale de l'Église catholique qui met le doigt sur les bonnes questions. Elle parle de biens communs qu'elle définit comme l'ensemble des conditions matérielles et spirituelles permettant à tous de vivre une vie accomplie et déploie un autre concept, celui de la destination universelle des biens. Cela veut dire que les biens de base, aussi bien naturels qu'artificiels, sont à destination de tous. Les exigences de justice et d'égalité l'emportent sur les revendications de propriété et d'intérêt privé. Cela nous renvoie au capitalisme qui privatise les biens, ce qui est une approche anti Doctrine sociale. La dignité de l'homme exige que chacun ait accès à ces biens fondamentaux. Les structures politiques, économiques et administratives ont pour seule tâche d'organiser la juste production et la juste distribution de ces biens à l'échelle mondiale. Les économies étant interconnectées, il faut immédiatement penser au niveau supérieur. C'est le piège de la solution du local qui nous fait croire qu'on va changer le monde en restant à un niveau où l'on n'a pas la main sur les lois.

De la part de nos « responsables », j'attends une réflexion politique, organisée tout d'abord dans un sens de discernement : quels sont ces biens de base qu'il faudrait pour tous ? Dans un second temps, les structures doivent organiser leur juste distribution. Ne pas voir cet objectif, c'est laisser le capitalisme à l'œuvre dans sa logique de domination et de rétribution inégalitaire, qui crée en retour des logiques de violence. C'est alors le cycle infernal de l'histoire qui se répète. Les chrétiens doivent certes comprendre que proposer ce discernement à l'échelle mondiale et se battre pour cela est difficile et ambitieux, mais il est nécessaire de partir dans cette perspective, sinon, le capitalisme n'aura jamais aucune alternative qui le mette en danger et l'oblige à se justifier dans ses fonctionnements profonds. Donc le contenu de l'alternative, c'est la prise au sérieux du concept de destination universelle des biens et la lutte pour sa mise en application.

La dimension stratégique

Accepter d'avoir une vie spirituelle en vue d'une organisation pratique pour mettre cette dimension politique à l'œuvre suppose de reprendre au sérieux l'idée que les écrits évangéliques peuvent être des sources d'inspiration pour penser les

événements politiques et socio-économiques qui nous arrivent. Ensuite, participer à des mobilisations, des alliances, ne pas avoir peur de l'étiquette de communautarisme. Nous avons besoin d'organisations inspirées par l'Évangile et des ressources chrétiennes pour se greffer à des actions qu'on pourrait qualifier de révolutionnaires à l'échelle du monde.

Les leçons de la pandémie

FRÉDÉRIC WORMS

JÉRÔME CHAPUIS¹ : Vous êtes spécialiste de l'œuvre de Henri Bergson et votre dernier ouvrage s'intitule *Sidération et résistance - Face à l'événement (2015-2020)*². Qu'est-ce que la crise sanitaire nous a appris sur ce monde qui vient ?

FRÉDÉRIC WORMS³ : J'avais prévu de répondre à la question qui avait été donnée en titre à cette séquence avec un livre encore plus récent qui porte sur le temps, *Vivre en temps réel*⁴. Alors, la pandémie change-t-elle la donne de notre rapport à l'avenir ? Par anticipation, je dirai que ma conclusion sera positive. Oui, la pandémie peut changer positivement notre rapport à l'avenir et je dirais même qu'elle nous rend quelque chose d'important, le critère même d'un avenir positif concret, ce que nous appelions autrefois d'un mot, trop critiqué ces derniers temps mais pour lequel la pandémie nous permet de redonner un sens concret : le progrès. À certaines conditions et sans impliquer une réalisation automatique, la pandémie nous redonne des critères d'un progrès. Ce sera donc ma conclusion positive.

Reconnaissons au préalable que la pandémie nous enseigne d'abord quelque chose de négatif quant à l'avenir. Pour parvenir à ce sens positif de l'avenir que je viens d'évoquer, à ce critère retrouvé de ce que signifierait un progrès, il faut d'abord traverser les épreuves du négatif, composées de trois cercles, trois rapports négatifs à l'avenir que la pandémie paraît en premier lieu aggraver. Je ne fais donc pas preuve

¹ Jérôme Chapuis est directeur de la rédaction de *La Croix*.

² Desclée de Brouwer, 2020.

³ Frédéric Worms est professeur de philosophie, directeur-adjoint de l'École normale supérieure.

⁴ Bayard, 2021.

de naïveté : la pandémie est porteuse de négatif et peut sembler nous y enfermer. Mais dans chacun de ces cercles se trouve une petite leçon positive concrète.

Le premier cercle

Le premier cercle du négatif est l'épreuve que nous vivons au présent et ce sentiment d'absence d'avenir, au sens où il n'y aurait pas d'après de la pandémie puisque nous ne cessons d'y revenir. Nous vivons la cinquième vague du virus, la troisième injection du vaccin et cette impression de répétition interminable et péniblement longue nous enferme dans un présent. Chaque fois que nous visons un « après », que nous rêvons à un avenir, nous retournons à un présent qui revient sans prévenir alors que nous pensions en être sortis. C'est le premier cercle de la souffrance temporelle : le retour à un présent qui nous enferme, marqué, de plus, par une forme d'incertitude. Même si nous passons cette cinquième vague, nous craignons la sixième. C'est un retour à la fois fatal et incertain. Cette dimension d'un événement pénible, dont la durée redouble la pénibilité et qui est incertain, est réelle. La peine est double, l'une dans notre rapport au temps, à laquelle s'ajoute une peine physique. Qu'y a-t-il de positif là-dedans, et même de fondamental ? Le premier critère du progrès concret nous est ici donné : nous nous situons dans un événement totalement négatif, une maladie qui fait des morts, laisse des séquelles et fragilise les systèmes de santé, mais qui donne lieu à des traitements permettant progressivement de la contenir. Nous retrouvons de cette manière un sens précis du progrès : lutter de mieux en mieux contre un mal avéré avec des critères concrets de cette lutte et de ce mal. Le premier de ces critères est la mort et le premier critère du progrès concerne ces nouvelles techniques grâce auxquelles nous luttons contre de nouvelles causes bien précises de mort et de fragilité des vivants, notamment des vivants humains. La pandémie nous donne donc un critère concret de ce qu'est un mal et de ce qu'est la lutte contre ce mal. Nous ne croyons plus à l'idée d'un grand progrès qui nous sauvera, mais il ne faut pas renoncer aux petits progrès qui nous permettent de lutter contre des maux. Le fait que nous soyons encore dans la pandémie n'est pas seulement un enfermement, c'est aussi une obligation et surtout un critère. Un critère de la science, de la lutte contre un mal précis. Je pense que la pandémie nous vaccine, nous ramène sur terre, car nous savons contre quoi nous luttons.

Le deuxième cercle

Nous sortirons un jour de la pandémie, elle deviendra chronique. Se présente alors un deuxième risque, déjà expérimenté ces derniers mois. Nous revenons dans la pandémie, mais nous avons vécu une, voire deux sorties de la pandémie. Que s'est-il passé lors de ces sorties ? Nous avons connu un avant-goût d'un « après » et dans cet « après », dans cette sortie de la pandémie, ce passage à une étape nouvelle, il s'est produit une déception, un autre sentiment de répétition, tout redevenait

comme avant. Certaines souffrances, notamment sociales, loin d'être améliorées par l'épreuve de la pandémie, qui pourtant les avaient remises au premier plan, reviennent comme avant et donc pires qu'avant, car le sentiment que rien ne change rend cette résurgence encore plus douloureuse. Prenons l'exemple de la souffrance exprimée de façon très désespérante par les soignants. Alors que, pendant la pandémie, les soignants ont connu la reconnaissance, ils expriment à sa sortie une forme de détresse : détresse face à retour à l'avant-pandémie, mais aussi détresse face au déni de ce qu'a révélé la pandémie, c'est-à-dire une interdépendance sociale et vitale des humains entre eux plaçant le soin au cœur de la société et qui devrait être reconnue comme telle. À une crise sociale et morale s'ajoute donc le sentiment d'une absence de changement, bien au contraire. Cela est vécu comme une sorte de retour à la case antérieure, aggravé par une étape de crise, de dévouement et de reconnaissance. La douleur de ce retour au déni de reconnaissance est accru par le sens qu'avait redonné cette épreuve dans l'urgence extrême à tous les métiers de l'interdépendance. Nous courons donc le risque d'éprouver un sentiment mêlé de répétition d'une situation sociale, de celui historique que rien ne changera jamais dans les sociétés humaines, enfin, que la reconnaissance de ceux qui travaillent aux progrès concrets ne peut plus avancer. Cela se traduit par une sorte de désertion sociale, accompagnée d'une crise de recrutement, des vocations, du sens même de ces métiers, après avoir connu un pic de reconnaissance.

Ce deuxième temps est dangereux, car ce retour au « même », à un mépris supposé après la reconnaissance, que d'autres métiers comme les policiers ou les enseignants ont d'ailleurs connu, est une souffrance. Un deuxième critère du progrès se profile ici, que je qualifierais de social et qui se situe dans la reconnaissance des luttes contre les dangers vitaux et la nécessité de leur reconnaissance. Il y a là une urgence, car lors du prochain « après », de la prochaine sortie de la pandémie, nous n'aurons plus le choix, nous aurons une deuxième chance qu'il ne faudra pas rater.

Ce qui caractérise ces deux premières épreuves, c'est la répétition, celle de la pandémie, celle de l'avant de la pandémie, l'idée qu'il n'y a plus de temporalité réelle, que nous sommes enfermés dans le temps. On pourrait opposer à ces deux épreuves précisément ce que vous proposez, c'est-à-dire d'oser rêver l'avenir, ce qui permet une représentation de l'avenir.

Le troisième cercle

Le troisième cercle de cet enfer temporel, pour reprendre l'image de Dante, est cette représentation de l'avenir qui appelle quelques remarques. Ma thèse, d'un point de vue philosophique, est que nous avons deux expériences du temps. La première est une expérience implicite, inconsciente du temps, quand tout va bien, que nous sommes heureux. C'est une expérience temporelle avec des rencontres, des amours, des naissances, des actes, dont nous ne nous rendons pas compte. Notre expérience

inconsciente du temps est heureuse. En revanche, lorsque nous avons un rapport conscient au temps – je suis pressé, en retard, je m'ennuie –, c'est une souffrance. Le sentiment de répétition est une souffrance, car il redouble une prise de conscience du temps. Toute représentation de l'avenir est aussi une souffrance parce qu'elle est une représentation du temps. Quand nous allons mal, nous espérons aller mieux mais cet espoir, comme l'avaient montré les philosophes grecs, est une souffrance. C'est pourquoi ils recommandaient de vivre dans le présent. La crainte, comme l'espoir, est une souffrance puisque nous nous représentons un temps qui nous sépare du bien, et de ce temps-là nous souffrons. Je fais mienne une pensée de Pascal très importante : il ne faut pas dormir pendant ce temps-là.

Ce troisième cercle est plus précis, il est lié à la pandémie et aux autres événements qui nous donnent aussi des représentations temporelles. Notre représentation de l'avenir a été, pour certains, le Progrès, pour d'autres, la Révolution ou encore la Providence, qui sont des représentations positives d'un avenir final heureux. Or, nous sommes aujourd'hui plutôt environnés par des risques globaux, qu'ils soient climatiques ou guerriers : le retour des grands conflits alimentés par de la rareté économique, de l'ultralibéralisme concurrentiel, des conflits guerriers sans règles communes, sans biens communs, ce qui est globalement négatif. Notre représentation de l'avenir est donc le troisième cercle de l'enfer : deux répétitions et un avenir bouché. C'est douloureux, non seulement parce que toute représentation de l'avenir est une douleur, mais parce qu'il est globalement sombre. C'est là l'horizon du présent et il est difficile d'envisager un autre horizon de l'avenir.

Pour nuancer ce troisième cercle et y trouver un troisième critère concret, je dirais que l'espérance n'est pas seulement négative, que, tout comme l'acte médical, elle souffre du temps qui la sépare de sa réalisation, mais qu'elle est en même temps un acte qui lutte contre quelque chose et comporte donc aussi du bien. Je m'aventure un instant dans une réflexion sur l'espoir ou l'espérance. Il y a deux dimensions dans l'espérance réelle : l'attente, qui peut devenir trompeuse, passive, douloureuse, et l'acte. Espérer, c'est conduire à des actes et agir. Reprenons à notre compte la petite espérance de Charles Péguy, celle qui, avec la charité, conduit tout de suite à des actes, qui n'est pas simplement une attente, mais un acte en soi. C'est « cette petite espérance qui n'a l'air de rien du tout¹ », dont on a envie qu'elle revienne. Face à certains débats, certains dénis, certains discours de haine et de guerre sociale, on aimerait que Charles Péguy revienne.

La deuxième leçon de ce troisième cercle est qu'il n'y a pas de progrès dans une seule direction. Il y a évidemment un progrès technique, mais qui n'est pas un progrès à lui seul et doit s'accompagner du deuxième progrès, celui de la reconnaissance sociale des métiers qui luttent contre les maux communs, et de la prise en compte de tous les dangers humains, des grandes injustices globales. Il n'y a

¹ Charles Péguy, *Le Porche du mystère de la deuxième vertu*, 1912.

pas forcément de consensus sur ces dangers, mais il faut des cercles pour établir un consensus sur ces dangers moraux communs, ce à quoi servent certaines institutions. On ne peut pas concevoir un progrès si on n'affronte pas tous ces dangers de l'avenir.

Le troisième cercle lui-même nous donne des critères. Un premier critère simple : lutter contre des maux concrets avérés. La médecine en est un exemple parce que nous sommes des êtres vivants et que la mort reste notre exemple premier du mal. Un deuxième critère est la reconnaissance sociale, et un troisième, la lutte contre le réchauffement climatique, contre les grandes injustices économiques, et contre ceux qui mettent de l'huile sur le feu, car nous ne sommes pas seulement des organismes attaqués par des virus, mais des humains dans des sociétés divisées et conflictuelles. C'est pourquoi il faut lutter sur ce plan de l'éthique et de la justice.

Le troisième cercle qui nous confronte à un avenir, d'abord douloureux en tant que tel, nous donne une indication. Même si on peut en tirer des critères, il reste négatif, ce qui peut être frustrant. C'est un critère échelonné dans le temps : nous ne quitterons pas un sentiment négatif puisque nous allons vivre dans des urgences paradoxalement devenues chroniques, avec d'un côté la pandémie qui se prolonge et de l'autre le réchauffement climatique qui est déjà bien présent. Comme si l'avenir était déjà là. Nous n'aurons pas de retour à un avenir radieux, mais ce négatif nous donne le critère du positif.

Pourquoi faire surgir de faux problèmes alors que nous avons des problèmes réels et qu'il faut cerner les moyens de les résoudre ? J'assume d'être progressiste. D'une certaine façon, nous avons des critères très précis du progrès. La pandémie nous a appris que ce qu'on appelle la santé publique ne dépend pas seulement du traitement des maladies, mais aussi de la qualité améliorée de nos transports, de notre éducation, notamment du savoir, d'une écologie de l'information, du débat, d'un accès à une information complète, transparente, équilibrée pour lutter contre nos peurs et nos soupçons. Le progrès a des critères très précis, tels que la régression de certaines pathologies, des conflits, la régression de la régression... Mais ces critères sont à la fois très précis et très vastes. Nous devons échelonner les urgences, en luttant d'abord contre le plus critique, tout en suspendant les autres combats. Nous luttons d'abord contre la pandémie, ensuite nous accordons de la reconnaissance aux métiers du soin. Nous devons reconnaître les professionnels du soin non pas comme des fonctionnaires de la crise, mais comme des acteurs, des sujets qu'il faut écouter et associer à la réflexion. Il ne s'agit pas seulement d'une reconnaissance de haut en bas.

Enfin, au-delà de cette extension immédiate de la reconnaissance, il faut prendre en compte des dimensions qui semblent plus lointaines mais qui nous fédèrent, cercle par cercle, car chaque dimension est incluse dans ce travail contre quelque chose. Voilà pourquoi, certes, il faut revenir à une espérance, une action, un engagement,

mais sans passer trop vite par-dessus les causes les plus concrètes. La lutte s'organise chacun dans son domaine : les maladies pour les médecins, l'ignorance pour les enseignants, la quête du savoir pour les chercheurs, le partage des informations pour les journalistes, le respect des uns des autres dans les réseaux sociaux. Chacun où il se trouve prend un critère de ce qu'il peut et doit faire. Il ne faut pas hésiter à appeler ces actions des progrès.

Débat

JÉRÔME CHAPUIS : Pourriez-vous éclaircir ce rapport au temps, le fait que, quand il est conscient, c'est une souffrance ? Espérer, cela fait mal ?

FRÉDÉRIC WORMS : Dès qu'on se représente le temps, il y a, effectivement, à des degrés divers, une dose de souffrance. Quand on vous dit que cela ira mieux demain, vous êtes content, surtout quand c'est fondé. Mais, même si c'est une espérance fondée, il faut admettre que cette dimension de l'attente est une souffrance, ce qui n'enlève rien à la dimension positive de ce rapport à l'avenir, mais sur fond de souffrance. Rien de pire qu'une espérance déçue, une promesse non tenue, c'est pourquoi nous devons montrer en actes les effets de l'espérance. Il ne suffit pas de rêver l'avenir, car il peut être positif, mais oser le rêver. Osons rêver l'avenir est une invitation à l'action. Nous luttons contre des représentations uniquement négatives de l'avenir. L'espérance a besoin de preuves, d'actes, car il y a des espérances trompeuses et des espérances réelles.

TABLE DES QUESTIONS : *Que pensez-vous de la comparaison entre la pandémie et un état de guerre ?*

FRÉDÉRIC WORMS : Il y a un aspect à récuser dans cette comparaison. Nous ne luttons pas dans la pandémie les uns contre les autres, mais tous contre un ennemi commun, donc, ce n'est pas une guerre, malgré le souhait de certains. Elles ont néanmoins deux points communs : dans les moments d'urgence critique, on suspend des règles, on se mobilise contre ce danger mortel commun, comme peut l'être la guerre ou comme un tremblement de terre ou une catastrophe nucléaire ; l'autre point commun, le plus important pour moi, c'est le temps. Tout d'abord, comme pour les grandes guerres mondiales, il y a un avant et un après. Et, encore plus important, la durée. Si on pense aux quatre ans de guerre pour la première guerre mondiale ou six ans pour la seconde – que nous résumons avec un tiret en disant 14-18 ou 39-45 –, nous vivons une expérience comparable par sa durée. Mais le contenu moral et politique n'est pas le même. Même si certains agitent des risques de guerre civile, il faut d'autant plus maintenir la paix civile et internationale en raison de ces dangers communs aujourd'hui.

– Deux questions : à propos des jeunes, si la représentation de l'avenir est si désespérante, comment les aider à ne pas désespérer ? Par ailleurs, il y a les petits et les grands progrès, comment mieux s'en émerveiller ?

FRÉDÉRIC WORMS : Je relierais les deux questions. Ce sentiment négatif du temps est là, mais il nous donne aussi des critères de progrès. Certains jeunes sont séduits par les extrêmes et il faut leur expliquer que ces extrêmes aggravent les maux. D'autres jeunes s'engagent concrètement contre les maux communs avérés, avec un sens précis du progrès. Concernant le réchauffement climatique, ils savent qu'il faut définir des objectifs, comme dans les COP, pour lesquels les jeunes s'engagent. Ils savent que les petits gestes comptent à condition que les États les relayent et que les grands acteurs du réchauffement climatique contribuent. Il faut les soutenir dans l'idée que c'est justement les dangers qui nous redonnent le sens du progrès. On a pu penser, en 1989, avec la chute du mur de Berlin par exemple, que le progrès était là, que tout irait bien, alors qu'il y avait en même temps Tien An Men et une répression terrible en Chine. Les jeunes ont cette chance paradoxale que les critères du progrès sont sur la table, mais pas ce grand Progrès, au singulier et avec une majuscule, qui entraîne un ensemble de régressions intellectuelles. Les jeunes ont ce sentiment de responsabilité qui permet les progrès, grands et petits.

JÉRÔME CHAPUIS : Une lectrice vaccino-sceptique de *La Croix* considérait qu'il fallait accepter de ne pas être tout-puissant et que l'acceptation de la mort serait un progrès. Comment répondez-vous à ce type de questionnement ?

FRÉDÉRIC WORMS : Pour être plus précis, il ne faut pas lutter contre la mort, c'est ce qui nourrit les illusions métaphysiques et parfois idéologiques, comme dans le trans-humanisme, par exemple. En réalité, la mort est quelque chose contre quoi presque tous les vivants luttent. Ricœur disait que la chair elle-même résiste à la souffrance et à la mort. Mais leur lutte n'est pas contre la mort, comme un phénomène métaphysique, mais contre les causes évitables de souffrance et de mort. La mort reste l'objectif premier, c'est le critère de hiérarchie des luttes entre les humains. Les causes de mort sont de plus en plus complexes, mais il faut les prioriser par rapport à la mort. Si on veut lutter contre les injustices, il faut d'abord sauver les corps, comme disaient les humanitaires, mais ce ne doit pas être le seul objectif. Il ne faut pas lutter contre la Mort, parce que c'est une illusion totale, mais contre les morts des êtres vivants, des êtres singuliers, qui sont des pertes et des responsabilités les unes à l'égard des autres. La mort reste un critère, mais il ne faut pas lui mettre une majuscule et vouloir l'abolir. Lutter contre les causes évitables est la seule vraie orientation éthique. Nous sommes tous en désaccord sur ce qu'est le bonheur et c'est une bonne chose. Mais nous pouvons nous mettre d'accord sur des maux évitables et sur l'idée que, si on peut éviter un mal mortel, on doit le faire. Cela peut donner lieu à des conflits terribles, car certaines causes de mort sont en conflit entre elles.

Il faut arbitrer entre lutter contre le virus ou sauver l'économie, ce qui est complexe et recouvre un critère temporel. Faut-il privilégier une mort évitable immédiate ou deux morts évitables dans 50 ans au nom du chômage ? Il convient de lutter contre la mort immédiate évitable tout en construisant la politique qui évitera les conséquences vitales du chômage. Il ne faut pas être simpliste, c'est juste une boussole.

– *Comment sortir de la peur quand tant de médias et de politiques surfent dessus ? Comment se projeter collectivement dans ce contexte ? Comment le pouvoir politique devrait évoluer face à ces défis ? Pourquoi ne pas oser le présent pour rêver l'avenir, car c'est le présent donne le sens à l'avenir, à mon avis ?*

FRÉDÉRIC WORMS : Je suis parfaitement d'accord avec cette idée, qui rejoint le sens de mon exposé. C'est effectivement dans le présent qu'on trouve le critère de l'avenir et même le besoin de le commencer dès maintenant. Bergson, grand philosophe du temps, critiquait justement les représentations spatiales du temps et, s'il ne mentionnait que rarement l'avenir, il portait une réflexion sur la création en actes, dans ce qu'il appelait « l'évolution créatrice ». Nous créons de l'avenir dans le présent. Le présent, c'est un peu de passé qui crée déjà de l'avenir, c'est de l'action, ce n'est pas un spectacle. En parlant, je pense la fin de la phrase que je viens de commencer. Il est important de trouver les critères et les commencements de l'avenir dans le présent.

Concernant les médias qui surfent sur les peurs, c'est à la fois structurel et cela peut devenir un danger majeur, en aggravant le danger au lieu d'y répondre. L'actualité est d'abord normée par la vie et la mort, par ce qui est dangereux pour nous, ce qui nous intéresse est vital, parfois pour le pire, nos peurs nous dominent. Il y a aussi une excitation, une surenchère de l'urgence, qui était présente bien avant la pandémie. François Hartog, grand historien contemporain, a parlé de cette idée que nous vivons dans une surenchère du présent et que ce présent, pour être actif, pour que nous le regardions à la télévision, doit être excitant ou dangereux. Il faut du suspense. Le problème est que, même quand les peurs reposent sur une réalité, il y a une surenchère, y compris dans l'exagération des faux problèmes.

Les médias comme les politiques n'ont pas besoin d'inventer des peurs, car il y a de vrais dangers. La pandémie a déjà un peu calmé le jeu, mais politiques et médias devraient se concentrer sur les vrais dangers. Ils devraient assumer qu'il y a de vraies urgences et mettre en avant des politiques de construction progressives pour y répondre. Ils devraient assumer que, dans les cinq prochaines années, des progrès dans la santé publique, dans la lutte contre les fragilités sociales qui aggravent la fragilité vitale, seront à l'ordre du jour, construire le rapport au temps au-delà de l'urgence immédiate et de la surenchère. On ne peut pas reprocher aux médias de nous informer sur les dangers, c'est structurel, ni aux politiques d'en faire le moteur de leur action, c'est leur fonction. En revanche, être dans la surenchère et ne pas

construire une temporalité commune, c'est grave et nous avons des raisons de nous inquiéter, car nous avons des outils qui, structurellement, n'arrivent pas à construire quelque chose d'un récit. L'immédiateté des informations, des réseaux sociaux, l'absence des médiations dans nos relations sont un peu inquiétants, car on ne fabrique plus de relais. Ce qui me frappe dans Internet, c'est que la médiation en est absente, nous recueillons des contenus directs comme s'ils tombaient du ciel. Nous sommes bombardés sans aucun relais. Construire des médiations, ne pas être dans un face-à-face avec le pouvoir ou les médias, discuter avec d'autres, construire des espaces intermédiaires, tout cela est essentiel dans tous les domaines, y compris dans celui de la santé, où il est primordial de parler avec d'autres patients, avec des médecins, de ne pas être seul face à un déluge d'urgences.

JÉRÔME CHAPUIS : Vous parlez de la crise au passé, sous-entendant que nous l'avons déjà oubliée. À force de vivre au présent, ne risque-t-on pas d'oublier les choses si importantes dont nous avons conscience, mais qui sont déjà derrière nous ?

FRÉDÉRIC WORMS : Je regrette qu'après un moment si intense d'urgence sanitaire, on ait déjà oublié le sens qui s'y était retrouvé, par exemple en ce qui concerne les métiers du soin qui ont l'impression d'être revenus au stade d'avant la pandémie. Vivre au présent, c'est vivre dans ce présent concret, épais, avec ses dangers vitaux et non pas dans un cadre vide du présent qui serait simplement ce qui se passe à la date du jour. C'est le présent de la pandémie, du réchauffement climatique, des retours des grands conflits mondiaux, d'une géopolitique conflictuelle, c'est un présent qui possède un contenu. Ce n'est pas un présent vide, qui clignote, qui change tout le temps. C'est un présent qui a un sens, qui n'est heureusement pas toujours au sommet de l'urgence, et qui n'oublie pas l'urgence, quand elle retombe un peu, mais la construit progressivement. On peut faire l'analogie avec l'hôpital, où l'urgence absolue passe en premier, puis où on est orienté dans le temps. Nous construisons ce rapport au temps depuis un présent qui a un contenu précis, qui est le présent des êtres vivants, humains, espérant et agissant sur cette terre, c'est un présent qui se construit sous nos yeux.

– *La pandémie ne redonne-t-elle pas le goût, le sens, le risque de la vie ? Vous dites qu'« espérer, c'est agir », quel serait votre rêve d'action dans ce temps de pandémie ?*

FRÉDÉRIC WORMS : Certains modèles de l'intellectuel, quand il y avait une société bien établie, le montraient comme pouvant agir tout seul. J'ai personnellement besoin d'agir dans des institutions, et avec les autres. Je suis engagé dans l'institution où j'enseigne et où j'ai des responsabilités. Si enseigner est déjà un acte, cela ne me suffit pas, je me projette dans une action par les institutions, d'une façon collective et avec des règles démocratiques. Nous ne sommes pas au milieu de nulle part dans un paysage d'espace-temps.

Chacune des négativités de la pandémie nous a révélé une des dimensions de la vie. Nous avons retrouvé l'idée de la mortalité et de la fragilité de nos corps, mais aussi l'idée d'une mort relationnelle que nous pouvons transmettre aux autres. Le deuil nous rappelle que la mort n'est jamais solitaire ou que, quand elle l'est, c'est une souffrance. Il est vrai qu'on meurt seul, mais, non, les humains ne meurent jamais seuls, c'est une séparation ou une perte. Il ne faut pas s'en réjouir, nous aurions aimé nous en passer, mais cela nous permet de lutter contre des illusions et des fantasmes qui masquent le sens de nos vies.

Fil rouge spirituel - I

COLETTE NYS-MAZURE¹

Le monde qui nous attend, nous interpelle, nous appelle collectivement et personnellement

De même le Seigneur nous attend de toute éternité, aujourd'hui et pour toujours. Cette fidélité inimaginable pour nous si souvent distraits, incrédules et changeants. Qui m'appelle ? Ce jour, un jour de plus à vivre, un présent, un cadeau, que le poète Guillevic nous invite à prendre en considération : *Le matin/ t'est donné.// Ne le prends pas/comme un dû*. Est-ce parce que mes parents sont morts au début de leur trentaine que je suis restée étonnée d'être encore en vie lorsque j'ai doublé le cap de leur existence... que je le triplerai peut-être dans une dizaine d'années ? M'éveiller le matin, quel que soit le programme plus ou moins sombre ou séduisant de la journée, ne me laisse jamais indifférente. Pour le saluer, avec le poète Jules Supervielle, j'épouse son mouvement d'éveil :

*Encore frissonnant
Sous la peau des ténèbres,
Tous les matins je dois
Recomposer un homme
Avec tout ce mélange
De mes jours précédents
Et le peu qui me reste
De mes jours à venir.
Me voici tout entier,
Je vais vers la fenêtre.
Lumière de ce jour,
Je viens du fond des temps,
Respecte avec douceur
Mes minutes obscures,
Epargne encore un peu
Ce que j'ai de nocturne,
D'étoilé en dedans
Et de prêt à mourir
Sous le soleil montant
Qui ne fait que grandir.²*

¹ Colette Nys-Mazure est écrivaine et poète.

² Jules Supervielle, *La Fable du monde*, 1938, La Pléiade.

Cet élan existentiel, nous l'éprouvons toutes et tous à un moment ou l'autre. Dans la simplicité, la frugalité, l'émerveillement : *un jour de plus à vivre et qu'en ferai-je ? Qui m'appelle ?* Quels que soient notre âge, notre condition physique et psychologique, notre entourage, au fond de notre être, cette voix au plus intime.

Une scène de l'Ancien Testament s'est gravée dans ma mémoire enfantine. Sur la grande toile cirée accrochée au mur, Mère Marie-Tarcisius, notre maîtresse de classe élémentaire, racontait Samuel, l'enfant arraché trois fois à son sommeil par l'appel de son prénom, *Samuel*, réveillant le prophète Eli qui le renvoie au lit mais qui, devant l'obstination de la voix, l'engage à répondre : *Parle Seigneur, ton serviteur écoute.*

Pourquoi ce dialogue, ce trilogue, nous émeut-il encore ? À chaque moment-clef de la vie, cet appel soutenu qui met et remet en question. De l'enfance à l'affût, à l'âge que l'on dit grand, cette quête suscitée par la demande discrète et insistante : *Qui m'appelle et que veux-tu de moi ?* Vient un temps où l'on ne peut plus différer la réponse, mais chercher en soi-même, en toute lucidité et enthousiasme, une réponse possible, toujours provisoire, mais une lumière sur la route.

Cette question parfois lancinante n'est pas à confondre avec l'inquiétude qui nous ronge trop souvent, nous les parents, les grands-parents, les arrière-grands-parents, nous éprouvant démunis face à l'évolution galopante de notre société, de notre univers.

Jamais en repos. Fil extrême entre hier et demain, le regret, l'appréhension. Dans l'anxiété de la faille, du désastre, du malheur toujours imminent que nous attisons. Nous tournons nos visages rétrécis vers le ciel, nous interprétons les nuages, les retards, les équivoques. Nous fermons la fenêtre sur l'été, la guêpe ou le frelon ; nous devançons l'échec, le sinistre. Livides, nous nous lamentons en sourdine. Nous châtrons nos proches. Nous retenons nos enfants de vivre pour les empêcher de mourir.¹

Au tournant des années soixante-dix, frère Roger de Taizé, convaincu que « ce qui me préoccupe, Dieu s'en occupe », nous conviait à être des « serviteurs de la confiance » plutôt que des « maîtres de l'inquiétude ». Cinquante ans plus tard, sa proposition vaut plus que jamais. Cette Espérance que Charles Péguy nous donnait à voir sous les traits d'une petite fille entre ses grandes sœurs, la Foi et la Charité, courant devant elles : nous la voyons ce premier jour d'Avent, filant vers l'avenir :

Ce qui m'étonne, dit Dieu, c'est l'espérance.

Et je n'en reviens pas.

Cette petite espérance qui n'a l'air de rien du tout.

¹ Colette Nys-Mazure, *Feux dans la nuit*, Editions Les Impressions nouvelles, coll. Espace Nord.

Cette petite fille espérance.

Immortelle.

L'Espérance est une petite fille de rien du tout.

Qui est venue au monde le jour de Noël de l'année dernière.

Qui joue encore avec le bonhomme Janvier. (...)

C'est cette petite fille pourtant qui traversera les mondes.

Cette petite fille de rien du tout.

Elle seule, portant les autres, qui traversera les mondes révolus.

L'enfance ne se fait pas lointaine, au contraire ! Plus les années passent et plus des épisodes très anciens nous remontent en mémoire ; ils nous permettent de relier des moments charnières de notre existence. Mémoire sensorielle et affective plus que rationnelle ; résurrections d'instant, semées d'éblouissements et de déceptions flagrantes, de peurs et de plénitude océanique.

Il importe donc de remonter en enfance plutôt que d'y tomber, de nous réjouir de cette continuité, de ce fil rouge de nos vies. J'observe que ma marraine de 98 ans dévide l'écheveau de ses journaux intimes, les revisite et les partage. Par ailleurs, le soir pour s'endormir dans la chambre de soins de la Séniorie (joli nom par comparaison avec les Ehpad, acronyme glaçant), elle récite la litanie non des saints mais de ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants ; elle élargit le cercle des proches vers les lointains, englobant dans le même amour ceux qui sont déjà sur l'autre rive et ceux qui naviguent encore par tous les temps. Cette mémoire bienheureuse n'exclut en aucune façon les passages à vide, les peurs instinctives de l'âge ; elle se sait mortelle et fréquente parfois des zones bien sombres.

La mort la travaille le matin. La vide, la ténébreuse, la violeuse. Elle ne lui opposera aucune résistance. Laisse s'accomplir en elle la vilaine besogne. Que tout se délite et se rompe ; peu lui importe. S'abandonne au sombre enfantement. Se corrompt, noires délices. Aveugle, elle va, le cœur gourde ; se heurte aux murs rétrécis, aux corps des autres, aux objets hostiles, indifférents. (...) Elle seule se tourmente ; ils reposent tous sur l'oreiller du juste ; si la mort la prenait dans leur sommeil, qui se retournerait ? Aimer, c'est quoi ? Livrée, qui me délivrera ? Sur la place de la nuit quelqu'un appelle : elle cherche la force d'ouvrir la fenêtre sur le cri reconnu.¹

Peut-être nous appartient-il au long de la vie de pratiquer l'hospitalité réelle, concrète, charnelle, aux formes les plus humbles. L'exposition actuelle au Musée du Luxembourg à Paris offre une série de photos de Vivian Maier, cette bonne d'enfants à New York et Chicago pour qui rien n'était insignifiant, au contraire ! Tout devenait, devient signe d'amour, de fraternité, de sororité. Nous pouvons devenir des hôtes, des hôtesse partout où nous sommes sur cette terre.

¹ Idem.

1.
*Nous avons dressé la table en plein champ
nous avons jonché la nappe de pâquerettes
boutons d'or et fleurs de trèfle
des abeilles volent et viennent*

*tissent l'air vibrant
les errants les curieux les affamés
convergent vers ce lac
brillant parmi les haies de sureau
une parole nourrissante va s'y proférer*

2.
*Nous avons mis le couvert dans la clairière
nous avons ordonné le rituel
à proximité de la source
un tronc moussu des branches allongées
offriront bancs et sièges
trouée de lumière entre les faîtes altiers
les fruits de la terre étincellent
et les mains se tendent
vers la pâque improvisée
au rythme de ce vaste pèlerinage*

3.
*Nous avons béni le pain
nous l'avons rompu
au sommet de la colline
et nous l'avons partagé sous le ciel
alentour les oiseaux et les chiens patientaient
boirons-nous le jus de sa vigne ?
forts de ce vin de vigueur
nous oserons marcher sur les eaux¹*

J'entends les échos de cette hospitalité sans condition dans le poème de l'algérien Mohamed Dib (1920-2003), *La maison de Natyk*²

*s'asseoir
comme un inconnu
poser les mains
sur la table*

¹ Idem.

² *Feu beau feu*, Paris, Le Seuil, 1979.

*du regard
 simplement
 demander asile
 et permission
 user du pain
 et du feu
 qu'on n'a pas faits
 soi-même
 ramasser les miettes
 à la fin
 pour les porter
 aux oiseaux
 ne dire
 qui l'on est
 d'où l'on vient
 ni pour quoi
 réserver la parole
 à autre chose
 et mettre sa chaise
 à la fenêtre*

Oui, le monde nous attend, nous appelle à cette hospitalité quotidienne. Sans jamais oublier la nécessité d'alimenter l'accueil hospitalier de moments de solitude, de recueillement, de prière nourricière ; ils permettent de se refaire, de pouvoir rester des randonneuse et randonneur au long cours.

Elle s'en va parfois. Loin des autres, tous. Se donne congé, se livre à elle-même au ventre d'une maison très étrangère, le long d'une berge, au feuillu des forêts. Se retire pour éprouver si la vie la traverse encore. Faut-il émonder, greffer, tailler ? Table rase. Autour d'elle, murmure, soupçons. N'en prend pas ombrage. Qui éclairerait-elle si elle n'y voyait plus ?¹

Oui, quel que soit l'âge, alterner, allier solitude et communion, retrait et engagement, action et contemplation, en un mouvement de recharge de batterie continu. Pour la joie. Sans lâcher aucun bout de la corde à la façon d'Arthur Rimbaud : « J'ai tendu des cordes de clocher à clocher ; des guirlandes de fenêtre à fenêtre ; des chaînes d'or d'étoile à étoile, et je danse. »

¹ Idem.

Prospectives et avenir envisageables

VALÉRIE MASSON-DELMOTTE

BRUNO TERTRAIS

THIERRY MAGNIN

VALÉRIE MASSON-DELMOTTE¹

JÉRÔME CHAPUIS² : En matière de climat, qu'est-ce qui nous attend ? Que peut-on réguler ? Qu'est-ce qui est déjà écrit ?

VALÉRIE MASSON-DELMOTTE : Le point principal que nous devons retenir est que le climat avec lequel nous allons vivre à l'avenir dépend des choix que nous faisons maintenant vis-à-vis des émissions de gaz à effet de serre à venir.

Évolution du changement climatique, où en sommes-nous ?

Nous sommes à 1,1 ° C de réchauffement sur la dernière décennie par rapport à la fin du XIX^e siècle. Notre meilleure estimation est que l'intégralité de ce réchauffement est la conséquence des activités humaines, sous l'effet réchauffant des gaz à effet de serre, en partie masqué par l'effet parasol des particules de pollution.

Les gaz à effet de serre

L'un des gaz à effet de serre qui pèse le plus est le dioxyde de carbone, dégagé quand on brûle du charbon, du pétrole, du gaz, et par la déforestation, la production de ciment, etc. Il a, de plus, un effet cumulatif : c'est le cumul de nos émissions

¹ Valérie Masson-Delmotte est climatologue, co-présidente du groupe 1 du GIEC.

² Jérôme Chapuis est directeur de rédaction de *La Croix*.

passées, présentes et futures de CO₂ qui va déterminer le niveau de réchauffement à venir. Tant que les émissions dues aux activités humaines ne seront pas à zéro, le climat continuera à dériver. Le deuxième facteur d'émission de gaz à effet de serre est le rejet de méthane, dû aux fuites liées à l'utilisation des gaz fossiles et à l'augmentation dans le monde de l'élevage de ruminants avec la fermentation des déchets.

Nous sommes passés, ces dix dernières années, à des niveaux records d'émissions depuis la révolution industrielle, en partie masqués par l'effet refroidissant des particules de pollution. Mais nous constatons que les politiques publiques visant à améliorer la qualité de l'air ont porté leurs fruits. En Europe et en Amérique du Nord, l'émission de ces particules polluantes a atteint son pic à la fin du siècle dernier. Au niveau planétaire, cela baisse doucement, sauf dans certaines régions d'Afrique ou d'Asie du sud. Sur la dernière décennie, nous avons un peu perdu l'effet parasol de ces particules de pollution et continué à rajouter des gaz à effet de serre. Ces deux facteurs ont fait augmenter le poids des activités humaines sur le climat.

Le réchauffement des océans

Ce qui est également irréversible est l'accumulation de chaleur dans l'océan. Cette chaleur ne part pas vers l'espace. La plus grande partie entre dans l'océan et met des siècles à se mélanger, ce qui joue le rôle d'accumulateur. On ne peut donc pas revenir en arrière sur le réchauffement qui a déjà eu lieu. Si on mettait à zéro demain les émissions mondiales de dioxyde de carbone, ce qui est une vue de l'esprit, on estime que, sur 50 ans, il n'y aurait pas de tendance nette de réchauffement de surface. Cela montre à quel point l'évolution future du climat dépend de ce que nous allons faire maintenant pour le réchauffement de surface. C'est d'autant plus important que de nombreux aspects y sont directement reliés.

La montée des extrêmes

En effet, plus le curseur monte au niveau planétaire, plus il monte au-dessus des continents – plus fort que la moyenne planétaire, très fort près de l'Arctique –, plus le niveau de réchauffement augmente, plus il y a intensification et fréquence des extrêmes chauds, qui vont battre des records. Plus on augmente le niveau de réchauffement planétaire, plus on intensifie les pluies torrentielles, car, quand l'atmosphère est plus chaude, elle contient davantage de vapeur d'eau, ce qui fait qu'une tempête avec la même trajectoire dans un climat plus chaud peut donner lieu à des cumuls plus élevés.

Le dernier exemple est celui des sécheresses. Dans les régions au climat méditerranéen – Californie, sud de l'Afrique, certaines régions d'Amérique du Sud ou d'Australie ainsi que le pourtour de la Méditerranée –, le réchauffement du climat entraîne moins de précipitations, en particulier en été, et une atmosphère plus chaude qui va provoquer plus d'évaporation, de transpiration des sols, exacerbant la fréquence et la sévérité des sécheresses. Ces caractéristiques augmentent directement à mesure du

degré de réchauffement planétaire. C'est aussi le cas pour les conditions chaudes et sèches, propices aux incendies de forêt, qui touchent des saisons plus longues, des régions nouvelles à mesure qu'on monte le curseur sur la température à l'échelle de la terre.

Finalement, chaque région du monde est affectée de multiples manières. On observe des tendances, des extrêmes, des seuils dont on sait qu'ils provoquent certains effets. Les rendements agricoles, par exemple, n'augmentent plus malgré les progrès des techniques agronomiques, en raison des conditions de stress thermique et hydrique, des effets composites sur les écosystèmes. Sur les écosystèmes terrestres, la végétation stocke aujourd'hui 31 % de nos rejets de CO₂, cette captation continue d'augmenter, mais elle est limitée par le manque d'eau ou des extrêmes chauds.

Nous constatons des changements composites dans l'océan : un océan qui se réchauffe avec des vagues de chaleur plus fréquentes produisant des effets dommageables sur les récifs de coraux ; une baisse du potentiel de prise de pêche dans les régions tropicales ; un océan qui s'acidifie en stockant 23 % de nos émissions de CO₂, se mélange moins bien et perd de l'oxygène, ce qui affecte la vie marine. Tout cela dépend directement de ce que nous faisons en matière de gaz à effet de serre et de réchauffement.

Les incréments¹ de réchauffement

Ce que nous allons expérimenter dans chaque région va dépendre quasi directement du niveau de réchauffement à venir. Nous avons aussi mis en mouvement les composantes lentes : l'océan qui met plusieurs siècles à se mélanger ; les glaciers qui mettent plusieurs décennies pour s'ajuster au climat d'aujourd'hui. Quand l'océan se réchauffe, il gonfle. Quand les glaciers fondent, le volume de l'océan augmente. Depuis les années 90, le Groenland perd plus de masse par fonte en été et certains secteurs de l'Antarctique s'écoulent plus vite, conduisant à une accélération du rythme de la montée du niveau des mers, et ceci est inexorable. Vu le temps d'ajustement, cela va se poursuivre à des échelles de temps de siècle à millénaire, mais l'ampleur et le rythme vont dépendre de ce que nous allons faire en termes d'émission de gaz à effet de serre.

Les divers scénarios

Sur les évolutions futures, nous explorons des scénarios, des narratifs très contrastés : une baisse plus ou moins forte, une stagnation intermédiaire, une hausse ou une forte hausse. La bonne nouvelle est que, grâce à des politiques publiques mises en place, des ruptures technologiques – sur l'électricité bas carbone en particulier –, les

¹ En informatique, quantité constante ajoutée à la valeur d'une variable à chaque exécution d'une instruction, généralement répétitive, d'un programme.

scénarios de très forte hausse sont aujourd'hui moins plausibles. Nous nous attendons à ce que le niveau de réchauffement planétaire augmente dans les vingt prochaines années pour atteindre 1,5° C. Si les gaz à effet de serre stagnent à un niveau proche du niveau actuel, il faudrait quelques décennies avant de baisser lentement, auquel cas on dépasserait un niveau de réchauffement de 2° C autour de 2050.

Ce sont les deux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat : limiter le réchauffement largement sous 2° C ou proche de 1,5° C. S'il n'y a pas une baisse importante et rapide des émissions de gaz à effet de serre dans le monde dans les années à venir, nous ne tiendrons pas ces objectifs. Les promesses faites et réactualisées à la COP26 impliquent que les émissions mondiales de gaz à effet de serre stagnent à un niveau proche de la moyenne des dix dernières années, à horizon 2030. Ce n'est pas une trajectoire de baisse ni de forte baisse, ce qui implique que le réchauffement va se poursuivre.

Le cycle de l'eau

Chaque incrément de réchauffement supplémentaire va amplifier les changements, avec, en particulier, une compréhension plus fine de l'intensification du cycle de l'eau. Cela joue sur les enjeux de sécurité : sécurité en eau dans les régions d'utilisation étendue ; sécurité alimentaire, du fait des effets sur les rendements agricoles ; sécurité des habitats, notamment dans les zones côtières, sujettes aux aléas d'inondation. Dans un climat qui se réchauffe, le cycle de l'eau s'intensifie : les contrastes augmentent entre les régions humides et les régions sèches, les événements lors de saisons très humides ou très sèches vont être plus fréquents et plus intenses.

Ce sont des enjeux majeurs d'anticipation de gestion de l'eau, très délicats, parce que l'intensification signifie que nous devons nous préparer à des situations ayant une variabilité plus importante.

Que met ma communauté scientifique sur la table ?

Ma communauté scientifique apporte des connaissances fines de ces facteurs climatiques potentiellement générateurs d'impacts dans chaque région à horizon des prochaines décennies en fonction du niveau du réchauffement planétaire ou des scénarios de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous avons, par exemple, un outil réalisé sur la base des sciences ouvertes, un atlas interactif en ligne qui permet à chacun d'accéder à ces données, de les intégrer pour se préparer. C'est le message le plus important que nous pouvons transmettre : des changements vont être inévitables, mais nous pouvons changer la planification, dans les zones à risque d'inondation, par exemple, en intégrant l'évolution du climat. Nous pouvons identifier les vulnérabilités, les expositions. Agir pour les réduire est tout l'enjeu des stratégies d'adaptation, indispensables pour avoir un mode de développement qui soit résilient dans un climat qui change.

Une solidarité nécessaire

Nous ne sommes pas tous égaux devant cette situation et nous observons une tension croissante dans les négociations, quant à l'absence de mécanismes de solidarité avec ceux qui n'ont pas eu d'émissions historiques, mais qui font face aux pertes et aux dommages dus à l'influence humaine sur le climat. Il n'y a pas eu d'avancée lors de la COP26 à ce niveau-là. Les montants promis il y a dix ans de la part des pays du Nord envers ceux du Sud n'ont pas été complètement mis sur la table.

Les pays les plus vulnérables ont demandé à ce que la part de ce financement climat allouée à l'adaptation climat soit doublée et ils l'ont obtenu. À cet effet, 40 % des budgets prévus devraient être fléchés pour aider à l'adaptation de ces pays les plus vulnérables, qui considèrent que cette allocation est une avancée de la COP26.

Comment stabiliser le climat ?

La première condition est d'atteindre le plus vite possible des émissions mondiales de CO₂ à net zéro. On peut traduire la marge de manœuvre en budget carbone résiduel, compatible avec un réchauffement de 1,5° C. Si nous avons une baisse rapide, notre marge de manœuvre augmente. Un certain nombre de pays, représentant 75 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ont promis d'atteindre leur objectif d'émissions à net zéro. Ces promesses sont exprimées de manière floue, entre 2050 et 2070, mais ce sont les premières étapes d'engagement pour atteindre cette neutralité carbone, condition-clé pour limiter le réchauffement avec des enjeux d'implémentation, de crédibilité, d'alignement avec les enjeux de court terme.

Nous mettons en avant la possibilité d'agir sur les émissions de méthane, ce qui permettrait d'améliorer la qualité de l'air, enjeu majeur de santé publique. Nous pouvons aussi agir pour réduire les émissions de particules, mais nous perdons leur effet de masque. Afin d'éviter une pénalité climat, nous pouvons réduire rapidement les rejets de méthane avec des bénéfices directs, car c'est un gaz à courte durée de vie dans l'atmosphère, ce qui permettrait de ne pas avoir d'effet net sur le climat et de gagner doublement en qualité de l'air. En effet, quand on envoie du méthane dans l'atmosphère, c'est un précurseur de la formation d'ozone en surface, polluant néfaste pour la santé et pour la croissance des végétaux. C'est un point que nous avons souligné. Nous avons noté, lors de la COP26, une avancée dans cette direction avec l'engagement de pays représentant la moitié des émissions mondiales de méthane de viser à réduire d'environ 30 % ces émissions d'ici à 2030.

BRUNO TERTRAIS¹

JÉRÔME CHAPUIS : Quand on demande de faire de la prospective à un politologue, c'est risqué car le champ des possibles est plus vaste.

¹ Bruno Tertrais est politologue, directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

BRUNO TERTRAIS : Sauf dans la démographie, qui partage avec la physique du climat le fait d'avoir des forces d'inertie très importantes offrant une certaine confiance dans les prévisions et modèles que nous pouvons faire sur 20, 30, 50 ans ou plus. Je vais essayer ici d'être optimiste en évoquant dix nouvelles encourageantes sur notre avenir politique et sociétal.

La guerre

1. Une quasi-disparition des guerres inter-étatiques

On parle beaucoup du retour de la guerre. Pourtant lorsqu'on prend du recul historique, la guerre n'est plus considérée aujourd'hui comme un mode normal de relations entre États, ce qui, à l'aune de l'histoire de l'humanité, est assez exceptionnel. Dans les faits, il y a de nombreux conflits, mais quasiment plus de guerres inter-étatiques devenues, depuis les années 1950, exceptionnelles au regard des siècles précédents, ce qui s'explique notamment par l'évolution des normes culturelles. D'une part, il existe davantage de démocraties dans le monde qu'un siècle auparavant, d'autre part, les populations occidentales vieillissent et ce vieillissement est corrélé avec une moindre propension à la guerre. La causalité exacte est assez complexe, mais, globalement, un monde vieillissant aura sans doute des probabilités de conflits moins importantes. Un autre facteur est la mondialisation du commerce des ressources. Se saisir des ressources de l'adversaire a été, pendant des milliers d'années, un motif de guerre essentiel. Or, il est aujourd'hui plus facile d'acheter que de voler. Il est très coûteux de faire la guerre pour se saisir de ressources alors qu'elles sont accessibles sur le marché mondial. Je ne dis pas qu'on ne se bat plus du tout pour des ressources, mais ce sont plutôt des conflits internes, des guerres civiles, et cela est davantage lié à leur abondance qu'à leur rareté. Quand des milices privées essaient de se saisir de minerais ou de bois précieux en Afrique, elles le font car c'est une ressource abondante.

2. La dissuasion nucléaire

La possibilité d'une grande guerre entre les États-Unis et la Chine a une probabilité faible, car ces deux pays sont dans une situation d'interdépendance économique beaucoup plus forte que ne l'étaient les États-Unis et l'Union soviétique. De plus, ils se situent dans une logique de dissuasion nucléaire, ce qui est un frein depuis 1945 à la disposition des dirigeants à engager le fer contre une autre grande puissance.

3. Une baisse des dépenses militaires

Comparons la course aux armements à celle des années 1970. Pendant la guerre froide, on comptait entre 60 000 et 80 000 armes nucléaires dans le monde. Nous n'en sommes plus là. Certes, il y a des dynamiques d'actions/réactions entre États, mais les dépenses militaires, comparées au PIB, sont beaucoup moins importantes au sein des États qu'entre 1910 et 1980.

Les grands équilibres internationaux

4. L'Europe

Il se dit que l'Europe serait en danger de dislocation ou d'effondrement, or, elle a été très résistante aux crises et, en fait, elle grandit dans les crises. On l'a vu en 2008, après la crise financière, où a été mise en place l'union bancaire. En 2015, elle a tenu, malgré les coups de boutoir des migrations en provenance de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan. Elle a résisté à la pandémie de Covid-19 et a même fait un saut qualitatif assez positif en proposant pour la première fois une mutualisation des dettes. C'est un pas significatif dans la construction européenne. Il est important de mettre en perspective cette capacité qu'a l'Europe à grandir dans les crises.

5. Les États-Unis

Quelles que soient nos préférences politiques, l'Amérique de 2019 n'était pas une Amérique qui allait bien ; elle pouvait même faire peur jusqu'à novembre 2020. Nous avons cependant été témoins que ce grand pays était capable de s'adapter et de se remettre au travail. Sa capacité d'acclimatation à l'après-Trump et à la pandémie est phénoménale, même si Trump n'est pas tout à fait mort et que le camp qu'il représente pourrait revenir au pouvoir.

6. Le Covid-19

En avril-mai 2020, on annonçait l'effondrement de l'ordre international, le Covid allait mettre à bas toutes les institutions construites depuis 1945. Ce qui n'a pas été le cas. On pourrait, bien sûr, évoquer les imperfections du rôle de l'OMS, notamment du rôle négatif qu'a joué la Chine, mais nous avons un système d'alerte et de solidarité qui n'a pas trop mal fonctionné. Le monde s'est mieux adapté à la pandémie qu'il ne l'aurait fait il y a 30 ou 40 ans, surtout en période de guerre froide. Il faut voir le verre à moitié plein, y compris avec cette invention aussi rapide des vaccins, ce qui est inédit et extraordinaire.

7. Une démographie qui se stabilise

Nous avons longtemps vécu dans l'idée qu'il y aurait une « explosion démographique », mais la bombe n'a pas explosé. Les courbes de fécondité et de natalité ont ralenti de façon assez stupéfiante, beaucoup plus rapidement que la plupart des démographes ne l'anticipaient dans les années 1970-1980. Nous sommes encore en phase de croissance démographique, car les forces d'inertie sont très puissantes, mais on entrevoit le moment où la population mondiale va se stabiliser. Pour 2100, bien que les scénarios soient très divergents, les projections décrivent entre 9 et 11 milliards d'habitants sur la planète. Cette stabilisation se fera peut-être beaucoup plus vite, comme le montrent des études faites en croisant les scénarios économiques et démographiques. Certaines parties du monde n'ont pas encore accompli

la transition démographique, qui signe le passage d'une démographie de pays non développés à celle de monde moderne. L'Afrique sub-saharienne va croître encore pendant de nombreuses années, mais, au niveau mondial, le concept d'explosion démographique n'est plus pertinent, au point que, peut-être, nous ne serons pas assez nombreux.

8. Une adéquation entre population et ressources

Ce point est lié au précédent, car si la population mondiale se stabilise, il y a assez de ressources sur terre pour tout le monde. C'est encore un problème local ou régional, mais non mondial. On peut, bien évidemment, rencontrer des situations de stress hydrique, de désertification des sols, mais à la question de savoir si la planète peut nourrir 11 milliards de personnes, la réponse est oui. Notons que la famine (situation où des gens meurent de faim) a quasiment disparu, en dehors des situations de guerre et le fait que l'arme de la faim soit parfois utilisée délibérément dans certains conflits. La malnutrition, elle, n'a pas du tout disparu, mais, depuis une vingtaine d'années, la proportion de la population mal nourrie a plutôt tendance à décliner, sauf ces deux dernières années.

9. La très grande pauvreté en voie de disparition

La très grande pauvreté (définie comme un équivalent de 2 dollars par jour et par personne) a quasiment disparu du monde contemporain, à l'exception de l'Afrique sub-saharienne où elle subsiste. Au début du XIX^e, elle touchait environ 80 % de la population mondiale, aujourd'hui, elle en concerne 10 à 15 %. C'est certes insuffisant, mais il semble que, sauf catastrophe, on pourrait arriver à bout de la très grande pauvreté dans les décennies qui viennent.

10. Migrations : pas d'invasion en perspective

On entend, en Europe, une peur d'une grande migration de l'Afrique vers l'Europe. Cela recouvre une certaine réalité, car, comme l'Afrique se développe, un nombre croissant de familles ont un pécule suffisant pour sortir du continent. Cependant, l'idée d'une invasion migratoire africaine n'est pas attestée par les études et projections les plus sérieuses. Certes, de plus en plus de gens veulent s'installer en Europe, ainsi qu'en Amérique, dans les pays du Golfe ou l'Asie du Sud, mais cette idée d'une invasion migratoire inéluctable du fait de la pression démographique est fantasmagique. Il faut se réjouir que l'Afrique se développe, car, à long terme, il existe une courbe de l'équation développement/migration. Au moment où le développement enrichit les populations, cela leur donne la possibilité de partir à l'étranger. Puis, à partir d'un certain niveau de développement, la tendance migratoire décroît. Nous y serons peut-être dans 30 ou 40 ans.

THIERRY MAGNIN¹

JÉRÔME CHAPUIS : Quelles certitudes avez-vous ? Quelles possibilités d'actions collectives et individuelles entrevoyez-vous dans le domaine du numérique ?

THIERRY MAGNIN : Il est certain que le numérique atteint toutes nos activités humaines, ce qui nous a bien servi avec la pandémie et nous a permis de rester en lien – même si cela ne remplace pas les relations humaines directes et que ce n'est pas si facile de passer de l'un à l'autre.

Dans l'enseignement, il nous faut former les étudiants à une bonne utilisation des outils numériques. Cela bouleverse tous les métiers, et nous devons nous projeter sur la transformation de ces métiers par le numérique. Les juristes sont contents d'avoir de l'intelligence artificielle pour traiter des données de jurisprudence, fournir des statistiques, etc. De même que le médecin qui veut affiner son diagnostic pour proposer la meilleure thérapeutique pour son patient. Nous connaissons déjà les effets de la robotisation, qui continue de se déployer. Quand un chirurgien fait des opérations à l'aide de la micro-chirurgie pilotée par ordinateur, nous nous réjouissons de la précision apportée. Mais quand les robots remplacent les hommes se pose la question du travail. Et à mesure que l'on humanise les robots – pour aider les personnes âgées, par exemple –, là, il faut apprendre à vivre avec ces robots. Le test de Turing² nous posait la question de savoir si nous avons affaire à un robot intelligent ou à un homme et ces questions continuent à se poser. Le film *Ex machina* est un excellent film sur cette relation et il va falloir apprendre, de fait, à vivre avec des robots.

On voit tout l'intérêt de ce développement. Les puissances de calcul vont peut-être atteindre, dans certains cas, une forme de saturation et si l'ordinateur quantique peut prendre le relais, nous serons dans des puissances de calcul faramineuses. Si nous prenons l'exemple de la prouesse de la machine qui a battu le champion du monde de jeu de go, ce n'est, en fait, qu'une prouesse technique, pas vraiment dangereuse. La machine a d'abord perdu, puis elle a simplement mémorisé les belles combinaisons du champion du monde et d'autres, et a fini par gagner. En revanche, dans le développement de l'intelligence artificielle et du traitement des données, avec les fameux algorithmes « nouvelles générations », nous passons progressivement des machines apprenantes, avec le *machine learning*, au *deep learning* avec des apprentissages supervisés ou non-supervisés. Nous obtenons un développement extraordinaire des capacités de prévision des évolutions possibles des systèmes que nous analysons, mais avec un contrôle plus aléatoire. Les algorithmes étaient, jusqu'à

¹ Thierry Magnin est docteur en physique et en théologie, président-recteur délégué aux Humanités, Université catholique de Lille.

² Le test de Turing est une proposition de test d'intelligence artificielle fondée sur la faculté d'une machine à imiter la conversation humaine. Décrit par Alan Turing en 1950, ce test consiste à mettre un humain en confrontation verbale à l'aveugle avec un ordinateur et un autre humain.

présent, très largement basés sur des équations mathématiques censées représenter des phénomènes et des causes physiques. Puis nous quittons le mathématique pour le numérique, avec un traitement de données qui ne passe pas par les équations mathématiques, mais qui est purement numérique, qui relève du statistique, où l'on cherche des corrélations sans connaître les causes. C'est intéressant, mais si les causes, les phénomènes nous échappent, nous passons du « connaître pour faire » à « faire pour connaître » avec les technosciences, et nous pourrions aller vers « prédire pour faire sans connaître les phénomènes ». Jusqu'où iront ces technologies numériques appliquées dans tous les domaines – nanotechnologie, biotechnologie, neurotechnologie – dans la prise de décision de l'homme ? Simples et efficaces assistantes quand l'homme garde la main, elles peuvent progressivement le piloter, d'autant plus que la transparence des algorithmes est loin d'être évidente et que les utilisateurs sont souvent devant une boîte noire.

Ce sont des outils magnifiques de recherche et d'évolution, pour prévoir le climat et autres, mais jusqu'où gardons-nous liberté et recul, en conservant le contrôle, avec en toile de fond les questions liées à l'information, aux réseaux sociaux, aux algorithmes ? Souvenons-nous de Cambridge Analytica et ses fuites de données. Nous avons donc un énorme besoin d'éthique et de régulation.

Débat

JÉRÔME CHAPUIS : Vous avez parlé de rupture technologique. Quand on parle de réchauffement climatique, une partie du public se demande si le progrès peut nous sauver, notamment en matière énergétique.

VALÉRIE MASSON-DELMOTTE : J'ai co-supervisé d'autres rapports du GIEC avec des collègues d'autres disciplines, en particulier celui portant sur les trajectoires qui permettraient de contenir le réchauffement à un niveau très bas. L'un des ingrédients majeurs utilise des éléments technologiques permettant les transformations nécessaires dans chacun des grands systèmes dont le premier est l'énergie. Décarboner la production d'électricité, électrifier les usages finaux d'énergie, les transports avec une énergie bas carbone, tout cela forme une partie des solutions.

Le deuxième volet est l'industrie, qui a vraiment besoin de rupture. Dans le domaine de l'industrie lourde, la production de ciment ou d'acier, ne pas utiliser de charbon et s'affranchir des énergies fossiles sont des défis considérables qui nécessitent un temps long de recherche et d'innovation pour y parvenir. Des efforts sont entrepris dans tous les secteurs d'activité, mais on sait que cela prendra du temps. Quant à décarboner le transport aérien, c'est encore à l'état d'ébauche.

Concernant les enjeux sur la terre – les manières de produire l'alimentation, d'augmenter le stockage de carbone dans les sols, d'élaborer une forme d'intensification

soutenable pour préserver les écosystèmes –, nous avons besoin de recherche agromomique.

Par ailleurs, les systèmes urbains et les infrastructures ont un rôle tout particulier, en raison d'un mouvement d'urbanisation majeur dans le monde, surtout dans les pays en développement. Les systèmes urbains concentrent des infrastructures capables soit de verrouiller des formes de vie très gourmandes en utilisation d'énergies fossiles, soit de permettre, par le développement de l'efficacité énergétique, des mobilités alternatives à la voiture et, grâce à l'économie circulaire, d'éviter rapidement des rejets importants de gaz à effet de serre, sans parler du secteur du bâtiment qui est aussi devant des défis considérables.

Parallèlement aux progrès technologiques, nous devons aussi assurer une maîtrise de la demande si nous voulons réussir à réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre. La technologie seule ne suffira pas si la demande en énergie, en protéines animales, en matériaux non renouvelables, continue à augmenter, y compris dans les pays développés.

Toutes les trajectoires permettant de contenir le réchauffement recouvrent deux dimensions : des scénarios socio-économiques, qui intègrent l'évolution démographique et la recherche technologique – qui doit être encouragée et accompagnée – et la maîtrise de la demande qui représente un enjeu considérable dans les pays où les émissions sont déjà très élevées.

BRUNO TERTRAIS : Je crois beaucoup à l'utilité du progrès technique, qui a été démontrée depuis 200 ans, pour régler les problèmes de l'humanité. Nous rencontrons deux types de résistances : certaines sont culturelles et sociétales, d'autres sont politiques. On rencontre par exemple une résistance culturelle et sociétale dans beaucoup de parties du monde envers le recours aux OGM qui seraient pourtant transformateurs dans la manière de nourrir en abondance la planète, ou encore envers le nucléaire. Sur le plan énergétique, nous aurons beaucoup de mal à freiner la demande. À moins de vouloir vivre dans une société autoritaire, il nous faudra vivre dans une société au sein de laquelle la demande en électricité sera de plus en plus importante. Le nucléaire doit faire partie du portefeuille de la production énergétique si nous voulons disposer de manière fiable, sûre et permanente d'électricité dans nos pays développés.

Les résistances politiques sont d'un autre ordre. La Chine et l'Inde nous reprochent d'avoir utilisé massivement des combustibles fossiles pour notre développement et notre modernisation et demandent un temps d'adaptation pour atteindre un même niveau de développement. En Asie du Sud, la pollution est un énorme souci, à cause de l'utilisation du charbon et du bois. Dans les campagnes indiennes, on se chauffe et on se nourrit avec des combustibles fossiles, ce qui crée un nuage brun au-dessus de l'Asie du Sud. Mais il y a sûrement des leviers sur lesquels on peut jouer.

THIERRY MAGNIN : C'est important au niveau global et cela va de pair avec une éducation à la sobriété de consommation. Prenons l'exemple de la 5G, qui commence à se répandre. Sommes-nous obligés de tous acheter un nouveau smartphone pour consommer dix fois plus ? Le besoin est en partie créé par ce qui est mis sur le marché. Nous devons mettre en œuvre une forme d'éducation personnelle et collective à la sobriété de consommation, sans perdre la joie de vivre.

JÉRÔME CHAPUIS : À propos des ressources, vous dites que, sur le plan alimentaire, la planète est suffisante pour nourrir 11 milliards d'êtres humains ; que la question ne se pose pas.

BRUNO TERTRAIS : Elle se pose, mais d'une autre manière. Du point de vue des ressources, la terre n'est pas un récipient où l'on se sert sans compter. C'est le marché, donc le prix, qui détermine la disponibilité des ressources. Vous en trouverez toujours, mais leur exploitation deviendra si chère qu'on remplacera une technologie par une autre, ce qui est le cas depuis des siècles. Ce n'est pas le manque de pétrole ou de gaz qui est en cause, mais le coût de l'exploitation. De même pour les ressources alimentaires : il y a encore des terres arables non cultivées. Il s'agit donc d'un problème de flux et non de stock, de distribution et d'exploitation, et non de disponibilité globale. Ce qui n'empêche pas certains pays d'avoir des problèmes de ressources.

VALÉRIE MASSON-DELMOTTE : Nous avons rendu, en 2019, un rapport spécial sur le changement climatique et l'utilisation des terres, compte tenu des enjeux croisés climat/sécurité alimentaire/préservation des éco-systèmes/désertification. Nous y démontrons que le système alimentaire actuel n'est pas soutenable, car il conduit à une destruction croissante d'écosystèmes et à une perte de biodiversité. Il existe des enjeux sur une gestion durable, y compris des eaux fossiles¹. Environ 800 millions de personnes souffrent de sous-nutrition – avec une petite augmentation récente – et 2 milliards de personnes souffrent de maladies chroniques liées au surpoids et à l'obésité. De deux manières, on ne distribue pas correctement les pratiques alimentaires pour parvenir à une santé alimentaire acceptable.

Nous pouvons associer cette donnée avec les conséquences d'un climat qui se réchauffe sur la production alimentaire. Les conséquences du réchauffement sont très contrastées suivant les régions. Dans les régions très froides, on observe un allongement de la saison de croissance et, à nos latitudes, des effets de stress de température et d'humidité des sols qui va continuer à baisser. Dans les régions tropicales, les enjeux sont majeurs, car, autour de 2° C de réchauffement, ce sont des conditions nouvelles pour lesquelles il n'y a pas d'analogie. C'est donc une situation nouvelle préoccupante. On sait, par exemple, que le rendement du maïs diminue au-dessus de 35° C, c'est observé à assez grande échelle et, en Afrique, chaque demi-degré de réchauffement entraîne quinze jours de plus au-dessus de 35° C.

¹ Eaux souterraines profondes et anciennes, non renouvelées.

Il y a des défis de sélection, d'adaptation de semences, nous n'y sommes pas encore. Nous nous attendons à des baisses de rendements, y compris pour des céréales déjà en situation un peu critique. Plus le niveau de réchauffement est élevé, plus on peut amplifier des risques d'insécurité alimentaire, quand les systèmes du marché ne sont pas suffisants. Mais tout cela va dépendre du type de développement vers lequel nous nous dirigeons. Si nous avons un développement avec une maîtrise démographique plus rapide, une gestion durable du foncier, une maîtrise des profils de consommation d'alimentation pour les plus aisés, un soutien aux revenus des agriculteurs les plus modestes, on peut limiter les risques d'insécurité alimentaire. En revanche, avec certains scénarios de frein sur les marchés mondiaux, une consommation de produits animaux tirés à la hausse un peu partout par les classes moyennes, y compris dans les pays émergents, et de petits producteurs qui ont des revenus contraints et une faible capacité d'adaptation, cela va être compliqué.

TABLE DES QUESTIONS : *Vous dites qu'il y a davantage de malnutrition que de faim, n'est-ce pas optimiste ? Madagascar est évoqué. Il y a moins de guerres inter-étatiques du côté des grandes puissances, mais certains pays en voie de développement connaissent d'importantes guerres locales.*

BRUNO TERTRAIS : Il faut faire la différence entre malnutrition et famine. Cette dernière n'a pas totalement disparu, dans une partie de Madagascar, effectivement. Mais le fait est que la famine est devenue très rare hors temps de guerre et que la malnutrition tend à décroître sauf ces dernières années.

Les guerres civiles, intra-étatiques, sont évidemment encore trop nombreuses, notamment en Afrique. On constate que les corrélations entre les profils démographiques et la propension de ces pays à connaître des situations de violences collectives, voire de guerres civiles, sont tellement fortes qu'on est tenté de voir des liens de causalité. Quand il y a un déséquilibre de la pyramide des âges, les pays sont plus enclins à connaître des situations de conflit. C'est ce qu'on observe en Afrique sub-saharienne, de sorte qu'on peut prévoir non pas le nombre de guerres, mais la propension d'une société à connaître des guerres civiles. Au regard de la démographie africaine, on peut cependant dire qu'à l'horizon de 30-65 ans, cette propension à connaître des conflits violents, de manière répétée, va plutôt diminuer.

– *L'accès du grand public aux données scientifiques et à leur vulgarisation est un enjeu. Comment le simple citoyen peut-il s'informer pour connaître la fiabilité et la précision des modélisations qui sous-tendent les prévisions relatives à ces scénarios ? Peut-on dire que les ressources mondiales sont suffisantes, même si la réduction des émissions de gaz à effet de serre nous impose de ne plus utiliser les mêmes ? Comment être plus sobre tout en gardant son niveau de vie ? Quelles sont les alternatives ?*

VALÉRIE MASSON-DELMOTTE : Le dernier rapport du GIEC est en cours de traduction en français et nous avons fait en sorte de le rendre plus accessible. Nous avons rédigé des fiches de synthèse selon les régions du monde qui figurent sur le site ipcc.ch. En cliquant sur les cartes, vous accédez à un atlas interactif en espagnol et en anglais. Vous pouvez récupérer les données, faire des visualisations. Météo France a également plusieurs ressources faciles d'accès : une sorte d'atlas, Climat HD, qui permet de visualiser chaque région de France et un portail rendant accessibles les projections futures pour la France : le portail Drias de Météo France.

JÉRÔME CHAPUIS : Une des sources d'angoisse est d'avoir le sentiment de s'approcher d'un monde auquel on ne comprend plus rien, particulièrement dans le monde des algorithmes et du numérique.

THIERRY MAGNIN : C'est la raison pour laquelle, dans bon nombre de laboratoires, on cherche non pas à ce que l'homme s'adapte au numérique, mais que le numérique s'adapte à l'homme. Il y a des recherches et encore beaucoup de progrès à faire dans ce sens. Concernant les données, l'Agence pour la transition numérique a développé un outil, Datagir, qui permet de calculer facilement votre impact carbone lié à votre type de transport, aux outils que vous utilisez. Il est mis à la disposition des citoyens qui ont envie de vivre la sobriété heureuse dont je parlais.

VALÉRIE MASSON-DELMOTTE : Concernant les contraintes et les points de vigilance, je voulais mentionner une troisième dimension importante qui est la pression croissante sur l'utilisation des terres dont les conséquences sont la destruction des écosystèmes et la perte de biodiversité. Si nous remplaçons des matériaux fossiles par des matériaux biosourcés, que nous utilisons les terres pour stocker du carbone et que nous le faisons par des monocultures d'afforestation¹ à la place de terres agricoles, la pression ne cessera de croître. Il existe un potentiel de restauration de terres ou de forêts dégradées et d'amélioration de la qualité des sols. Nous pouvons cultiver sur des terres marginales dans une gestion intégrée et diversifiée des paysages, mais cela demande d'aborder les choses de manière diversifiée, et non pas en cherchant une solution unique déployable à grande échelle.

BRUNO TERTRAIS : Je ne crois pas que les ressources soient rares. La question est celle du coût marginal des ressources exploitables par l'homme à un coût raisonnable. D'où la citation célèbre, probablement apocryphe, d'un ministre saoudien du pétrole : « L'humanité n'est pas sortie de l'âge de pierre par manque de pierres, elle ne sortira pas de l'âge du pétrole par manque de pétrole. »

L'éducation à la sobriété est pour moi un problème de pays riche, car il me semble difficile d'éduquer à la sobriété énergétique les classes moyennes des pays en plein

¹ L'afforestation ou boisement est une plantation d'arbres ayant pour but d'établir un état boisé sur une surface longtemps restée dépourvue d'arbre, ou n'ayant éventuellement jamais appartenu à l'aire forestière. Elle se distingue du reboisement ou de la reforestation qui sont réalisés par l'homme sur une surface déboisée par lui.

développement. Je crois plus aux stratégies gagnant-gagnant, comme les économies d'énergie, par exemple, ce qui représente un gain sociétal et un gain financier. En revanche, on peut agir sur certains leviers, en modernisant les infrastructures. En Afrique, par exemple, on peut aller jusqu'à une perte de 50 % entre la production d'alimentation et la consommation, et la réfection des canalisations réduirait les pertes considérables en eau.

– *L'éducation à la sobriété est-elle un problème de riches ?*

THIERRY MAGNIN : L'éducation à la sobriété concerne particulièrement les pays riches et cela passe par une éducation de base. Je rêve de développement des technologies numériques sur fond d'écologie intégrale, d'un service de solidarité. Il y a, par exemple, en France, des fractures numériques encore importantes. Comment une école du numérique, qui forme aux techniques de pointe d'intelligence artificielle et du numérique, pourrait-elle intégrer dans ses objectifs le fait de permettre aux futurs professionnels de se pencher sur ce type de questions ? Quand on s'y attarde, il devient possible de mesurer à quel point nous avons un comportement de riches et donc de se demander si nous ne pourrions pas partager, si les technologies pourraient être vécues avec un sens du service et de la limite. Car le numérique est souvent pensé sans limite, avec une forme de toute-puissance. Il existe en grec deux mots pour dire limite : l'un est celle qui doit être dépassée pour grandir, et l'autre, celle qu'on ne peut dépasser sous peine de déshumanisation. Nous sommes dans ce cadre-là. Cette magnifique réflexion sur la performance technologique versus sobriété heureuse m'apparaît comme un véritable progrès au sens de *Laudato si*'.

VALÉRIE MASSON-DELMOTTE : Prenons l'exemple de l'efficacité de l'isolation des logements qui peut s'associer à des effets rebonds, par exemple pour le chauffage. Si votre facture d'énergie baisse, vous serez tenté de mettre 3° C de plus et le gain sera plus limité. C'est pourquoi efficacité et sobriété doivent aller de pair. Il y a un ensemble de solutions sans regrets, comme la mobilité active : réfléchir à ce que qui peut nous mettre en mouvement davantage en nous déplaçant à vélo ou à pied, avec les infrastructures associées. Il s'agit d'un investissement de santé publique bénéfique pour tout le reste et qui donne des pratiques plus sobres. Le pourcentage de gaspillage et de perte atteint 25 à 30 % dans le monde. Mais nous avons aussi des leviers d'action formidables.

– *D'une COP à l'autre, les grandes décisions avancent-elles dans le bon sens ? La nécessaire injonction de penser à 20 ou 30 ans en termes pédagogiques ne nous dispense pas des petits gestes dès aujourd'hui. Quelle est leur efficacité ?*

VALÉRIE MASSON-DELMOTTE : En 2010, avant le mécanisme de l'Accord de Paris, on anticipait une hausse régulière et importante des émissions mondiales de gaz à effet de serre entre 2010 et 2030. En 2020, on estimait l'augmentation en fin de

siècle entre 2° C et 3,5° C. Après la COP26, on estime que, si les promesses sont tenues, on s'oriente vers un réchauffement en fin de siècle autour de 2,5-3° C. Nous avons gagné quelques dixièmes de degré. Chaque fraction de réchauffement évité compte et il ne faut pas négliger ce début d'action. Nous constatons un mouvement fort de désinvestissement du charbon, inscrit dans la décision de Glasgow, à l'exception de l'Australie qui, depuis le début, ralentit le progrès de coopération internationale. Certains donateurs, de façon un peu perverse, finançaient des centrales à charbon dans des pays du Sud, alors qu'on peut, à moindre coût, financer des alternatives pour produire de l'électricité plus décentralisée avec un budget identique.

Concernant les petits gestes diminuant l'empreinte carbone individuelle, nous mettons dans l'atmosphère pas loin de 10 tonnes équivalent CO₂ par personne et par an en France, dont la moitié relève du commerce mondial (exportations d'industrie lourde et import de biens manufacturés fabriqués à partir de charbon) et l'autre de la production sur notre territoire, ce qui est assez élevé. Sur cette empreinte globale, nous avons de 20 à 25 % de leviers d'action directs dans les choix que nous faisons pour la réduire : sur la mobilité, le transport, l'isolation des logements, l'alimentation, une durée plus longue des produits, etc. À horizon 2050, on estime que les leviers d'action individuels touchant à la demande permettraient de gagner en qualité de vie et émissions de gaz à effet de serre à hauteur d'environ 40-45 % du défi.

Par ailleurs, les entreprises françaises peuvent agir sur leur chaîne de valeur, leurs filières d'approvisionnement. Les accords du commerce mondial pourraient être plus activés.

– Vous avez évoqué le besoin de régulation vis-à-vis des Gafam, elle s'établit par de nombreux États au nom d'injonctions juridiques anti-concurrentielles, voire fiscales. Le niveau du questionnement éthique n'est à ce jour pas adressé par les États. Quelles instances pourraient poser les questions éthiques vis-à-vis des Gafam ?

THIERRY MAGNIN : Les Gafam constituent un des grands enjeux politiques de la prochaine décennie. Sous l'angle juridique, l'Europe a déjà bien réagi avec le RGPD. Vous avez aussi le Digital Services Act en cours de discussion pour la régulation des contenus, notamment des désinformations. Au niveau éthique, la directrice générale de l'Unesco a annoncé la signature d'un accord mondial sur l'éthique de l'intelligence artificielle entre 190 pays. Il reste à découvrir les textes et les ambitions, mais cela signifie que le problème est bien dans les têtes au niveau mondial et nous pouvons espérer qu'il sera réellement pris compte.

BRUNO TERTRAIS : Concernant la régulation des Gafam, il y a aujourd'hui une volonté des États de ne pas perdre la main sur les outils les plus importants qui façonnent le monde. L'Europe se montre forte sur la construction de normes à valeur exemplaire. De même aux États-Unis, où le parti démocrate est pourtant en partie dépendant financièrement et politiquement dans des États où les Gafam sont très

forts, notamment en Californie. La tendance lourde monte et j'ai peine à croire qu'on laissera les Gafam dominer le monde dans les vingt prochaines années.

JÉRÔME CHAPUIS : Nous avons moins de certitudes sur les questions de rupture technologique, en matière de numérique, d'intelligence artificielle, d'ordinateur quantique, où nous nous sentons en terrain inconnu.

THIERRY MAGNIN : Nous sommes dans un terrain où il y a des boîtes noires partout. C'est là que la démocratie doit jouer un rôle de régulation sous risque de perdre le pilotage. En Europe, cette volonté de régulation est bien présente. C'est aussi une question d'éducation à la base des futurs ingénieurs, des futurs responsables économiques et techno-économiques. Et c'est à nous, professeurs, de bien faire notre travail.

Fil rouge spirituel - 2

COLETTE NYS-MAZURE

Osons rêver ensemble un monde désirable dans l'esprit des Béatitudes et la reconnaissance

Hors toute étymologie sérieuse, le mot *Béatitudes* résonne à nos oreilles francophones d'aujourd'hui de façon surprenante : avec une connotation péjorative pour *béat*, « qui témoigne d'une satisfaction un peu niaise » selon Alain Rey ; moins le *ravi de la crèche* en extase, que le béat de bonheur, de complétude ; alors que les dernières syllabes *tude* font voler en altitude, solitude et plénitude ; une sorte de contraste entre le plein matériel et l'envol spirituel.

Pour les chrétiens, les Béatitudes évoquent le *Sermon sur la montagne*, la cohorte lumineuse des humbles de cœur, des doux, des pacifiques, des souffrants, des affamés, des assoiffés, des impatients de justice, des compatissants, des cœurs purs persécutés injustement. L'enfant, lorsqu'il n'est pas l'enfant roi que les adultes abîment, porte en lui ce ferment de béatitude. Comment devenir ce qu'enfant on a rêvé d'être : une personne vivante, vive, curieuse de tout, généreuse, droite dans un monde en croissance ? J'entends *L'Offrande lyrique* de Rabindranath Tagore – le poète indien, romancier, dramaturge, philosophe, compositeur et peintre, Nobel 1913 : « Que seulement je fasse de ma vie une chose simple et droite, pareille à une flûte de roseau que tu puisses emplir de musique. » Oui, l'enfance en nous, source intarissable d'étonnement, de fête d'être au monde.

Ces jours d'automne, j'ai salué les couleurs des arbres dans le jardin, le square, les parcs et les bois à proximité. Un émerveillement jamais éteint face à cette lumière tellement plus caressante que celle du plein été qui fatigue les yeux, casse les ombres au lieu de les allonger. Une splendeur fugitive car déjà s'annonce le dépouillement, l'épure, de l'hiver, « cette saison où les arbres sont en bois » selon le poète belge Norge.

Les poètes sont mes compagnons de route, leurs visions m'entraînent ; avec elles et eux, j'acquiesce à « l'honneur de vivre et l'horreur de vivre », expression du poète Saint-John Perse qui n'avait rien d'un saint. Oui, que la noirceur du monde, en nous et hors de nous, l'horreur de ses guerres, que nous déplorons en toute lucidité, n'altèrent jamais notre aptitude à l'admiration à l'égard de ce qui nous entoure de près ou de loin et nous donne envie de communier à l'honneur d'être, de participer à la beauté sous toutes ses formes.

Il nous arrive de perdre courage sur le sentier de la montagne des Béatitudes.

Je ne viens pas me plaindre parce que la vie est difficile, confuse, contradictoire. Je n'élève pas la voix contre ma faiblesse ou la vôtre. Je ne fais pas

le compte des erreurs et des désenchantements. Non, je marche. Si d'aventure je renifle, c'est que les larmes lentes se confondent à la pluie sur mon visage exposé : ce n'est pas pour arrêter le convoi, attirer l'attention sur mon étroite détresse, goutte dans la mer. Non, je vais mon chemin, parfois cigale, souvent fourmi attentive, obstinée, portant ma charge comme les autres et supportant parfois celle de mon voisin, qui a traîné la mienne, hier. Je marche. Il arrive que je ne sache plus très bien pourquoi j'avance ainsi dans l'obscurité et sa silencieuse rumeur d'agonie. Il se peut que je devienne sourd aux morts qui creusent nos rangs ; je n'ai d'oreilles que pour la peur qui frôle au plus près et souffle sa lourde haleine en pleine face. Je peine [...], je ne peux plus danser sur le bord du trottoir ; je ne saute plus d'un carré au suivant comme jouent les enfants. Je trébuche, je distingue mal le faisceau de clarté qui alimentait mon effort. On dirait que les forces déclinent avec la lumière, qu'il faut s'arc-bouter contre le vent accru. Est-ce que tout se liguerait pour nous river ici ? Peut-être ai-je laissé les autres, tous les autres, me dépasser ? À moins que ce ne soit moi qui les aie semés ? Je n'entends plus personne me héler, je tombe de plus en plus souvent : l'usure et l'anxiété rongent mon élan. Il en vient de nouveaux cependant, aussi confiants que nous l'étions et résolus : ils vont vite et nous doublent déjà. Resterons-nous seuls sur ce pan de terre nue, [...] et pas une main pour nous fermer les yeux ? Tu es là, dis ? Tu marches bien devant moi, invincible et allègre ? Sûr, très sûr ? J'ai cru reconnaître Ton pas. Je puis marcher encore.¹

Ne sommes-nous pas appelés à vivre dans la confiance du cœur, engendrée par l'intime certitude que jamais Dieu ne nous oubliera, nous qui sommes inscrits dans sa paume ? Cette joie active permet de tomber, rater, recommencer, réussir ; de traverser peurs et déserts, obscurité presque totale pour espérer en l'inespéré, avancer à la manière de *L'homme qui marche* de Giacometti. Nous pouvons être habités par un émerveillement sans fin, traduit par la louange, le chant qui monte en nous sous le souffle de l'Esprit saint.

Alors la paix des Béatitudes reflétée par les traductions différentes mais alliées, concordantes – *Heureux, Bienheureux, En marche, Joie* – nous aimante. L'œil et le cœur, l'âme en éveil ; un éveil des sens, tout à la fois spontané et entretenu, qui permet de devenir des ferments, des levains dans la pâte humaine. L'élan, l'allant des recommencements perpétuels, autrement dit l'état de veille ; non pas celui de l'étroite surveillance soupçonneuse, mais celui de la vigilance bienveillante, parfois salvatrice, celle de la sentinelle, du gardien de phare autrefois, des veilleuses de nuit toujours en alerte.

¹ Colette Nys-Mazure, *Traverses in Feux dans la nuit*, Les Impressions nouvelles, coll. Espace Nord.

Ainsi, de saison en saison, celles de l'année, celles d'une vie humaine, nous connaissons et reconnaissons ce que nous avons connu autrefois mais qui se révèle sous de nouvelles facettes, si bien que la reconnaissance demeure toujours connaissance neuve, intacte, assoiffée, l'intime conviction d'Aragon chantée par Jean Ferrat *Nous étions faits pour être libres. Nous étions faits pour être heureux.* Le Christ aux Béatitudes et François aux oiseaux nous invitent à la joie imprenable à travers les invitations pressantes à nous en tenir à l'essentiel.

Pour déboucher sur la gratitude et l'audace d'aller en reconnaissance, même sur des terrains minés, Jacques Nieuviarts nous rappelle : « Les psaumes sont ainsi comme des cairns pour la prière. On le sait, les cairns sont ces monticules de cailloux qui, en montagne ou dans le désert, marquent le chemin. Chacun les trouve en chemin et y dépose lui-même sa propre pierre, qui contribue à entretenir le cairn contre l'érosion du temps et des saisons. Ainsi en va-t-il probablement de la prière des psaumes, que chacun trouve avant lui, mais qu'il contribue à animer, à entretenir comme une prière vive.¹ » Dans le cadre d'une exposition des psautiers anciens, organisée par toutes les bibliothèques de Lille et notamment de l'université catholique, j'ai été invitée à une réécriture des psaumes : *D'ombres en lumière, une traversée quotidienne*

*Avec le moineau ébouriffé,
la rosée qui captive la lumière,
je Te prie au matin.
La poussière danse
dans un sillon de clarté
en cette chambre où je me tiens,
orientée vers ce jour à vivre,
au cœur du cœur
où Tu m'attends.
Je sais Ton infinie patience.
Je voudrais rassembler
l'offrande de l'aube
dans la corbeille
de mes paumes nues.
Lorsque j'irai librement
entre fleuve et peupliers,
ouvre mes yeux, Seigneur,
aux reflets miroitant
sur l'herbe fluide des berges ;
au colvert maladroit,*

¹ *Guide de lecture et de prière des Psaumes*, Bayard, 2008.

*au cri de la poule d'eau.
Un toit rouge à flanc de colline
lancera l'éclat d'une fenêtre :
l'enfant saluera le ciel par le carreau.*

*Je marche à la rencontre
de la beauté de ce monde,
présent à moi-même
en cet instant ouvert.*

*Hier j'ai battu la ville violente
aux pavés désunis.*

*J'ai scruté les façades livides
et les murs lézardés,
les rebuts du caniveau.*

*J'ai respiré les remugles
tapis dans les coins sombres.*

Je me suis assis sur un banc.

*Avec Toi, j'ai eu pitié
de notre foule hagarde.*

*Je Te cherche
par la forêt des hommes,
en quête d'un visage
à ta semblance.*

*Lorsque je vais
par les chemins de terre,
sous l'ondoiement des coquelicots,
les baies des buissons,
la houle bruissante des blés,
j'entends Ton souffle.*

*Lorsque j'entre dans la mer,
saisi par le flux, le reflux,
étreint par la rumeur rauque,
je perçois Ta voix dans le fracas.*

*Que je veille ou que je repose,
Tu te tiens à mes côtés ;
sous Ton aile
je ne crains rien.*

*Je ne redoute aucun mal :
ni celui qui m'assaille du dehors
ni celui qui pourrit au tréfonds.*

*Tu me laves de mes doutes.
Ta clairvoyance et ta bonté
me soutiennent à chaque tournant.
A Ton amour, je me confie.
Avec Toi je peux traverser
les ravins de la mort
et déboucher dans Ta lumière.*

*Que jamais je ne T'oublie
Toi qui ne me perds jamais
Ne me laisse pas m'éloigner !
Renouvelle-moi d'instant en instant.*

*De l'allégresse d'un matin en accord,
à l'ivresse des foins coupés,
la volupté grave de l'humus
– parfums montant de la terre
sous les feuilles rouies –
jusqu'au dépouillement de l'hiver
et l'acquiescement aux départs,
je suivrai la voie : Tu me précèdes.
Alors la nuit assoupie
creusera son ombre sans effroi.*

*Près de Toi, source première,
je veux demeurer à jamais.
La reconnaissance de Tes bienfaits
illuminera mes jours.*

*Ton souffle de bienveillance
est une pluie de printemps.
Je vais vers la joie qui ne tarit pas.
Fortifie-moi contre
les résignations et les rancœurs,
les amertumes et les regrets.
Nourris en moi le désir
de ressusciter quotidiennement.
Que sans cesse Ta louange
transfigure mon être.¹*

¹ Colette Nys-Mazure, *Prières par tous les temps*, Fidélité, 2018.

**OSONS RÊVER
ENSEMBLE
UN MONDE DÉSIRABLE**



Les ateliers thématiques

Entre les rencontres en plénière du vendredi après-midi et celles du dimanche, toute la matinée du samedi 27 novembre 2021 a été consacrée à six ateliers thématiques, diffusés en visioconférence, afin que les participants puissent échanger et rêver ensemble sur le monde qu'ils souhaitent construire pour demain. Six thèmes de réflexion différents avaient donc été définis, autour de :

- la ville
- la consommation
- la citoyenneté
- le travail
- la science
- les relations entre les générations.

Un expert a été sollicité pour présenter dans chaque atelier de grands enjeux en cause sur chacun de ces six thèmes. Puis deux ou trois témoins exposaient ce qu'ils avaient concrètement expérimenté en ces domaines : autant de réalisations susceptibles d'alimenter chacune et chacun en bonnes idées à promouvoir pour édifier un « avenir désirable ». Dans un troisième temps, les participants de chaque atelier se voyaient répartis en petits groupes de dix à quinze personnes pour engager le débat. Une liste leur était alors présentée de dix propositions d'avenir, à hiérarchiser, sur la thématique qu'ils avaient choisie. Chacun était ensuite invité individuellement à exprimer ses rêves pour dessiner un monde désirable.

Atelier I. Quelles relations entre générations désirables ?

Les progrès de la médecine et l'accroissement de l'espérance de vie ont considérablement accru l'écart entre les générations. L'espérance de vie a presque doublé au cours du vingtième siècle. En 2020, elle atteint 79,2 ans pour les hommes et 85,3 ans pour les femmes. Elle continue à croître et devrait être en 2050 de 84,3 ans pour les hommes et 91 ans pour les femmes. Le nombre de centenaires était, en France, au 1er janvier 2021 de 26512, contre 3760 au 1er janvier 1990. Il devrait être de 200 000 en 2060. L'âge moyen de la mère à la naissance du premier enfant qui était de 24 ans est passé en 2019 à 28,8 ans (29,4 pour en moyenne dans l'UE).

On assiste donc à un double mouvement : de plus en plus de générations en vie simultanément mais des générations de plus en plus distantes dans le temps puisque la durée d'une génération est en moyenne de 5 ans plus longue qu'il y a cinquante ans.

D'autre part, la modification des modes de vie professionnelle (exode rural, augmentation du travail féminin, mobilité thématique et géographique des carrières, etc.) et personnelle avec notamment l'évolution des structurations familiales, a eu tendance à éloigner géographiquement et socialement les générations réduisant les interactions « naturelles » entre elles.

Par ailleurs, la prise en compte des besoins spécifiques a eu tendance, pour apporter les réponses les plus adaptées à ces besoins, à isoler chaque tranche d'âge dans des lieux, voire des établissements différents dès le plus jeune âge pour les tout-petits dans les crèches jusqu'aux plus anciens dans les Ehpad. La crise sanitaire en interdisant les liens avec les plus anciens, notamment dans les Ehpad, dans un souci de protection de leur santé physique a jeté une lumière crue sur cette séparation. Quels liens entre générations rêvons-nous de créer pour nous sentir plus proches les uns des autres ?

LES EXPERTS : MARIE-ANNE MONTCHAMP¹ ET ANTOINE DULIN²

MARIE-ANNE MONTCHAMP : Les personnes qui avancent en âge – que nous n'appelons ni les vieux, ni les personnes dépendantes ou en perte d'autonomie – sont une richesse gigantesque. Quand on est concerné par les services de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, c'est que l'on a derrière soi un grand parcours, que l'on a accompli plein de choses, été un citoyen à part entière, élevé des enfants, fait des choix de vie, travaillé, milité dans des environnements associatifs, connu des accidents de parcours et que l'on se retrouve à un moment de sa vie, du fait de l'âge, dans une situation qui appelle la protection sociale. Il s'agit d'une réponse spécifique pour que, précisément, la citoyenneté pleine et entière de la personne demeure. Notre système de protection sociale classique possède un défaut qui est celui de considérer que l'âge demande une réponse uniquement sanitaire. C'est pourquoi je

¹ Marie-Anne Montchamp est présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

² Antoine Dulin est vice-président du Conseil d'orientation des politiques de jeunesse (COJ).

me suis réjoui de la création de la 5^e branche de la Sécurité sociale, dont la gestion a été confiée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie. Nous parlons donc bien d'autonomie et non de dépendance. L'idée qu'une situation de santé ou de handicap lié à l'âge vienne masquer la citoyenneté de la personne a tendance à se mécaniser. Pendant la crise du Covid, nous nous sommes rendu compte qu'en voulant protéger les personnes, les mettre à l'abri d'un virus redoutable, on pouvait ignorer leurs préférences, leurs aspirations et leurs choix. Pour lancer ce débat, je poserai qu'un élément de principe commun à toutes ces personnes est leur citoyenneté et leur importance dans et pour la nation. Malheureusement, cette population peut parfois devenir invisible aux yeux de la République dès lors qu'elle va moins bien et qu'elle a besoin d'être accompagnée.

BENOÎT MÉNARD¹ : Antoine Dulin, vous militez pour un revenu d'autonomie pour les jeunes. Quels sont les besoins spécifiques, les attentes liés à l'évolution et à l'époque ? Quelles sont les richesses de cette tranche d'âge ?

ANTOINE DULIN : Cette catégorie est très diverse et recouvre des situations très différentes. J'essaie de ne pas mettre les jeunes dans les cases tant aimées de nos systèmes administratifs. Une étude a montré qu'il y avait 238 critères d'âge dans nos réglementations pour définir ce qu'était un jeune. C'est une jeunesse variée, mais qui montre un certain nombre de points d'alerte. Elle porte un regard plutôt pessimiste sur le monde qui vient, et ne s'attend pas à vivre mieux que ses parents ou grands-parents, y compris les très jeunes générations. Une enquête Ipsos montrait que les 10-15 ans, pour 56 % d'entre eux, et notamment 59 % d'entre les filles, considéraient que le monde de demain serait moins bien que celui d'aujourd'hui. C'est un vrai retournement car auparavant les enquêtes montraient plutôt, y compris dans les générations précédentes, qu'on pouvait toujours attendre mieux du monde qui allait venir. On voit que les jeunes attendent des dégradations et que leur première préoccupation concernent l'environnement et le climat. Leur deuxième préoccupation est la pauvreté et les inégalités sociales. Les jeunes ont été particulièrement touchés pendant la crise, ce qui s'explique par un système de solidarité intergénérationnelle qui ne fait pas de place à la jeunesse, qui la considère encore comme rattachée au foyer familial. Ceux pour qui la solidarité familiale ne fonctionne pas se retrouvent dans des situations difficiles – on les a vus remplir les queues des distributions alimentaires. Les jeunes restent une variable d'ajustement du marché du travail, avec parfois des difficultés de compréhension entre ce que le monde du travail leur offre et le sens qu'ils veulent mettre dans le travail. Des questions diverses se posent par rapport à l'engagement et à l'action publique. Le vote n'étant plus l'outil qui correspond aux jeunes, on veut faire croire qu'ils ne s'intéressent pas à l'action publique, ce qui est faux. Ils manifestent, s'expriment par les pétitions sur les réseaux sociaux,

¹ Benoît Ménard est membre des Semaines sociales de France.

ils ont un militantisme différent des générations précédentes, mais qui questionne notre système démocratique représentatif. Ils questionnent la verticalité et l'horizontalité, les enjeux de hiérarchie, etc.

BENOÎT MÉNARD : Comment envisager des liens intergénérationnels plus positifs pour les jeunes ? Que dire de l'invisibilité ?

ANTOINE DULIN : La question de l'invisibilité permet de reconnaître la situation des jeunes aujourd'hui. Ils sont les plus touchés par la pauvreté – 1 jeune sur 5 vit en dessous du seuil de pauvreté, alors qu'il y a 15-20 ans, c'était les personnes âgées les plus touchées ; ce n'est plus le cas. On a du mal à prendre cela en compte dans les politiques publiques et à leur faire une place dans le système de solidarité intergénérationnel. Je reconnais le combat et les convictions qui ont porté Marie-Anne Montchamp sur la création de cette 5^e branche. En revanche, on sait qu'on a du mal à travailler sur l'enjeu de la jeunesse, de manière systémique, avec l'ensemble des parties prenantes, afin de faire émerger une 6^e branche de Sécurité sociale autour de ce temps de la construction de l'autonomie, entre 18 et 30 ans. L'âge moyen du premier emploi stable est aujourd'hui de 27-28 ans, alors qu'il était de 20-21 ans dans les années 1970. Cet allongement du parcours d'insertion retarde aussi des projets de vie, de famille, de logement.

Quant aux aspirations sur l'avenir, il faut à la fois que les générations qui nous gouvernent acceptent qu'un nouveau modèle de société est à inventer, que tout est en friche, et que nous sommes face à une révolution, liée aussi au réchauffement climatique, qui impose de tout renouveler. Les jeunes peuvent avoir l'impression que les adultes ne veulent pas voir ce mur, qu'ils sont incapables de transmettre et de reconnaître les erreurs du passé, des choix faits en toute connaissance de cause. De nombreux débats sont hérités d'un modèle fondé par des parents et grands-parents. Comment libérer la parole pour faire émerger de l'innovation, reconnaître ses erreurs et laisser place à un nouveau modèle de développement, dont on a du mal à voir ce qu'il pourrait être ? Il faut laisser la place aux jeunes qui seront en responsabilité demain et devront trouver les manières de sauver notre planète si fragile.

BENOÎT MÉNARD : Quelles peuvent être les relations rêvées du point de vue des plus âgés ? Quelle est la place de la famille et des liens familiaux ?

MARIE-ANNE MONTCHAMP : Il me semble risqué d'aborder la question intergénérationnelle par une segmentation. L'enjeu est d'inventer un autre modèle fait de coopération et de transversalité. La famille, dans le sens le plus large du terme, peut être le creuset, le laboratoire de ce nouveau paradigme. Au fond, nos politiques publiques n'arrivent pas à comprendre qu'il faut adresser la personne dans sa spécificité. La construction même des politiques publiques, fondée sur des segmentations souvent arbitraires, conduit à proposer des modèles ayant des effets de bord et comportant des risques profonds d'exclusion. Il faudrait demander aux citoyens ce à quoi ils

aspirent et se positionner à leurs côtés pour les aider et les accompagner dans la construction de leurs projets. C'est un projet de début de vie comme de fin de vie. Si nous parlons d'invisibilité de la personne qui avance en âge, de la même manière qu'Antoine Dulin pointait celle des jeunes qui démarrent dans la vie, c'est que la construction même de la politique publique ne reconnaît pas la spécificité de la personne. Je suis très heureuse de la création de cette 5^e branche sur l'autonomie pour les personnes âgées ou en situation de handicap, mais elle devrait concerner l'ensemble de nos compatriotes. Elle devrait construire des points d'appui et donner à nos concitoyens les moyens d'exercer des droits afin de réaliser des projets. Cela passe par des mécanismes avec lesquels nous ne sommes pas à l'aise, des mécanismes d'activation, de transversalité qui imposent une refonte des organes de gouvernance des institutions et, en particulier, celles de protection sociale. Qui pilote aujourd'hui la branche maladie ? Les partenaires sociaux. Qui pilote la branche famille ? Les grandes institutions de sécurité sociale. Où sont les représentants des personnes, des parties prenantes que sont nos concitoyens dans leur grande diversité ? La CNSA a la chance d'avoir créé son modèle de gouvernance selon ce dispositif, parce que c'est la dernière arrivée et que le législateur qui l'a créée en 2004 a eu cette intuition fondatrice qu'il fallait associer les parties prenantes. Il faut transformer la définition et les modalités de l'intervention publique, en partant de la personne, de ses projets de vie, de ses aspirations plutôt que de ses besoins, par un système qui se fonde sur la confiance et la reconnaissance de ses capacités, quelles qu'elles soient, même si la personne est empêchée par un handicap, une maladie ou une précarité sociale. On doit lui reconnaître qu'elle porte en elle les conditions de cette transformation. Ce débat sur l'intergénérationnel est important à condition d'en faire un objectif de transformation. Si la notion de l'intergénérationnel fonctionne comme celle de la mixité sociale, en mettant des riches et des pas riches dans le même quartier, c'est voué à l'échec car vous avez des préférences sociales qui ne se règlent pas de manière frictionnelle. Il faut d'excellentes raisons pour faire société et nous allons les trouver dans la nécessité de refonder les modes de l'intervention publique et notre modèle de protection sociale. Faut-il une 6^e branche ou élargir la 5^e pour que la question de l'autonomie devienne cardinale dans la Sécurité sociale ? Plutôt que de traiter le risque maladie, vieillesse, chômage, accident du travail, traitons l'ambition de l'autonomie. Nous pourrions alors aborder la question des ressources pour que les jeunes puissent passer le cap entre leur famille protectrice et nourricière et les premières étapes de leurs choix de citoyen. Tout cela pourrait se loger dans une magnifique ambition de la protection sociale.

BENOÎT MÉNARD : Que diriez-vous de ce que chaque tranche d'âge peut apporter ?

MARIE-ANNE MONTCHAMP : La densité biographique de ce que la personne avançant en âge apporte donne son sens au fait que la vie vaut la peine d'être vécue. Quand on loupe la sortie, les conditions de la fin de la vie, et qu'on dénie à la personne âgée de

rester un citoyen jusqu'au bout, cela participe du désespoir collectif. Non seulement il faut se battre pour construire sa vie, mais si, à la fin, on vous met au rancart, sur un parking qui s'appelle un Ehpad, dans lequel pour peu qu'il y ait le Covid, on vous invite à finir votre vie sans voir vos proches, ce n'est pas un projet de société ! Le jour où la personne très désorientée aura la conviction que, quand la mémoire commence à manquer, elle restera importante pour ceux qui l'entourent et qu'on lui reconnaîtra cette qualité d'être un citoyen à part entière, nous donnerons à tous nos concitoyens l'idée que la vie mérite d'être vécue et que la cohésion et la protection sociale garantissent cela à chacun. Cela se joue au début de la vie pour le démarrage et à la fin de la vie quand on se retourne et qu'on donne du sens à ce que l'on a fait dans l'existence. Les personnes qui m'ont apporté le plus dans mon parcours politique sont précisément ces personnes désorientées qui, juste avec un regard, un contact, renvoyaient à une profondeur d'humanité et de vie qui avait plus de force que le discours en tribune d'une personne en pleine possession de ses moyens. La puissance publique est là pour garantir à chacun ces fondamentaux et cette reconnaissance de l'importance sociale et citoyenne.

ANTOINE DULIN : Chacun doit être en capacité de se déplacer, de reconnaître ses erreurs, d'accepter que le monde d'aujourd'hui n'est plus le même qu'hier, de sortir des oppositions caricaturales du style « OK boomer ». Pourquoi cette dynamique est-elle sortie ? Parce qu'on a nié la question de la crise environnementale. Il faut reconnaître le fait que nous sommes devant un nouveau modèle à écrire, qu'il ne peut pas se faire sans les générations passées, qui doivent transmettre leurs forces et leurs erreurs, et reconnaître l'utilité sociale que peuvent avoir les jeunes dans toute dynamique, sachant que les hommes et femmes politiques ne sont plus les représentants. Qui sont les acteurs les plus importants pour les jeunes ? Ce sont à 30 % les influenceurs, à 4 % les politiques. En 1958, les influenceurs étaient les hommes et femmes politiques. Il faut reconnaître ce changement et porter ces espérances pour créer un avenir meilleur par le fruit de ces relations intergénérationnelles.

LES TÉMOINS

RÉMI DELATTE : député, membre de la commission des affaires sociales

MONCEF LABIDI : Fondateur du café social

DANS LES LIENS ENTRE GÉNÉRATIONS DONT NOUS RÊVONS,
LES POINTS LES PLUS IMPORTANTS POUR NOUS SONT :

- *De renforcer le respect mutuel en permettant une confrontation apaisée des attentes et des points de vue*
- *De favoriser la création d'habitats intergénérationnels adaptés à tous les âges*
- *De favoriser les rencontres intergénérationnelles de proximité, de voisinage*

NOS RÊVES

- *Je rêve de partager ma grande maison avec des personnes plus jeunes*
- *Je rêve de lieux de vie intergénérationnels avec des espaces communs (techniques et culturels)*
- *Je rêve d'un lieu intergénérationnel au plus près de mon immeuble*
- *Je rêve d'un accompagnement vers l'autonomie pour tous les âges de la vie*
- *Je rêve d'un monde de la fraternité, du tous ensemble où chacun trouve sa place dans la société*
- *Je rêve de trouver les moyens, avec notre pouvoir d'achat, de contribuer à l'implantation de jeunes actifs dans les zones rurales délaissées*
- *Je rêve d'une société où chacun se sente en interdépendance dans tous les lieux de vie (famille, travail, habitats, quartiers, associations, Ehpad)*
- *Je rêve d'un logement décent pour chacun*
- *Je rêve que l'on supprime les Ehpad*

Atelier 2. Quelle consommation désirable ?

Le 29 juillet dernier, l'humanité a dépensé l'ensemble des ressources que la Terre peut régénérer en un an. En 1970, ce jour tombait un 29 décembre. Cette année-là, notre planète comptait 3,7 milliards d'habitants. Aujourd'hui, nous sommes plus de deux fois plus nombreux et en 2050 nous pourrions atteindre 10 milliards d'habitants. L'année 2020 a été l'une des trois plus chaudes jamais observées avec une moyenne pour la France de + 1,5 degré par rapport aux températures de l'époque pré-industrielle. En juin dernier, le Groupe intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat (GIEC) avertissait des conséquences cataclysmiques d'un réchauffement de la planète même limité à 2 degrés : d'ici 10 ans, 130 millions de personnes tomberaient dans l'extrême pauvreté, 80 millions supplémentaires souffriraient de la faim, 400 millions seraient exposées à des pénuries d'eau, et la vie d'autant d'humains serait menacée par des canicules extrêmes.

Notre société de consommation repose sur une économie fortement mondialisée. De par la logique à l'oeuvre, nous importons des biens ou services venus notamment de certains pays ou zones de fourniture ou de sous-traitance où les conditions de vie et de travail ne sont pas dignes.

Dans ce contexte, nous sommes invités à réfléchir au futur de notre mode de consommation dans la société du même nom. La société, notre société, qui nous apporte ou promet le confort et le bonheur par la satisfaction de nombre de nos besoins essentiels, mais aussi de nos désirs, stimulés en permanence pour posséder plus de biens, jouir de plus de loisirs, de nourriture, d'équipements, d'expériences, etc.

L'EXPERTE : ROXANE SANSILVESTRI¹

ROXANE SANSILVESTRI

Les enjeux de la grande transition

Depuis les années 1950, nous nous trouvons dans un contexte de grande accélération à l'échelle globale tel que la terre n'en a jamais connu, à la fois du point de vue des aspects biophysiques que de nos sociétés. On parle de globalisation ou plus spécifiquement d'Anthropocène, une ère où l'homme a un impact à une échelle planétaire. L'ensemble des indicateurs montrent une augmentation de la population, du PIB mondial, du taux de CO₂ dans l'atmosphère, etc. Et ce qui ne fait pas exception, ce sont les températures, dont la moyenne mondiale augmente, corrélée à l'augmentation du taux de CO₂ dans l'atmosphère. Ces changements de température, et donc l'augmentation du CO₂, entraînent un phénomène aujourd'hui largement médiatisé, le changement climatique. Nous connaissons bien la relation entre l'augmentation du taux de CO₂ dans l'atmosphère, celle des températures moyennes et le changement climatique. Ce taux de CO₂ peut être largement attribué, certes, aux techniques de production, mais aussi à nos modes de consommation. Un autre indicateur en augmentation, beaucoup moins médiatisé, est celui de l'effondrement du vivant. Ainsi, la perte de la biodiversité intègre le large panel d'indicateurs démontrant cette grande accélération, avec le déclin de nombreuses espèces à l'échelle mondiale, dans le règne animal et végétal. Cette disparition s'accompagne du déclin de nombreux habitats et écosystèmes. Cet effondrement du vivant a une importance cruciale dans l'évolution de nos sociétés puisque ce sont ces systèmes vivants qui vont nous permettre de faire face à nombre de perturbations et vont déterminer nos capacités à nous adapter et à faire face aux défis qui nous attendent. En 2009, un consortium de scientifiques a évalué les limites planétaires, c'est-à-dire les capacités de la Terre à se régénérer après une perturbation et ont mis en évidence que de nombreuses limites planétaires ont déjà été franchies pour plusieurs grands phénomènes biophysiques. Là où nous avons dépassé le point de non-retour, des changements irréversibles sont déjà visibles. Il va falloir faire face aux conséquences de ce franchissement, comme les perturbations des cycles biogéochimiques du phosphore et de l'azote, notamment dues à l'industrie agricole et agro-alimentaire, et la diversité génétique.

On note également une accélération au niveau des systèmes socio-économiques. L'économiste Kate Raworth, dans une étude réalisée en 2012, a repris cette idée de limite planétaire, qu'elle a appelée plafond écologique et qu'elle a mis en dialogue avec les dimensions de nos sociétés comme l'eau, l'énergie, le logement, l'accès à l'éducation, la santé, etc. Elle a défini ce plafond écologique qui permettrait de ne pas altérer les capacités de régénération de la Terre et aussi un plancher social à ne

¹ Roxane Sansilvestri est cheffe de projet FORTES - Formation pour la Transition dans l'Enseignement Supérieur au Campus de la Transition.

pas dépasser non plus pour conserver des sociétés équitables et désirables. Ainsi, nous allons devoir nous organiser pour nous trouver dans cet espace juste et sûr pour l'humanité, c'est-à-dire réguler nos modes d'action pour ne pas franchir ce plafond écologique sans descendre en dessous de ce plancher social.

Les enjeux de notre consommation

On constate une augmentation, entre autres, de la consommation en eau, en papier, en véhicules, en téléphones, etc., croissante depuis les années 1960. Les demandes en énergie ne font que croître, demandant toujours plus de production pour assurer une offre stable et constante, ce qui pose de grands enjeux en termes de technologie et de capacité de production, mais aussi d'accessibilité aux ressources d'énergie. Cette demande croissante nous alerte quant à notre capacité à fournir de plus en plus d'énergie dans un monde où les sources deviennent de plus en plus rares et où nous prenons conscience du prix de l'exploitation de ces sources. L'augmentation du prix de l'énergie crée ainsi une fracture sociale.

L'empreinte carbone est un indicateur pratique, même s'il manque de précision, qui peut illustrer, via une seule mesure – les équivalents CO₂ –, l'impact environnemental de nos modes de production ou de consommation. C'est un indicateur mondial de référence permettant de comparer les différents secteurs.

Contrairement à ce que l'on imagine, ce ne sont pas les grandes industries ou les transports à grande échelle qui sont les secteurs les plus impactants sur l'environnement, mais ce sont, de fait, l'industrie agroalimentaire ou les transports individuels. On se rend ainsi compte du pouvoir d'action direct que nous avons dans notre consommation, notamment la différence entre l'empreinte carbone de l'industrie agro-alimentaire par rapport à celle de l'industrie agricole. Aujourd'hui, nos choix de consommation alimentaire entraînent une transformation accrue des produits agricoles par l'industrie agro-alimentaire, ces secteurs de transformation étant responsables de plus d'un quart des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole.

Nous avons encore du mal à définir l'empreinte carbone de notre consommation en équipement au sein de nos habitations. D'une part, c'est une science d'analyse récente et, d'autre part, nos équipements ne sont pas produits sur nos territoires, sont issus de divers moyens de production, transportés de droite à gauche, importés de pays sur lesquels nous n'avons pas de visibilité quant au mode de production. Pour produire un téléviseur de 11 kg, on a besoin de 2,5 tonnes de matières, cela donne le rapport d'échelle de ce qu'il faut consommer pour avoir un téléviseur de 11 kg. En termes d'empreinte carbone, sa production, et non son utilisation, coûte l'équivalent d'un aller-retour Paris-Nice en avion. Pour entrer dans le détail, on a étudié l'empreinte carbone en fonction du dimensionnement de l'écran. Plus la taille est élevée, plus l'empreinte est élevée, allant du simple au double.

Bien souvent, les consommateurs eux-mêmes sous-estiment ce qu'ils possèdent. Selon une étude Ipsos de 2016, les Français pensent posséder, en moyenne, 34 équipements électriques et électroniques par foyer alors qu'ils en détiennent en réalité 99 ! On peut noter dans cette étude l'augmentation de la possession au sens large, avec des foyers qui possédaient environ 20 objets au début du xx^e siècle comparativement aux foyers actuels qui en comptent plus de 2 000. Une course à l'accumulation et à la consommation d'équipements au fil du temps est apparue. Dans la production de ces équipements, on mobilise des ressources primaires, dont les métaux rares. Pour l'ensemble des métaux, on a calculé le temps qu'il nous reste pour que ce composant soit encore disponible. Pour le lithium, utilisé dans les smartphones, les voitures high-tech, les ordinateurs portables, les outils à usage médical, il nous reste 10 ans. Cela pose des questions en termes de choix de consommation et de développement de nouveaux produits. La capacité de recyclage est quasiment nulle pour le lithium et très limitée pour la plupart des éléments. La finitude des ressources fossiles et minérales (non renouvelables comme le fer, les métaux rares, le pétrole...) ou énergétiques ainsi que l'épuisement des réserves naturelles en eau sont aujourd'hui incompatibles avec le rythme mondial et national de consommation.

Le numérique, un impact souvent bien caché

Au-delà de l'impact de la fabrication, nous devons également réfléchir à celui de l'utilisation, notamment du numérique. L'impact de notre usage du numérique est encore particulièrement mal connu du grand public. Et les imaginaires ont la vie dure quant à l'impact positif d'usage dématérialisé vs matérialisé. En version numérique, on ne se rend pas vraiment compte de l'impact environnemental et matériel. Pourtant, si on envoie une vingtaine de mails par jour pendant un an, on pollue autant que si on parcourait 1 000 km en voiture. Or, dans la plupart de nos métiers, nous envoyons largement plus de 20 mails par jour. Cela donne une idée de cette pollution numérique qui n'est pas visible mais réelle. Il est important d'intégrer cet impact de consommation en termes d'usage et de service.

Quels scénarios pour le futur ?

Dans un monde en constante accélération et augmentation de la consommation, alors que les ressources sont finies dans le temps, comment imaginer un futur si nous ne changeons pas notre manière de consommer ? Un des aspects les plus préoccupants de nos sociétés est sûrement notre tendance à croire en la disponibilité de ressources infinies, alors que nous sommes dans un monde fini. Sans compter la place magistrale qu'occupe la pensée techno-centrée et qui nous invite à croire que la technique nous aidera à répondre à l'ensemble des problématiques de notre siècle.

Comment se nourrir ?

D'après l'IFEN, en 2005, 91 % des mesures d'eau en rivière et 55 % des mesures souterraines montrent la présence de pesticides. La pollution aux nitrates est largement préoccupante et met en péril notre avenir de consommation d'eau potable.

De plus, l'utilisation grandissante de modèles de monoculture amène à une uniformisation des paysages et un appauvrissement de la biodiversité qui a un impact direct sur nos sociétés. Il nous faut imaginer un avenir avec de plus en plus d'épisodes de zoonoses, de pandémies, de maladies chroniques, et surtout une obligation à venir substituer des mécanismes naturels qui n'existeront plus, tels que la pollinisation.

Comment se loger ?

L'accès au logement devient de plus en plus compliqué pour la plupart des populations, à la fois dans les pays en développement et dans les pays développés. Les chiffres de l'Insee de 2015 montrent que 10 % des populations les plus riches en France possèdent plus de 60 % du patrimoine immobilier. Nous allons vers une structure immobilière qui devient un capital d'investissement plutôt que de favoriser l'accès au logement, ce qui fait que 30 % de la population la plus pauvre en France n'a pas accès à la propriété.

Comment se déplacer ?

La problématique de la mobilité est directement liée à celle du logement. Plus les prix augmentent, plus les gens doivent s'éloigner des centres attractifs où ils trouvent du travail, et donc utiliser leur voiture pour se déplacer. Les tendances de vente actuelles montrent une attirance des acheteurs pour les SUV, avec des véhicules toujours plus gros et plus high-tech. La part de gaz à effet de serre due à la circulation du parc automobile ne décroît pas, la part due à la fabrication augmente, la tendance aux véhicules électriques relance la production et accroît l'extraction de métaux rares et la pollution des sols. La production deviendra donc de plus en plus difficile et rendra compliquée l'accès à la possession d'un véhicule pour des foyers à revenus modérés.

Quelle relation au vivant ?

Nous vivons un clivage très fort entre nature et société, tout particulièrement en milieu urbain, et nous avons peu conscience d'être ancrés dans quelque chose de connecté et de systémique. Nous avons la sensation que la biosphère est extérieure à nous, ce qui complexifie notre réflexion sur notre consommation et le lien aux autres, que ce soit dans le domaine de la nourriture, de l'alimentation, de l'élevage, ou encore du logement ou du déplacement. Cette relation humain/non-humain est de plus en plus clivée et se dirige vers des extrêmes, comme le montre le mouvement Vegan. Elle doit être questionnée et réfléchie afin d'évoluer vers quelque chose de désirable.

Une fois ces scénarios décrits, nous pouvons réfléchir à la façon dont ils sont repris d'un point de vue politique. Des stratégies se dessinent et des objectifs ont été déterminés à l'échelle nationale, européenne et internationale.

Des objectifs politiques

Ce qui nous concerne directement, ce sont les Accords de Paris qui réfléchissent en tonne équivalent de CO₂. On a évalué l'empreinte carbone moyenne d'un Français autour de 11 tonnes équivalent CO₂, comprenant les déplacements, le logement, le système de fonctionnement de l'État, les biens et services, l'alimentation et la consommation du foyer. Pour respecter les Accords de Paris et aller vers un futur souhaitable et désirable, c'est-à-dire ne pas franchir les limites planétaires sans descendre en dessous du plancher social, il nous faudrait baisser notre empreinte carbone de 11 tonnes équivalent par an à 2 tonnes équivalent par an, ce qui est un pari terriblement ambitieux et exige de réfléchir sérieusement à notre consommation et à notre mode de vie.

Que faire pour y parvenir ?

Il nous faut apprendre à conscientiser la chaîne d'actions (chaîne de valeur) d'un produit ou service en amont et en aval avant de faire son choix (produit, service, acteur, action, etc.), et évaluer son impact en termes de prélèvements sur la nature.

Avant tout acte de consommation, s'interroger sur son usage et son utilité. À quelle fréquence ? Pour combien de temps ? Peut-on mutualiser ou trouver une alternative ? Il s'agit de réfléchir en amont et tout au long de la chaîne d'utilisation de ce produit ou de ce service sur la fabrication, le transport, les considérations sociales et éthiques de production, les ressources nécessaires. Finalement, en avons-nous vraiment besoin ?

Une fois l'achat effectué, il convient d'appréhender ses impacts directs et indirects. Peut-on adapter la manière d'utiliser ce bien ou ce service pour diminuer son impact pendant son utilisation ? Qu'en est-il de sa sobriété énergétique, sa durabilité, sa fin de vie ? Est-il recyclable ? Si oui, dans quelles conditions le recyclage va-t-il être effectué ? Ces questions nous permettent de conscientiser nos actes de consommation. Pour l'ensemble des impacts identifiés, nous devons veiller à les éviter ou les minimiser, et en dernier recours tenter des pratiques pour compenser ces impacts. Pour aller un peu plus loin, qu'est-il nécessaire de faire pour changer les scénarios écrits ?

- Décoloniser les représentations mentales, réorienter les imaginaires vers des besoins qui diffèrent des besoins matériels. Réfléchir à notre rapport au temps, à la productivité, à la croissance.
- Privilégier l'utilité sociale. Ce que nous consommons a une utilité productive à un temps T. Nous pouvons avoir une consommation qui privilégie du lien et une utilité mutualisée et sociale, aller vers des sobriétés désirables. Le terme de sobriété ne

fait pas rêver, mais si on réfléchit en utilité sociale et au lien entre humains et non-humains, on peut s'orienter vers des schémas de société désirable, diminuer les matériaux utilisés et repenser notre rapport à la technique. Nous avons une propension à choisir le développement technologique au détriment de l'humain et du social. Nous devons réfléchir en termes de sobriété technique et nous orienter vers une sobriété humaine et un développement social.

L'expérience du Campus de la transition

Le Campus de la transition est une association située à Forges, en Seine-et-Marne, qui a pour vocation d'expérimenter les problématiques de la transition, de les partager avec le grand public et de l'infuser dans l'enseignement pour donner des clés aux jeunes étudiants afin qu'ils deviennent des citoyens avertis et conscients dans ces futures sociétés. Le Campus s'incarne dans une démarche radicale et expérimentale. De nombreux choix de vie ont été effectués et de nombreux autres sont à venir ou encore en réflexion. Je vous témoignerai ici des choix qui ont été validés et qui sont actuellement mis en place au sein de la communauté.

- L'alimentation : elle est végétarienne, locale, recyclée (récupération des fruits et légumes non calibrés).
- La vie communautaire : nous sommes un collectif d'une cinquantaine de personnes qui vivons dans un château du XVIII^e siècle que nous essayons de réhabiliter. Nous réalisons la mutualisation de biens, de services, d'espaces, de matériels, d'actions et nous avons tous à y gagner, en temps et en énergie.
- La consommation matérielle : nous appliquons les principes de la sobriété heureuse, chaque acte de consommation est discuté avec l'ensemble du collectif et nous réfléchissons ensemble à l'utilité et à l'usage des produits consommés.

D'autres expériences sont en cours. Concernant la mobilité, nous travaillons en lien direct avec le territoire, semi-rural et un peu éloigné de Paris, et développons une mobilité à vélo dans un territoire agricole, ce qui n'est pas évident. L'utilisation du vélo en milieu rural est plus compliquée, mais nous avons installé différents ateliers vélo dans les villes aux alentours de Forges et nous constatons un intérêt croissant des urbains pour ce mode de déplacement.

La vie communautaire pose de grandes questions en termes de gouvernance, d'accueil, de dialogue et d'organisation. Comment s'orienter vers une vie collective harmonieuse avec un collectif de plus en plus important ? Concernant le logement, un château du XVIII^e pose lui aussi de nombreuses questions de transition énergétique, d'éco-responsabilité, surtout quand on fait le choix de la sobriété matérielle au niveau des travaux. Nous développons aussi la question du low-tech, essayons de trouver des alternatives qui consomment moins de ressources et qui ont un usage justifié.

Campus de la transition : <https://campus-transition.org/>

LES TÉMOINS

LAURENT SEUX, responsable du programme « Ensemble, bien vivre, bien manger » au Secours catholique

SWANN BOMMIER, chargé de plaider pour la régulation des entreprises multinationales au CCFD-Terre solidaire

Loïc MARCÉ, « L'arbre des imaginaires »

POUR LA CONSOMMATION DONT NOUS RÊVONS,
LES POINTS LES PLUS IMPORTANTS POUR NOUS SONT :

- *De mesurer et baisser mon empreinte carbone vers l'objectif de 2 t équivalent CO₂/an*
- *D'opter pour une consommation raisonnée, les 5 R (Refuser, Réduire, Réutiliser, Recycler, Retourner à la terre-compost)*
- *D'exiger la transparence des grandes enseignes du textile sur les fournisseurs et sur le respect de leur responsabilité sociale et environnementale*

NOS RÊVES

- *Je rêve que les humains soient conscients des impacts de leur consommation*
- *Je rêve d'une meilleure répartition des richesses*
- *Je rêve d'une vie simple faite de liens*
- *Je rêve de consommer « juste et local »*
- *Je rêve de consommer moins et différemment*
- *Je rêve d'un discours positif sur le supplément de bonheur, de plaisir et de temps libre qui accompagne une consommation raisonnée*
- *Je rêve de ralentir*
- *Je rêve de garder un lien avec la nature*
- *je rêve de mesurer mon « empreinte forêt » (causes de déforestation : bœuf, soja, café, cacao, hévéa, papier, bois et huile de palme)*
- *Je rêve que l'on trouve un modèle économique et social (autre que la seule croissance du PIB) qui soit compatible sur les décennies à venir avec une vie épanouie pour 10 milliards d'individus*
- *Je rêve d'un monde où nous partagerions notre vie entre un travail salarié et une activité d'autoproduction de nourriture*

Atelier 3. Quel travail désirable ?

La pandémie a considérablement fait évoluer notre relation personnelle au travail, a modifié les relations avec l'entreprise et les autres et a brouillé les repères entre vie « à la maison » et vie « au travail ». La question de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée est au centre des préoccupations, notamment des jeunes actifs. Les jeunes qui entrent sur le marché du travail sont beaucoup plus nombreux à prévoir qu'ils changeront plusieurs fois d'entreprise, voire de métier, pendant leur carrière. Cela modifie la manière dont ils envisagent leur relation au travail et au monde du travail.

À côté de ces évolutions dont on ne fait que commencer à prendre la mesure, des réalités autour du travail demeurent : l'écart salarial et l'accès aux postes à responsabilités entre les hommes et les femmes, les écarts de rémunération et de modalités de travail selon les niveaux d'études ou de formation, le poids du chômage – notamment chez les jeunes (en 2019, 19,6 % des 15-24 ans étaient au chômage, contre 7,8 % des 25-49 ans et 6,3 % des 50 ans et plus). Et les questions sur la rémunération, la répartition et la durée du travail sont plus que jamais au cœur des débats des citoyens et des politiques.

L'histoire de la doctrine sociale catholique est liée aux transformations du monde du travail. Elle se déploie de *Rerum novarum*, soucieux notamment de la condition ouvrière, à *Populorum progressio* qui voyait Paul VI établir que le travail devait être au service du développement humain intégral, à *Caritas in veritate* où Benoît XVI posait notamment la question de la dignité dans et par le travail, à *Laudato si'* où le pape François pose le travail comme lieu où « nature » et « humanité » se rejoignent pour former la maison commune, tout en nous exhortant à penser le travail en prenant soin de la planète et des plus pauvres. Comment donc puiser à ce trésor de la Doctrine sociale de l'Église et entendre les Signes des temps pour penser ce « travail désirable » ? Et comment parler de « travail désirable » alors que tant et tant n'ont même pas d'accès au travail ou si peu de justice ou de dignité dans les formes et les lieux de travail qui leur sont proposés ? Comment poser cette réflexion dans un cadre qui prenne en compte la mondialisation et les tensions nouvelles entre le local et le global ? Et à quel « travail désirable » oser rêver qui prenne en compte aspirations individuelles et relation aux autres, trajectoires individuelles et bien commun ?

L'EXPERT : PÈRE PIERRE MARTINOT-LAGARDE¹

MARCEL RÉMON² : À l'occasion du centenaire de l'OIT, plusieurs associations autour de la doctrine sociale et du travail, dont le CERAS, ont participé à une recherche-

¹ Le père Pierre Martinot-Lagarde, sj, est conseiller spécial pour les affaires socio-religieuses à l'Organisation internationale du travail (OIT). Les opinions exprimées ici sont celles de leur auteur et en aucun cas ne reflètent une position officielle de l'OIT.

² Marcel Rémon, sj, est directeur du Centre de recherche et d'action sociales (CERAS) et administrateur des Semaines sociales de France.

action qui a duré environ trois ans et s'est terminée par la publication d'un ouvrage intitulé *Le soin est un travail et le travail est un soin*. Dans quel cadre cette recherche-action a-t-elle eu lieu ?

PIERRE MARTINOT-LAGARDE : Ce travail est né à la rencontre de deux événements : la célébration du centenaire de l'OIT et la publication de *Laudato si'*. Le centenaire de l'OIT était centré sur la question : quel avenir pour le travail ? Ou plutôt, quel avenir pour le travail voulons-nous ? La publication de *Laudato si'* remettait au centre de la préoccupation sociale l'environnement et le climat qui n'avaient jamais bénéficié d'une telle place dans la tradition catholique. À l'occasion de ces deux événements, un certain nombre d'organisations catholiques ont lancé une recherche-action. Je la présenterais comme un discernement social en commun, mais surtout une collaboration. Les principaux partenaires et acteurs rassemblaient au départ des jeunes de la JOC et du Mijarc, les Mouvements mondiaux des travailleurs chrétiens, le SIAAEC dont fait partie le MCC, les Caritas et notamment en France le Secours catholique, les réseaux liés aux Pères scalabrinien qui travaillent sur les migrations, des centres d'éthique sociale de la Compagnie de Jésus, comme le CERAS à Paris, Aggiornamenti Sociali à Milan, le CERAP à Abidjan, le Indian Social Institute à Delhi, et des universitaires. Ensemble ils se sont interrogés sur la place du travail dans leur vision et leurs aspirations pour un développement humain intégral.

MARCEL RÉMON : Comment le projet a-t-il pu définir ce qu'était un travail désirable ? L'OIT insiste toujours sur le travail décent. Ce terme est-il suffisant ?

PIERRE MARTINOT-LAGARDE : C'était un point névralgique de la réflexion. Le travail décent est un socle fondamental. Les acteurs du projet ont voulu y ajouter celle du soin et de la relation. Cela implique nécessairement celle de la dignité. À la suite du centenaire, la formule adoptée est celle d'un travail qui met l'homme au centre. La réponse a été claire : on ne peut parler de soin si on ne parle pas d'abord de la dignité au travail. La dignité dans tous ses sens, non seulement le respect des droits fondamentaux, mais aussi comme faisant référence aux aspirations fondamentales de l'homme. Si le travail est aliénant, on ne peut pas parler de soin.

Le message vidéo du pape transmis le 17 juin 2021 lors de la Conférence internationale du travail insistait sur la dimension relationnelle du travail, qui s'inscrit non seulement dans un processus de transformation, mais aussi dans une relation à nous-même, à nos collègues de travail, à nos communautés et à nos sociétés ainsi qu'à notre environnement ou à la création, non pas dans une relation sujet-objet, mais en faisant aussi de la création un sujet. Il faut mettre des mots nouveaux au cœur du travail et se demander ce que cela change. La phrase « Le soin est un travail et le travail est un soin » est une vision utopique mais aussi critique des situations.

MARCEL RÉMON : En utilisant le terme soin, sort-on d'un travail de capitalisation, de croissance ? Passer à un travail relationnel est-il antagoniste à un travail productif ?

PIERRE MARTINOT-LAGARDE : Oui et non. Depuis la fondation de l'OIT, on dit que le travail n'est pas une marchandise. Cette expression déjà ancienne signifie qu'on ne met pas le travail au même niveau que le capital et que l'humain ne se réduit pas à une valeur de marchandisation. Le nouveau défi est de se donner les mots pour se saisir du contexte actuel. Une première phase de mondialisation a eu lieu avant la première guerre mondiale et donc avant la création de l'OIT. Après la première crise financière de 1929-32 et la seconde guerre mondiale, quand l'OIT se refonde au sein des Nations unies, les questions de décolonisation et de développement apparaissent et il faut à nouveau se ressaisir des enjeux. Il se passe la même chose aujourd'hui avec un enjeu sur lequel on ne s'est pas beaucoup attardé, celui de la numérisation, de l'Internet et de l'intelligence artificielle. On voit que les crises ont des effets d'accélération dans l'utilisation des outils numériques, puisqu'on fait maintenant à distance ce qui ne se faisait qu'à travers des réunions internationales il y a 5 ans. La conscience des défis climatiques et environnementaux est de plus en plus prégnante, mais nous n'en avons pas encore complètement pris la mesure. Alors que nous ne sommes pas sortis de la pandémie, certains de nos actes quotidiens, ayant des racines anthropologiques assez profondes, nous font réfléchir sur la relation de notre travail à notre environnement présent. En utilisant le terme de soin, qui résonne pour chacun, nous essayons de ne pas « décoller » de la personne humaine et de prendre en compte des questions locales, régionales et globales. L'échelon d'une commune, d'un terroir, est connecté au niveau national et international.

MARCEL RÉMON : On fait le lien entre le travail comme soin et comme bien commun. Dans *Laudato si'*, le bien commun signifie la sauvegarde de la planète, le soin de la maison commune. Avec la prise en compte des questions climatiques et écologiques au niveau commun, nous pouvons nous demander ce qu'est un travail désirable et quelles sont les conditions pour que ce travail désirable se réalise.

PIERRE MARTINOT-LAGARDE : Le monde du travail va continuer de subir des chocs considérables. Cela nécessite de reprendre certaines dimensions, dont celles qui touchent à la protection des travailleurs au sens large, y compris les migrants qui risquent d'être doublement vulnérables. Je rappellerai que la migration est un thème qui a toujours fait partie de la Doctrine sociale de l'Église et qu'elle est présentée comme quelque chose de positif. Le migrant est vulnérable, mais le choix de migrer doit toujours rester possible.

MARCEL RÉMON : Pour affronter les chocs, il y aura besoin d'accompagnants, comme c'est déjà le cas avec la transition écologique. Comment, chacun à notre place, peut-on participer à ce travail désirable qui va survenir lorsque l'économie sera plus décarbonée, plus circulaire ?

PIERRE MARTINOT-LAGARDE : Ce travail est déjà en cours, avec des initiatives et des expériences. On cherche une manière de travailler au quotidien qui rende le soin

plus actif. J'ai participé à une réflexion sur les communs et on voit des gens qui ont choisi un mode de travail pour s'engager dans d'autres formes de travail, que ce soit dans des coopératives, des entreprises sociales et solidaires, et inventer de nouvelles manières de répondre aux aspirations. Il me semble important de travailler à ce que les différentes initiatives, les différents lieux de réflexion puissent se rencontrer.

Nous devons aussi maintenir des exigences en termes de droit et de protection. Nos collègues d'Inde nous alertent sur le fait que les droits au travail sont en diminution et qu'un certain nombre de législations *pro-business* ont été mises en place augmentant les inégalités.

MARCEL RÉMON : J'ai été frappé de constater les convergences de luttes. Les timidités et fragilités se situent plutôt au niveau des États. L'investissement politique est essentiel pour faire advenir ce travail désirable.

LES TÉMOINS

VINCENT GODEBOUT, secrétaire général de Solidarités nouvelles face au chômage

FÉLIX DE MONTS, créateur et CEO de Vendredi, start-up sociale

MARIE-NOËL KUGLER, DRH de Clarins

POUR LE TRAVAIL DONT NOUS RÊVONS,
LES POINTS LES PLUS IMPORTANTS POUR NOUS SONT :

- *Un travail au service de la résolution des défis sociaux (moins de pauvreté, plus d'insertion professionnelle, égalité hommes/femmes)*
- *Un travail attentif au sens, respectueux de l'équilibre vie professionnelle/ vie privée*
- *Un travail au service des défis environnementaux*

NOS RÊVES

- *Je rêve de découpler le travail sous sa forme du « faire », de sa forme « reconnaissance salariale » pour favoriser tous les travaux non conventionnels, non chiffrables*
- *Je rêve d'un travail tout au long de la vie, où je puisse gérer mes années d'études, année sabbatique, changement de poste, prise de risque, qui ne conduise pas à la précarité*
- *Je rêve que l'entreprise soit vécue comme un lieu d'épanouissement de la personne*
- *Je rêve du bien-être au travail, sans harcèlement ni management par la peur*
- *Je rêve que le travail soit davantage rémunéré en fonction de son utilité sociale*

et d'un travail au service de la dignité humaine, réhumanisé, au service du développement humain (soi, l'autre, la planète), un travail qui soit relation et qui contribue au bien commun

- *Je rêve que l'intégration des jeunes devienne le souci de tous: cela ne dépend que de nous !*
- *Je rêve que l'entreprise soit animée d'une force collective qui fasse grandir chacun et que cela rejaillisse pour toute la société, au profit du bien commun*

Atelier 4. Quelle ville désirable ?

La part des Français habitant en ville dépasse aujourd'hui les 80 %. Transports, mixité sociale, sécurité, place de la nature... les besoins des citadins sont multiples et complexes. Les contraintes liées au confinement au printemps 2020 ont mis en évidence, les carences de l'espace urbain tout en rendant possible l'expression de nouvelles solidarités rendues possibles par la proximité. De même l'expression du besoin de nature et d'espace et l'étalement urbain qui en découle fait peser une pression très forte sur les espaces agricoles, fragilise les populations contraintes de s'éloigner des centres-villes, augmente la dépendance à la voiture.

De quelle ville rêvons-nous ? Une ville plus verte, plus ouverte, plus sûre, plus ouverte socialement ? Quelle place donner à la beauté dans un univers urbain très contraint ?

L'EXPERT : JEAN-LOUIS SUBILEAU¹

BÉATRICE WETTSTEIN² : **Quelle est la ville dont vous rêvez ?**

JEAN-LOUIS SUBILEAU : Il faut bien sûr nourrir des utopies, mais rêver la ville n'est probablement pas la meilleure méthode pour les participants des Semaines sociales. En effet, je ne pense pas qu'il y ait besoin d'un concept de la ville idéale pour se mettre en mouvement. Nous avons tous une image mentale de la ville, Jérusalem céleste, ou Babel, cité de notre enfance ou destination de voyage favorite. Le plus souvent, ce sont des villes circonscrites, alors que le monde urbain d'aujourd'hui est proliférant et sans limites. Il faut savoir se détacher de ce rêve de la ville idéale et se poser le problème de manière volontariste et réaliste. La nostalgie de la ville bien circonscrite est vivace dans une période où on lutte contre la déterritorialisation et l'anonymat en faveur de concepts de villes plus proches, mais gardons une attention envers l'altérité et le lointain. Plutôt que d'utopies, nous avons besoin de bâtir des scénarios du possible, d'en cerner les contradictions internes et de regarder les choses en face.

¹ Jean-Louis Subileau est urbaniste, Grand Prix de l'urbanisme 2001, ayant travaillé sur de nombreux projets d'aménagement (Euralille, Paris la Défense, village olympique à Saint Denis, etc.).

² Béatrice Wettstein est directrice des Semaines sociales de France.

Cela peut être un piège également de parler de « la » ville. Le monde urbain actuel est caractérisé par deux éléments : d'une part, il est pluriel et très divers en termes de situations économiques, sociales, environnementales, culturelles et historiques ; d'autre part, il est de plus en plus complexe. Or, une idée fautive, mais claire, aura plus de puissance dans le monde qu'une idée vraie, mais complexe. Il ne faut pas croire celui qui dit qu'il va régler le problème de « la » ville. Les défis sont considérables et il ne faut pas se payer de mots en succombant aux idées du marketing urbain. Certains des défis sont anciens, et s'accroissent fortement, notamment ceux qui tiennent à la croissance des inégalités territoriales. D'autres défis, climatiques et environnementaux, dont nous prenons conscience aujourd'hui, vont avoir un impact considérable sur les villes. Il y a aussi un défi plus caché, celui de la numérisation de la gestion des territoires.

On a parlé des gilets jaunes et des ronds-points, des territoires oubliés, pour opposer le monde rural et les petites villes aux métropoles, en occultant les inégalités plus profondes encore à l'intérieur de ces dernières. Dans la métropole parisienne, elles se sont considérablement accrues ces dernières décennies. En Seine-Saint-Denis, dans des villes comme Stains ou Aubervilliers, près d'un habitant sur deux vit au-dessous du seuil de pauvreté. La majorité des enfants scolarisés sont issus de familles où l'on ne parle pas couramment le français. Le taux de pauvreté est deux fois plus grand en Seine-Saint-Denis que dans les Hauts-de-Seine. Face à ces constats, quel est le système institutionnel mis en place pour affirmer une solidarité métropolitaine en opérant des péréquations ? Il n'existe pas.

Hors l'Île-de-France, je travaille beaucoup sur le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, marqué durablement par l'arrêt brutal de l'exploitation du charbon il y a quarante ans. Ses 543 cités minières regroupent 70 000 logements, dont 50 000 sont des passoires thermiques intégrales. Les mineurs ayant disparu, la population qui y habite est extrêmement pauvre ; 34 % de la population non scolarisée n'a aucun diplôme. On constate une accumulation de ces problèmes dans nombre de territoires en difficulté et de quartiers à l'intérieur des métropoles. Ce qui est préoccupant, c'est une séparation de la société, avec très peu de solidarité entre les uns et les autres.

Le deuxième défi est climatique. Aujourd'hui toutes les villes se disent en transition écologique. La prise de conscience est bien là, mais on est loin du but. On commence à travailler sur la montée des eaux de l'océan, par exemple à Nantes ou Saint-Nazaire, ainsi que sur la raréfaction de la ressource en eau, contre les îlots de chaleur. Ces nouvelles exigences de l'urbanisme requièrent de voir loin dans le temps et à grande échelle, d'anticiper et de planifier. La ville décarbonée est un chantier en cours dans de nombreuses villes et va bien au-delà de la question des mobilités. Grenoble, par exemple, met en place des conventions citoyennes où l'on fixe un budget carbone prévisionnel pour 2030, 2040, 2050. De vrais débats sont nécessaires

pour déterminer le niveau des objectifs et faire des choix de moyens pour y parvenir. On ne peut pas se contenter de discours simplistes sur ces sujets.

Le défi de la ville numérique est lié aux innovations technologiques et à l'organisation économique. Nous courons le risque que, les grandes sociétés de services devenant des prestataires des villes dans des domaines de plus en plus nombreux, la gestion des villes et des territoires soit largement sous-traitée à de grands groupes mondiaux étendant leur emprise sur notre vie et devant lesquels les collectivités locales se trouvent dépourvues.

BÉATRICE WETTSTEIN : Qu'attendent les gens de la ville ?

JEAN-LOUIS SUBILEAU : Cela a beaucoup changé au cours des dernières décennies et c'est variable suivant les groupes générationnels et les contextes géographiques. Tout dépend si l'on vit dans une structure urbaine traditionnelle, au centre, dans une première ou deuxième couronne, dans une petite ville ou une métropole, du système de transport dont on dispose. Toutefois la tendance dominante est la valorisation de la proximité, des circuits courts, à laquelle correspond une apologie croissante du municipalisme. Ces tendances naissent dans les centres des grandes métropoles. chez les classes jeunes et aisées. Y fait florès ce concept de la « ville du quart d'heure », dont l'objectif est que le citoyen dispose de tout ce qui lui est nécessaire à quinze minutes de chez lui. Cette idée de la ville de la proximité est reprise dans des contextes urbains où la densité de population, la desserte en transports en commun rendent inopérante ce type de réponse. Elle relève d'un impensé social. Ainsi à Paris, à qui profite-t-elle, quand l'infirmière, la femme de ménage ou l'éboueur ont 1 ou 2 heures de trajet pour venir travailler ? C'est le quart d'heure de l'entre-soi. Ce concept n'a pas non plus de pertinence pour l'équilibre habitat/emploi. Travailler près de chez soi est un idéal ; mais en pratique, chaque famille regroupe plusieurs emplois qui changent dans le temps et le lieu de résidence est contraint par les moyens financiers. Ce concept est intéressant pour localiser les équipements de proximité, avoir des rues paisibles, planter, disposer des commerces du quotidien. Mais il est réducteur. Il faut sortir de l'entre-soi et penser la ville à une échelle qui intègre l'ensemble du bassin de vie des urbains et pose la question de l'avenir commun et de l'organisation institutionnelle.

BÉATRICE WETTSTEIN : Comment passer à l'action ? Comment progresser et ne pas avoir le sentiment de subir la ville ?

JEAN-LOUIS SUBILEAU : D'abord, un diagnostic sans concession est souhaitable ; il faut essayer de s'informer, ce qui est difficile tant les choses sont embrouillées, notamment par le millefeuille institutionnel, et faute d'un enseignement et d'une communication claire en la matière. Dans le milieu de vie et de travail, dans les groupes de réflexion que vous formez, à la faveur des échanges, chacun va apprendre des autres la manière dont fonctionne la ville. Il faut travailler collectivement en

étant conscient que la conduite de la ville est complexe, que ses transformations sont largement le fait des acteurs économiques et des propriétaires fonciers, qu'elle ne dépend pas entièrement des élus. Comprendre le jeu des acteurs est indispensable. Il faut interpeller les élus municipaux et régionaux sur la nécessité d'une coopération et d'une organisation institutionnelle et de projets, car la solidarité ne s'obtient pas par une accumulation de petits actes individuels ou communaux. On le voit avec l'exemple de l'Île-de-France. Tant qu'il n'y aura pas une organisation métropolitaine ou régionale s'occupant de l'habitat et de la question environnementale comme elle s'occupe des transports, les fractures du territoire et du tissu social s'amplifieront. L'aménagement de la ville est une question politique, un choix de priorités parmi des objectifs qui peuvent être contradictoires, des arbitrages difficiles pour répondre aux défis climatiques, sociaux, économiques, culturels, générationnels. Les élus, lors des campagnes électorales, prétendent souvent régler des problèmes qui ne dépendent pas d'eux. Ceci est source d'impasse démocratique et nous devons y être attentifs. Le territoire est un endroit où l'on fait société, où s'exercent légitimement des pouvoirs dans des domaines et des limites géographiques définis. On a tendance à vouloir supprimer les périmètres au prétexte qu'aucun d'entre eux n'est parfait, à préconiser des solutions à géométrie variable. Je ne crois pas à l'efficacité de ces systèmes peu lisibles par les citoyens. Je plaide pour que, à l'échelle des défis d'aujourd'hui, on retrouve des périmètres de souveraineté territoriale dans lesquels le citoyen puisse s'exprimer et relever démocratiquement les défis de la ville durable et solidaire.

LES TÉMOINS

ATANASE PÉRIFAN, fondateur de la fête des voisins, et de l'association Voisins solidaires, élu du 17^e arrondissement de Paris, autour du lien social en ville (<https://www.lafetedesvoisins.fr/lescreateursetparrains>)

AGNÈS BROT, autrice d'une biographie de Giorgio la Pira, *Un mystique en politique*, autour de la figure de ce grand homme politique italien, ancien maire de Florence

MARION HOWA, jeune architecte urbaniste, doctorante qui travaille à la conception de projets de logements collectifs innovants en Gironde, autour de l'association des habitants aux projets qui les concernent. (<https://lra.toulouse.archi.fr/lra/actives/theses/marion-howa> - <https://communautes-biennale.fr/>)

DANS LA VILLE DONT NOUS RÊVONS,
LES POINTS LES PLUS IMPORTANTS POUR NOUS SONT :

- *La mixité sociale*
- *La vie de quartier, le voisinage, les solidarités*
- *La beauté de la ville et l'aménagement de l'espace public*

NOS RÊVES

- *Je rêve d'une ville où tous ceux qui le peuvent circulent à vélo ou à pied*
- *Je rêve d'une ville permettant de loger tout le monde sans ségrégation*
- *Je rêve d'une ville aérée, diverse, calme, industrielle, belle, où tous les habitants auraient conscience de leur destin commun*
- *Je rêve d'une ville offrant des lieux où toutes les catégories de population puissent se rencontrer*
- *Je rêve d'un territoire rassembleur où élus, citoyens, entreprises, associations parviennent à unir leurs efforts pour permettre à tous de vivre libres, égaux en droits et en chances dans un esprit de fraternité*
- *Je rêve d'une ville où nous n'ayons plus peur de nos voisins*
- *Je rêve de relations humaines plus intenses et pacifiées*
- *Je rêve d'une ville où les potirons l'emporteront sur le béton, où travail et logement se rapprocheront, où la fête des voisins sera le scoop de demain. Je m'engage à aller à la rencontre des acteurs de la ville pour découvrir un lieu de participation citoyenne.*
- *Je rêve d'une ville où les transports publics seraient de grande qualité*

Atelier 5. Quelle citoyenneté désirable ?

L'exercice de la citoyenneté a été, et reste, hors des pays démocratiques, plus qu'un rêve : un objectif politique fondateur. Or aujourd'hui, en France notamment, la conscience citoyenne s'est érodée comme le montrent la baisse de la participation électorale et l'affaiblissement du militantisme syndical et politique. Cette fatigue démocratique est-elle réductible à des mutations de comportements liés aux nouvelles technologies de communication, ou traduit-elle l'effritement du lien social qui fonde notre besoin d'expression citoyenne au profit d'une sanctuarisation du seul individu, ce consommateur qui s'exprime si efficacement ? Notre atelier nous permettra d'échanger sur le diagnostic avant d'oser esquisser les caractéristiques d'une citoyenneté désirable.

Où ? Ville, région, nation, Europe, quel est l'espace politique fondateur pour nous ?

Quand ? Quid de la place de la démocratie participative dans notre vie politique habituellement rythmée par les élections ?

Comment ? Partis, syndicats, nous liaient. Les associations, ces ONG au rôle si important aujourd'hui, prennent un rôle politique : sont-elles un relais citoyen ?

Pourquoi ? La nation a fondé l'engagement citoyen, comment en retrouver le rôle structurant quand notre diversité culturelle la mine, quand la mondialisation lui ôte ses prérogatives ?

L'EXPERT : JEAN-MARIE COLOMBANI¹

JEAN-MARIE COLOMBANI : Je ferai simplement quelques remarques pour répondre à une question aussi vaste. De quelque côté que l'on se tourne, on nous dit que nous traversons une phase de fatigue de la démocratie, nous n'entendons aucun diagnostic qui ne soit alarmiste ou anxiogène. On constate une crise de la représentation, une citoyenneté oubliée, un pays décrit comme archipelisé. Le parlement a voté une loi contre le séparatisme. Nous baignons dans une atmosphère de défiance généralisée contre les pouvoirs politiques et médiatiques. Comment défendre la citoyenneté dans ce contexte ?

Nous sommes à une période où tout est en mouvement, dans un passage d'une société industrielle à une société dominée par la révolution numérique. Le même type de passage s'est produit entre le XIX^e et le XX^e siècle, quand la société à dominante agraire est passée à une société industrielle. Lors de ce tournant sont apparus de nouveaux modes d'organisation : ce sont les partis et les syndicats de masse qui vont structurer le paysage. C'est une période où tous les équilibres géopolitiques sont remis en question ; la première guerre mondiale va venir régler ces déséquilibres. Ces périodes nécessitent une grande vigilance, car elles peuvent déboucher sur de fortes tensions susceptibles de mener à des guerres. À l'intérieur du corps social, des réactions ont manifesté ce sentiment d'angoisse et de peur face au passage d'une société que l'on connaissait à une autre dont on ne voyait pas les contours, sinon le côté anxiogène. Le boulangisme et, de façon plus générale, une grande vague d'antisémitisme furent des réactions liées à ces bouleversements.

Gardons en tête que la révolution numérique est une révolution en profondeur, qu'elle rompt même avec notre usage habituel de la pensée logique. On nous parle de désindustrialisation, à l'inverse d'une société qui s'est structurée autour de la consommation, du tourisme et des loisirs. On nous dit que notre paysage urbain est en train de changer et que le périurbain se répand. Des formes de syncrétisme à la fois spirituels et religieux apparaissent. Une sensation d'insécurité générale nourrit la tentation du repli et du repli sur soi, donc une réaction purement individualiste. La démocratie représentative est un système connu dont on a longtemps profité. Elle est désormais affaiblie et remise en cause, mais on ne sait pas vers quoi l'on se dirige. Va-t-on vers de nouvelles formes de démocratie ? Ce qu'on appelle la démocratie d'opinion sera-t-elle plus ou moins démocratique que celle que l'on connaît ? C'est l'une des interrogations majeures aujourd'hui.

L'abstention, angoissante parce qu'importante, a gagné la vie publique, certains partis politiques se sont vidés de leurs adhérents. C'est le cas, par exemple, des Républicains qui, à force de campagnes de recrutement, sont arrivés difficilement à 150 000 adhérents pour pouvoir voter, ce qui est très inférieur aux chiffres du passé.

¹ Jean-Marie Colombani est journaliste, ancien directeur du *Monde*, cofondateur et directeur de publication du magazine en ligne Slate.fr.

D'autres partis et syndicats sont dans la même situation. En même temps s'est installée une nouvelle réalité religieuse puisque l'islam est devenu la deuxième religion du pays et que cette évolution masque un autre phénomène, le développement d'un fort courant évangélique.

Nous passons d'un système organisé autour des activités de production à un système centré sur le développement du numérique et où, en France, la consommation, le tourisme et les loisirs se taillent la part du lion. Dans un tel contexte, comment se reconnaître dans les formes traditionnelles de militance où les citoyens peuvent se retrouver et agir ? L'usine s'accompagnait d'un imaginaire, de codes, de solidarité, mais ces anciennes formes passent à côté de la réalité. On l'a vu avec les gilets jaunes qui ne se reconnaissent dans aucune organisation existante. Un codeur en informatique, un cariste sur sa plateforme de vente d'e-commerce, un chauffeur Uber ou une vendeuse dans une galerie commerciale sont les nouveaux visages des classes dites populaires et ne sont pas représentés, car les formes traditionnelles d'organisation des citoyens privilégient les statuts existants et sont remises en cause par l'évolution de nos sociétés. Je vois des partis et des syndicats amoindris en nombre et repliés sur des noyaux militants plus radicaux, ce qui explique cette prime à la radicalité que nous pouvons observer dans le débat public. Cette radicalisation provient du fait que les organisations qui, auparavant, accueillaient les citoyens sont quelque peu désertées. C'est aussi pour cette raison que sont réapparues dans nos sociétés des formes de violence, par exemple autour des ZAD, de la loi travail, de la réforme des retraites. Des groupes ultra-violents viennent perturber les manifestations et installent à nouveau en France une forme de violence politique qui fait douter, là encore, de l'idée que l'on peut se faire de la citoyenneté. Dans tout ce tumulte, s'est installé un bruit de fond permanent, entretenu par les réseaux sociaux et les chaînes d'information, ainsi que l'idée qu'on a un droit absolu à dire ce que l'on veut et que toutes les paroles se valent. Tout est nivelé par le bas. Il existe une sorte de prime à la violence verbale qui nourrit in fine la violence tout court. Tout cela nous éloigne d'une conception de la citoyenneté à laquelle pouvoir rêver et adhérer.

La citoyenneté de demain concerne principalement les jeunes, ceux qui vont prendre les commandes ou sont en train de les prendre. Ils sont aux avant-postes du parti de l'abstention, d'une pratique démocratique en baisse. L'abstention aux dernières élections régionales en France a atteint un taux de 68 % et de 84 % chez les moins de 25 ans. L'Ifop a calculé que 6 jeunes sur 10 votent par intermittence et semblent apparemment détachés des enjeux de citoyenneté. La défiance vis-à-vis des personnages politiques explique en partie cette apathie, mais le plus inquiétant est qu'une part de la jeunesse ne croit plus à la démocratie représentative telle qu'on la connaît et ne croit plus trop à la démocratie comme forme d'organisation de la vie citoyenne. C'est un terrain à reconquérir, car cette défiance est dangereuse. Un doute existe

qui se nourrit du fait qu'on met en cause le principe de la représentativité, ce qui explique qu'une partie de cette jeunesse soit tentée par une radicalité susceptible de déboucher sur la violence. Face à cela, deux phénomènes peuvent corriger ce tableau un peu sombre : des réactions individuelles et des réactions plus collectives. D'une façon générale, dans la jeunesse, mais pas uniquement, on observe une appétence pour la démocratie participative, c'est-à-dire l'aspiration à une décision co-construite avec les citoyens et non plus seulement avec les représentants. C'est, d'un côté, une défiance envers les représentants, mais, en positif, une aspiration à prendre sa part des choix de la société. Il peut entrer une part de mirage dans la démocratie directe, car ce qui est vrai à l'échelle d'un canton suisse n'est pas nécessairement vrai à l'échelon d'un pays de 70 millions d'habitants. En revanche, il est vrai qu'une quantité croissante de jeunes ont de plus en plus de mal à accepter qu'un autre que soi-même parle en son nom. C'est pour cette raison que l'abstention est le premier parti d'une jeunesse qui voudrait avoir elle-même les clés de la décision. Cela conduit certains jeunes, mais aussi des adultes, à considérer qu'on n'a pas besoin d'un parlement, mais d'un chef qui fasse autorité. C'est la négation du rôle que peuvent jouer les citoyens parce que le pouvoir accaparé par un seul est une tentation autoritariste déjà existante dans quelques pays d'Europe et qui s'installe en France. Dans le cadre d'une forme de recherche d'une nouvelle légitimité et dans un tel contexte, l'intérêt général devient difficile à appréhender.

Deux types de réactions se produisent : des réactions individuelles, avec des formes d'engagement non encadrées et plus d'autonomie, au nom d'un individualisme qui se veut plus radical ; et des réactions plus collectives. En France, une grande part de la vie démocratique échappe au regard, alors que c'est un des pays les plus riches en associations. Les Français s'engagent et recherchent leur citoyenneté dans des associations, multiformes et couvrant tous les champs de la vie collective, avec un côté pile et un côté face. Côté pile, celles qui défendent des intérêts très particuliers. Par exemple, vous achetez une résidence secondaire dans une petite île bretonne et on vous annonce qu'on va implanter des éoliennes pour que l'île soit autonome en énergie. Vous refusez parce qu'elles vont vous gâcher le paysage, donc vous formez une association qui a mille et un moyens juridiques pour se battre, c'est donc un intérêt particulier. Mais côté face, des intérêts plus collectifs permettent de redonner un sens à la cité. Si on regarde ce qui se passe à Calais ou à Paris, qui s'occupe des migrants ? Ce ne sont pas les pouvoirs publics, ce sont les associations. À la frontière polonaise, les troupes polonaises repoussent les migrants et, en arrière-plan, vous avez une kyrielle d'associations citoyennes qui essaient de les aider. Il y a en France une forme d'engagement presque généralisé : les citoyens se retrouvent dans les associations et ce n'est pas négligeable.

Tout n'est pas négatif, il y a toujours des raisons et des aspirations à s'engager, mais le sujet majeur qui mobilise et qui suscite le plus d'engagement, c'est le sort

de la planète. L'IFOP appelle cela la génération Paul Valéry : nous savons que nous vivons dans un monde fini, mais nous allons lutter contre ce qui apparaît comme inexorable. Les citoyens sont capables d'agir efficacement. Pour une partie de la population, le citoyen incarne à lui seul l'idée d'efficacité, de pragmatisme et d'action concrète. Tout ce que l'on refuse aux politiques, on se tourne vers le citoyen pour pouvoir l'obtenir, c'est le retour du citoyen qui agit dans la quotidienneté.

LES TÉMOINS

PAUL COLRAT : professeur de philosophie, co-auteur de *La communion qui vient*

PHILIPPE DE ROUX : co-fondateur et délégué général de l'ONG Eau et Vie, auteur de *La Révolution des hobbits*

JEANNE-EMMANUELLE HUTIN : éditorialiste, directrice de la recherche éditoriale et membre du directoire de *Ouest-France*. Présidente de Ouest-France solidarité

POUR LA CITOYENNETÉ DONT NOUS RÊVONS,
LES POINTS LES PLUS IMPORTANTS POUR NOUS SONT :

- *Un lieu pour débattre dans chaque commune*
- *La présence des élus dans les écoles une fois par an*
- *Que chaque commune puisse lancer sa Convention citoyenne*

NOS RÊVES

- *Je rêve d'un monde éveillé, audacieux, à l'écoute de l'autre, sans préjugé*
- *Je rêve d'un véritable enseignement à l'écoute, aux soins, à la lecture des media, au bien commun, à la responsabilité sociale et environnementale*
- *Je rêve d'un enseignement pratique à la citoyenneté avec, en primaire, les élèves encouragés à gérer une coopérative de classe et, dans le secondaire, trois jours consécutifs d'apprentissage aux modes de délibération et d'élaboration des politiques (sous forme de jeu stratégique ?)*
- *Je rêve de citoyens qui ne passent pas leur temps à critiquer, mais acceptent de prendre du temps pour débattre, réfléchir trouver des solutions*
- *Je rêve d'accepter les opinions diverses, de mettre du liant et pas de l'huile sur le feu pour prendre soin et apaiser*
- *Je rêve d'impliquer dans la réflexion toutes les générations, notamment dans la gestion des biens communs locaux*
- *Je rêve que nous sortions de l'entre-soi, que nous cessions de parler des gens qui ne sont pas là ... et de débattre de ce qui serait bien et bon pour eux*
- *Je rêve que nous prenions le temps de la complexité, de comprendre la nuance dans le discours, à l'opposé de positions extrêmes*

- *Je rêve que nous travaillions à la participation et à l'engagement local de toutes les catégories de population*

Atelier 6. Quelle science désirable ?

La science et les avancées technologiques qui en sont issues peuvent susciter des craintes et des réserves. En effet, ces recherches ont permis une augmentation importante de l'espérance de vie, l'accès à des commodités dont nous ne pourrions plus nous passer comme l'électricité ou l'Internet. Dans le même temps, les exemples de travaux qui ont abouti à des conséquences catastrophiques ou préoccupantes sont légion : les recherches dans le domaine nucléaire ont pu mener à la bombe d'Hiroshima, et les progrès dans le transport aérien aboutissent au final à l'augmentation des gaz à effet de serre et donc au réchauffement climatique. On peut donc se demander : la science est-elle encore désirable ? et si elle ne l'est pas, quelles seraient les conditions pour qu'elle le (re)devienne ?

Dans cet atelier, des exemples seront apportés qui montrent que les germes d'une science renouvelée sont déjà là. Désormais, les cadres existent permettant aux scientifiques de ne plus être isolés dans une tour d'ivoire. Par exemple, dans la recherche biomédicale, les scientifiques dialoguent avec les associations de patients pour comprendre quelles seraient les avancées les plus utiles aux patients, ou quels traitements seraient acceptables : c'est la science participative. De façon plus générale, des scientifiques sont formés à l'éthique et un cadre a été dressé permettant une formation des chercheurs à l'intégrité scientifique. Enfin, la science a aussi pu conduire à l'adhésion erronée à certains cadres théoriques, comme l'idée selon laquelle la compétition serait une loi de la nature. Des scientifiques ont ainsi pris l'initiative de souligner au travers d'un blog que la coopération était plus répandue dans la nature que la compétition. Une science désirable est en train de naître.

L'EXPERTE : CATHERINE BELZUNG¹

CATHERINE BELZUNG : La recherche scientifique est en très forte expansion ces dernières années. En effet, d'après les données de la Banque mondiale, on compte actuellement près de 2,6 millions de publications scientifiques chaque année, et ce chiffre est en constante progression au cours des 20 dernières années : au début des années 2000, il était proche d'un million. Le nombre de brevets a explosé de la même façon : un peu plus de 800 000/an en l'an 2000 et 2,2 millions en 2020. Cependant, on peut se demander si cela apporte réellement des progrès. En réalité, le bilan de ces travaux est contrasté, car les découvertes scientifiques ont permis des améliorations indéniables, tout en ayant une face plus noire, plus inquiétante.

¹ Catherine Belzung est professeure de neurosciences à l'Université de Tours, membre de l'Institut universitaire de France. Elle est administratrice des Semaines sociales de France.

On peut citer les progrès dans l'espérance de vie à la naissance. En France, elle est passée d'une moyenne de 25 ans en 1740 (24 ans chez les hommes et 26 ans chez les femmes) à une moyenne supérieure à 80 ans en 2020 (79 ans chez les hommes et 85 ans chez les femmes). Cependant, en dépit de ces progrès fulgurants, qui existent dans tous les pays, il subsiste de très fortes inégalités géographiques : l'espérance de vie a augmenté d'une manière presque linéaire partout depuis 1950, mais elle reste inégalitaire, les habitants des pays d'Europe et d'Amérique du Nord ayant une espérance de vie de 20 ans supérieure à celle des habitants d'Afrique. On trouve le même tableau en ce qui concerne la mortalité infantile avec des chiffres supérieurs à 100 décès pour mille naissances dans les années 50. Ces chiffres ont évolué, puisque, sur les 15 premières années de notre nouveau millénaire, nous avons un gain moyen de 5,5 ans, même s'il reste une forte inégalité dans le monde.

Ces progrès ont été obtenus grâce, notamment, aux découvertes des sciences biomédicales dans différents domaines comme, par exemple, celui de la santé publique. Un certain nombre d'études scientifiques ont montré qu'il était nécessaire de diminuer la consommation d'alcool et d'améliorer l'hygiène. Des recherches ont permis d'améliorer la lutte contre le paludisme et le SIDA, d'autres ont permis la mise au point d'antibiotiques, de vaccins. Des progrès considérables ont été accomplis dans la chirurgie médicale et dentaire. De nouveaux outils d'imagerie permettent le diagnostic précoce de certaines pathologies et donc une amélioration de la prise en charge. Des progrès ont aussi été réalisés dans les domaines de l'agriculture, du transport, de l'énergie ou de la communication, grâce à la recherche scientifique. Je vais à présent détailler deux exemples qui montrent que le bilan est positif, mais qu'il y a aussi des ombres : l'histoire de l'automobile et l'énergie.

L'histoire de l'automobile commence dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle avec l'invention du moteur à vapeur et d'un véhicule automatisé mais aux performances assez lamentables comparées à celles d'aujourd'hui, puisqu'il allait à une vitesse maximale de 4 km/h et n'avait pas de système de freinage. À la fin du XIX^e siècle est apparu le moteur à explosion qui a permis un essor considérable du parc automobile, mais qui nous amène aujourd'hui à un trop-plein de voitures aux conséquences néfastes. Le transport routier représente 72 % des émissions de CO₂ liées aux transports en général. Et certaines inventions plus récentes sèment le doute, comme la voiture autonome. Une enquête récente aux États-Unis montre que 60 % des Américains sont inquiets de cette innovation. On trouve le même paysage contrasté si l'on s'intéresse aux énergies. Au Moyen Âge, le moulin à vent est inventé vers l'an 700 ; en 1820, c'est l'invention de l'électricité qui a permis des progrès considérables et, au XX^e siècle, celle de l'énergie nucléaire qui nous fournit en électricité, mais a aussi sa part d'ombre quand on pense aux accidents de Tchernobyl ou de Fukushima, ou que cette énergie est également utilisable pour fabriquer la bombe atomique. Nous avons donc un bilan fait de lumière et d'ombre. Pourtant, quand on demande aux

citoyens (enquête IPSOS auprès des Français) quelle image ils ont de la recherche ou des chercheurs, 90 % d'entre eux ont une très bonne image de la recherche et 91 % des chercheurs. Les chiffres sont à peu près identiques, à 88 %, quand on leur demande s'ils ont confiance dans la recherche pour garantir des progrès en France, avec quelques variations en fonction du sexe, de l'âge ou du diplôme.

Mais que pourrait-on faire pour augmenter encore la confiance et éviter certaines dérives ? Nous allons explorer trois voies.

Rompre avec la figure du scientifique dans sa tour d'ivoire

Les citoyens, ainsi que les scientifiques eux-mêmes, imaginent les scientifiques comme des personnes isolées dans leur laboratoire avec microscopes et éprouvettes. D'un autre côté, la société civile débat de certains outils proposés suite aux découvertes scientifiques. Mais entre ces deux mondes, celui des scientifiques et celui de la société civile, il semble exister une sorte de mur infranchissable, sans dialogue, sans ponts. Cette figure du scientifique, quelque peu préoccupante, n'existait pas auparavant. En effet, quand on se penche sur les grands scientifiques des siècles passés, on constate que le scientifique n'existait pas en tant que tel. Par exemple, Antoine Lavoisier, pionnier de la chimie, était fermier général, Benjamin Franklin était imprimeur, ambassadeur et plus tard homme politique, Gregor Mendel, inventeur de la génétique mendélienne, était moine. Cette figure du scientifique hyperspécialisé, isolé dans son laboratoire, est quelque chose de nouveau. Ces dernières années, un certain nombre d'initiatives ont essayé de rompre avec cet isolement, prises dans un mouvement général, celui de la science participative ou citoyenne (*citizen* ou *community science*), définie par l'Association australienne de la science et des citoyens (Australian Citizen Science Association) comme une participation et une collaboration du public à la recherche scientifique dans le but d'augmenter les connaissances scientifiques. Le public y est partie prenante de la recherche scientifique et les connaissances scientifiques sont un bien commun partagé entre la société civile et le scientifique.

On distingue trois niveaux de sciences participatives : le niveau 1 est la collecte de données massives par des amateurs (*crowdsourcing*) ; le niveau 2, celui de l'intelligence partagée où les acteurs de la société civile participent à l'interprétation des données ; et le niveau 3, en ligne de mire actuellement, propose une recherche collaborative et collégiale entre les deux types d'acteurs, c'est-à-dire que les acteurs de la société civile participent à la mise en place du protocole, suggèrent de nouvelles pistes, transmettent des connaissances et interprètent les données. Nous allons en voir quelques exemples.

Au niveau 1, celui de la collecte de données, beaucoup de projets sont en cours. Citons Galaxy Zoo, un projet qui a consisté à classer un million de galaxies à partir d'images. D'autres projets consistent à étudier les effets du changement climatique

sur la biodiversité, comme Silent Spring sur la diversité des oiseaux ou Passe-jardin, collaboration entre jardiniers ayant une connaissance de terrain et scientifiques sur la manière d'améliorer le soin apporté aux plantes, ou encore Citique, qui consiste à identifier les parasites se trouvant sur les tiques. Quand on se fait piquer par un tique, on l'enlève et on l'envoie au projet Citique qui va analyser les différents parasites présents. Grâce à ces projets collaboratifs plus de 30 nouvelles espèces d'insectes et 5 exoplanètes ont été découvertes.

Parmi les projets de niveau 3 – dans lequel les savoirs académiques et profanes sont vus comme un bien commun partagé – les Boutiques des sciences sont apparues dans les années 1970 aux Pays-Bas et se diffusent en France, avec le soutien de l'Union européenne, depuis 2010. Elles se veulent une interface entre le monde de la recherche et la société civile et permettent à des collectifs citoyens de solliciter les scientifiques. Cela part donc de la base, de citoyens qui s'emparent d'un objet de recherche et approchent les scientifiques. Un autre exemple est celui des *living lab*, dispositifs par lesquels les scientifiques impliquent les usagers dans la conception des futurs outils technologiques dans des environnements réels. C'est ainsi que le robot Kompaï, censé apporter une aide aux personnes âgées dans les Ehpad a été testé en collaboration avec des résidents d'Ehpad pour apporter des améliorations. Dernier exemple, des associations de malades peuvent interagir avec les scientifiques qui travaillent dans la recherche biomédicale, pour relire des protocoles de recherche, faire des propositions pour améliorer des recherches ou même suggérer des pistes de recherche.

Former les scientifiques à l'intégrité scientifique et stimuler l'interdisciplinarité

On reconnaît que, dans les années 1980-1990, ont existé certains cas de méconduites scientifiques, fraudes ou plagiats. Pour y répondre, on a développé, à l'échelle européenne, un code de conduite pour l'intégrité dans la recherche, datant de 2017. Grâce à ce code, dans chaque établissement, un référent est nommé pour veiller à respecter les textes réglementaires, à conserver les données brutes pour qu'elles soient réutilisées, à communiquer ouvertement les résultats, à ce que les conflits d'intérêts soient mentionnés explicitement dans les publications scientifiques.

Sur le plan de l'éthique, tout le monde connaît cette phrase dans le *Pantagruel* de Rabelais, « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme », problématique qui a été reformulée par des auteurs contemporains comme Edgar Morin. Assez souvent, le scientifique se présente comme s'il était divisé en deux personnes : d'un côté le scientifique investi dans sa recherche scientifique, objectif et rationnel, et de l'autre cette même personne qui serait un être humain avec des valeurs et des responsabilités grâce auxquelles il pourrait réfléchir à des thématiques telles que « La fin justifie-t-elle les moyens ? », « Quel est le rapport bénéfice/risque ? », « Quel est

l'intérêt des groupes par rapport à celui des individus ? » Il se comporte comme s'il était dédoublé. Au travers d'une formation à l'éthique, il est possible de travailler à unifier cette figure pour que le scientifique soit à la fois cet être rationnel qui conduit des recherches et cet être humain avec des valeurs et un sens de la responsabilité.

En ce qui concerne l'interdisciplinarité, je dirige un Institut de recherche en psychiatrie où nous essayons de faire collaborer des personnes de 14 disciplines différentes qui relèvent des sciences sociales (linguistes, psychologues, philosophes), des sciences biomédicales (psychiatres, neurobiologistes, experts en génétique) et des sciences des matériaux (chimistes, physiciens). Cette collaboration permet à chacun de sortir de l'isolement de sa discipline.

Questionner ensemble la représentation du monde sous-tendue par la science

Les scientifiques ignorent, en général, le fait que la science peut reposer sur des idéologies, souvent implicites, dont ils n'ont pas conscience. Jorgen Habermas, dans un livre paru en 1973¹, l'a souligné. Nous pouvons, par exemple, mentionner l'idéologie scientiste, selon laquelle le progrès scientifique est vu comme unique moteur de développement des sociétés, comme unique source de la « vie bonne ». Un autre exemple est que certains travaux menés par des scientifiques s'inscrivent dans un modèle philosophique déterministe, selon lequel nous sommes prédestinés, notre trajectoire de vie étant déterminée par notre patrimoine génétique ou notre câblage neuronal, sans aucune marge de manœuvre. Les scientifiques peuvent proposer ce genre d'idées sans se rendre compte qu'il s'agit d'une idéologie pour laquelle il existe de nombreux contre-exemples. Autre idéologie, le réductionnisme, selon lequel le tout peut être réduit à la somme des parties, représentation du monde implicite souvent véhiculée par les scientifiques en raison de l'insuffisance de leur formation en sciences humaines. Dernier exemple, l'idée qu'il aurait été démontré scientifiquement que, dans la nature, le plus fort l'emporte, alors qu'il a été montré qu'à peu près 90 % des relations dans la nature ne sont pas des relations de dominance, mais de coopération, et ceci à tous les niveaux, moléculaire, cellulaire, dans les plantes, chez les animaux, dans les éco-systèmes. Il est important d'amener les scientifiques à une prise de conscience et à un dialogue sur ce genre de questions.

Pour conclure, une nouvelle science est en marche, basée sur les interactions des scientifiques avec les acteurs de la société civile et elle est capable d'offrir une représentation du monde pleine d'espérance.

LES TÉMOINS

BÉATRICE BIRMELLE : médecin, docteur en philosophie, directrice de l'espace de réflexion éthique région Centre-Val-de-Loire

¹ *La technique et la science comme idéologie*, NRF, 1973.

CLAIRE RENARD : ingénieur de recherche en bio-informatique et co-auteur du blog Wonderverse

FABIAN DOCAGNE : responsable du Service sciences et société de l’Inserm

POUR LA SCIENCE DONT NOUS RÊVONS,
LES POINTS LES PLUS IMPORTANTS POUR NOUS SONT :

- *De développer l’enseignement d’éthique dans les formations techniques*
- *De rapprocher les scientifiques de la société civile*
- *De promouvoir une vision de la société avec moins de compétition*

NOS RÊVES

- *Je rêve d’un réseau de chercheurs avec des moyens et travaillant dans un cadre collaboratif*
- *Je rêve que nous puissions penser la complexité et aussi garder et transmettre l’émerveillement*
- *Je rêve d’associer la sphère scientifique et les citoyens*
- *Je rêve de transports adaptés aux besoins de tous*
- *Je rêve que la question éthique soit abordée aussi dans les formations scientifiques*
- *Je rêve de scientifiques moins dans leur tour d’ivoire*
- *Je rêve de participer par la science à un meilleur équilibre des richesses entre les populations de la terre.*
- *Je rêve d’informer les consommateurs (grâce aux data), en temps réel, des produits les plus vertueux, pour une meilleure santé collective et individuelle*

LES CHEMINS DE LA CONVERSION



Le christianisme : une boussole pour l'avenir

BÉATRICE OIRY
MONIQUE BAUJARD

PHILIPPINE DE SAINT-PIERRE¹ : Vous allez nous aider à comprendre ce que nous disent les Écritures de l'avenir qui nous est promis. Pouvons-nous trouver dans l'Écriture des éléments pour tenir lieu de boussole ?

BÉATRICE OIRY²

La Bible, une littérature de crise et d'espérance

Les textes bibliques offrent-ils des ressources pour nous orienter face à l'avenir ? Oui, et plus que jamais, me semble-t-il, pour une raison simple : ils sont familiers des situations de crise. On pourrait dire que la Bible est tout entière une littérature de crise³. Ou plus encore, une littérature de crises traversées. Les textes bibliques ne sont pas des textes écrits sur le vif. Ils sont le fruit d'écritures rétrospectives, longuement mûries, à distance des événements rapportés – et en particulier des événements dramatiques. Ils témoignent avec force de la réalité des épreuves, mais aussi, à posteriori, que ces épreuves ont été traversées. Et ils font souvent entendre quelle espérance a soutenu ces traversées. Crise et espérance, voilà sans doute deux

¹ Philippine de Saint-Pierre est directrice générale de KTO.

² Béatrice Oiry est professeur d'exégèse biblique à l'Institut catholique de Paris.

³ Davi. M. Carr, *Holy Resilience. The Bible's Traumatic Origins*, New Haven, London, Yale University Press (2014).

réalités quasi indissociables dans l'expérience des auteurs des textes bibliques. Les crises y sont multiples, diverses et, avec elles, les nuances de l'espérance. Je souhaiterais simplement en évoquer deux qui dessinent les lignes de force de l'Ancien et du Nouveau Testament. Dans l'Ancien Testament, la crise majeure est celle de vivre sans pays : c'est l'épreuve du peuple errant au désert, ou plus tard des exilés à Babylone. C'est alors l'horizon d'une terre promise qui soutient l'espérance, l'horizon d'une terre où habiter dans la paix et la justice. Le Nouveau Testament quant à lui est tout entier issu du drame fondateur qu'est la passion de Jésus. Sa mort avait laissé ses disciples défaits, sans espérance. Que pouvaient-ils attendre ? Et voilà qu'ils sont témoins de l'inespéré : leur maître a traversé la mort. La résurrection de Jésus défie la raison humaine. Elle était non seulement inespérée, mais aussi inespérable. Elle constitue une sorte de rupture dans l'expérience commune du monde. Mais elle devient la pierre d'angle de l'espérance des chrétiens. Elle proclame que ni la haine ni la mort et leurs cortèges de drames n'ont le dernier mot. L'espérance d'une terre où habiter ensemble, l'espérance d'une vie plus forte que la violence et que la mort, voilà les deux « couleurs primaires » de l'espérance biblique. Elles se déploient en une palette de nuances au fil des crises et des renaissances. Elles demeurent, me semble-t-il, le « nord » de la boussole des chrétiens.

Portés par l'espérance, les exilés se sont remis en route vers Jérusalem et ils l'ont rebâtie ; portés par l'espérance, les disciples de Jésus ont quitté le Cénacle et sont partis sur les routes annoncer la bonne nouvelle. La crise vécue sur l'horizon de la promesse, voilà ce qui met en route, nous disent tant et tant de textes bibliques.

La crise que nous vivons aujourd'hui est globale et multidimensionnelle. Sur ce fond de gravité je voudrais proposer trois manières différentes de se tenir dans la crise, soutenu par l'espérance, de se mettre en route porté par un horizon qui parle de vie, de justice, de paix. Nous regarderons d'abord les premières pages de la Bible, ces mythes de commencement qui ouvrent le livre de la Genèse. Nous nous intéresserons en particulier à Noé, l'homme du déluge. La piste proposée sera celle de la justice. Puis, nous nous mettrons à l'école de la sagesse du quotidien, avec les paraboles dites du Règne dans les Évangiles. Nous y entendrons une invitation à accueillir aujourd'hui la puissance de Dieu à l'œuvre dans le monde. Enfin, nous écouterons un type de discours particulier que l'on appelle eschatologique, c'est-à-dire le discours qui porte sur la fin des temps. Nous l'écouterons dans sa version apocalyptique. Ce sera une invitation à espérer contre toute espérance. Cultiver la justice, accueillir l'action de Dieu aujourd'hui, espérer envers et contre tout. Voici les étapes que je vous propose à travers mythes de commencement, paraboles du quotidien, discours sur la fin des temps. Une remarque encore : aucun de ces discours n'est historique, aucun ne rapporte des événements tels qu'ils se sont passés dans l'histoire ou tels qu'ils se passeront. Il y a des textes historiques dans la Bible, mais ceux dont nous allons parler ici font un pas de côté, pour nous aider à voir

autrement, pour nous éveiller peut-être aux dimensions insoupçonnées et précieuses de ce que nous vivons déjà.

Noé, le seul juste

Commençons par le commencement ! Le livre de la Genèse s'ouvre, on le sait, par un ensemble de mythes situés, précisément, au commencement. Ces récits ne sont pas des inventions du peuple d'Israël. Ils s'inscrivent dans toute une culture du Proche-Orient ancien. Depuis des siècles, on raconte en Mésopotamie des mythes qui vont d'une création à un déluge¹. La Genèse se glisse dans ce modèle narratif, mais elle l'emprunte et le déplace pour y introduire ses propres questions. Les mythes bibliques, comme tous les mythes, sont profondément liés à l'expérience du monde et de la condition humaine de ceux qui les écrivent. Ils visent à répondre aux questions fondamentales que les humains se posent : « Comment se fait-il que notre monde est comme il est, que notre condition humaine est comme elle est ? » Le récit de ce qui s'est passé « au commencement » a pour fonction de l'expliquer. Les mythes babyloniens, les cousins aînés des mythes bibliques, s'interrogent sur la condition mortelle de l'humain. Pourquoi meurt-on ? Voilà la grande question qui met en route Gilgamesh, le roi d'Uruk, vers Utanapishtim, le Noé mésopotamien. Cet homme, qui a survécu au déluge, a reçu des dieux un statut d'immortel. Mais il est le seul. Pourquoi Gilgamesh doit-il mourir ? Pourquoi mourrons-nous ? Nous sommes mortels, raconte l'épopée, parce que Gilgamesh, qui avait trouvé une plante de vie, l'a perdue. Elle lui a été volée par... un serpent. Une plante de vie, un serpent qui s'en prend à elle. Le serpent, ici, est une figure qui fait signe vers la question fondamentale qui porte le mythe ; il est une sorte de problématisation narrative, si l'on peut dire, de la question de la mortalité.

La Genèse reprend le schéma narratif mésopotamien, elle en reprend des motifs, mais c'est une autre question qu'elle met au centre. À côté de l'arbre de vie se trouve un autre arbre, un arbre qui n'apparaît pas dans d'autres mythes, une particularité biblique : l'arbre de la connaissance du bien et du mal (Gn 2,9), autrement dit, l'arbre de l'éthique. La spécificité biblique, par rapport aux mythes dont elle s'inspire, consiste à mettre la question éthique, celle de l'agir juste, au centre de sa réflexion sur la condition humaine. Et c'est le respect de l'arbre de l'éthique qui garantit l'accès à l'arbre de la vie (Gn 2,16-17) ; autrement dit, c'est l'agir juste qui est le chemin de la vie.

¹ Les deux mythes principaux sont l'*Atra Asis* ou *Poème du Super Sage* et l'*Épopée de Gilgamesh*. Ils sont publiés dans les ouvrages suivants : Bottéro, J. Kramer, S. N., *Lorsque les dieux faisaient l'homme : mythologie mésopotamienne*, Paris, Gallimard, 1989 (Bibliothèque des histoires) ; L'*Épopée de Gilgamesh, Le grand homme qui ne voulait pas mourir*, Traduit de l'akkadien et présenté par Jean Bottéro, Paris, Gallimard, 1992 ; Seux, M. J., *La création et le déluge d'après les textes du Proche-Orient ancien*, Paris, Cerf, 1988 (Supplément au Cahier Évangile 64). Ce dernier titre présente un ensemble de morceaux choisis.

On le sait, la collusion d'Adam et d'Ève avec le serpent menteur déclenche un processus de défiance, de jalousie et de violence qui va croissant. Le récit raconte comment la multiplication des humains sur la terre va de pair avec une multiplication de la violence. À tel point qu'après plusieurs générations, lorsque Dieu regarde sa création, il voit le strict inverse de ce qu'il a créé. Le récit de la création (Gn 1,1-2,4) est ponctué du refrain : « Et Dieu vit que cela était bon. » Il s'achève par l'invitation faite aux humains de se multiplier sur la terre (Gn 1,28). Mais voilà que, quelques générations plus tard, le constat est là : « Le Seigneur vit que le mal de l'homme se multipliait sur la terre » (Gn 6,5). Le texte insiste sur le renversement. Si l'on traduit littéralement, on lit d'abord dans le récit de création « Dieu vit que bon » et quelques chapitres plus tard « Dieu vit que mal de l'homme ». Et ce constat l'incite à détruire cette création gangrenée par le mal. Encore une fois, les premiers chapitres de la Genèse ne sont pas un récit historique, mais une sorte de théodicée narrative qui progresse étape par étape.

On ne peut comprendre le sens du mythe avant de l'avoir lu jusqu'au bout et, au point où nous en sommes, il s'agit d'affirmer que Dieu ne soutient pas le mal, il n'en est pas complice, ce n'est pas ce qu'il veut pour l'homme. Et il énonce sa décision de mettre fin à sa création dans laquelle le mal domine (Gn 6,7.13). Mais, immédiatement après, surprise ! « Mais Noé avait trouvé grâce aux yeux du Seigneur [...] : Noé, était un homme juste, intègre au milieu des générations de son temps. Il suivait les voies de Dieu » (Gn 6,8-9). Ainsi, il restait un juste, un seul, qui avait résisté au flot de la violence générale. Et, autre surprise, Dieu a l'œil assez fin pour distinguer le seul qui reste au milieu de l'océan du mal. Et c'est parce que Noé est resté juste que Dieu remet toutes les créatures à sa garde. Il faudrait regarder le détail des ordres que Dieu donne à Noé pour bâtir l'arche, la faire bien étanche, emmagasiner assez de nourriture (Gn 6,14-16.18-21). Tout le récit témoigne de son souci qu'elle soit suffisamment sûre pour traverser le déluge et permettre que toute la création redémarre. Car tel est son objectif : faire repartir la création, au-delà du déluge de violence.

Le déluge est un mythe pour aujourd'hui : il ne fait pas le portrait d'un Dieu versatile et destructeur, comme on peut l'avoir pensé. Il raconte plutôt comment Dieu confie tout le créé aux mains du juste. L'arche est la bouleversante image d'une petite création en modèle réduit ballottée dans les déluges, les tempêtes du mal et de l'injustice. Mais elle traverse, car un juste est à la barre. Le seul qui restait et cela a suffi. Tenir à la justice, pratiquer la justice, un défi sans doute ; une décision, c'est sûr. Et une manière de construire l'avenir, la première, la plus fondamentale dans la compréhension que les auteurs de la Genèse ont de l'humain et de leur vie avec Dieu.

Les paraboles du règne de Dieu, accueillir dans le quotidien la présence agissante de Dieu

Sans transition, je fais un bon jusqu'au Nouveau Testament pour ouvrir une nouvelle piste d'avenir. Elle pourrait être ainsi formulée : accueillir aujourd'hui, dans le plus quotidien, la présence agissante de Dieu. Cette présence active, secrète, a un nom : c'est ce que les évangélistes appellent « le Royaume » ou « le règne de Dieu ». Il est la bonne nouvelle qui retentit sur les lèvres de Jean-Baptiste au début de l'Évangile : « Le règne de Dieu est tout proche, convertissez-vous » (Mt 3,1-2). Mais il faut aussi écouter le dialogue de Jésus avec les Pharisiens. Ils demandent : « Quand donc vient le règne de Dieu ? » Jésus répond : « Le règne de Dieu ne vient pas comme un fait observable. On ne dira pas : " le voici " ou " le voilà ". Car le règne de Dieu est au milieu de vous » (Luc 17,21). Mais qu'est-ce que ce règne de Dieu ? Vous l'avez entendu, pas de définition, sinon négative : il ne se rend pas présent comme un fait observable. Mais il est une présence affirmée et promise « au milieu de vous » ; il est là déjà dans notre monde, ce matin, ici même. Il est le mystère de Dieu parmi les hommes, c'est-à-dire non pas une énigme, mais une réalité qui ne peut être définitivement saisie parce qu'elle déborde toujours nos compréhensions, nos imaginations.

Pas de définition, donc. Pour en parler, Jésus préfère les paraboles. Le règne de Dieu est comme un filet de pêcheur (Mt 13,47-50), comme une femme qui enfouit du levain dans la pâte (Mt 13,33), comme un trésor caché dans un champ (Mt 13,44), comme une perle fine (Mt 13,45). Toute une série de paraboles parle de graines. Il y a le semeur dont les graines tombent sur des terrains différents (Mt 13,3-23), celui dont les semailles poussent même pendant qu'il dort (Mc 4,26-29), celui qui découvre que de l'ivraie a été semée dans son champ (Mt 13,24-30). Je pense aussi à la plus petite des graines, celle qui donne l'arbre le plus grand où s'abritent les oiseaux (Mt 13,31-32). Jésus affectionne les végétaux, il les prend souvent en exemple, et les graines en particulier.

Lorsque nous lisons ces textes, nous les Occidentaux du *xxi*^e siècle, majoritairement citadins, il ne nous saute plus forcément aux yeux que pour évoquer le mystère de Dieu, Jésus parle à ses contemporains de leur travail, de ce qui les occupe au quotidien : pêcher, boulanger, travailler dur pour faire sortir d'une terre peu irriguée le pain qui les nourrira. Il désigne le plus quotidien comme le lieu de la présence de Dieu et d'une présence dynamique qui se déploie dans le travail et grâce à lui. En mettant en scène le quotidien, la parabole invite à déplacer le regard, à voir s'ouvrir de nouvelles dimensions. Les paraboles disent quelque chose du mystère de Dieu, mais aussi des attitudes intérieures qui permettent de l'accueillir : écoute, discernement, choix déterminé, patience, etc. Ces attitudes, à vivre au présent, préparent l'avenir ; à travers elles, il germe et grandit.

Arrêtons-nous un peu plus sur les paraboles qui parlent de graines. Leurs accents particuliers sont puissamment théologiques. J'en relève quelques-uns. Plus que les autres me semble-t-il, les paraboles des graines qui germent et portent fruits mettent en valeur la puissance de Dieu à l'œuvre. Elles la déterminent d'abord : cette puissance est une puissance de vie, elle est forte. L'homme peut préparer les conditions les plus favorables à son développement – comme on prépare la terre – mais elle se développe très bien d'elle-même, que l'homme dorme ou qu'il veille (Mc 4,26-29). La graine parle aussi du mystère de cette croissance et du discernement qu'elle requiert de la part de l'humain. Il faut la germination secrète, cachée au cœur de la terre pour que la plante se développe. Et c'est à ce qu'elle donne, à ses fruits, que cette puissance de vie se fait reconnaître. Enfin les paraboles des graines suggèrent la finalité de la présence de Dieu dans le monde : elle est puissance de vie qui se développe au bénéfice de tous, qui donne au centuple et appelle au partage. Comme la plus petite graine devient l'arbre le plus hospitalier, comme le grain qui meurt donne un fruit abondant, un pain à partager.

Les paraboles ne sont pas les seuls lieux où Jésus parle des végétaux : figuiers, lys des champs sont pris en exemple pour dire quelque chose de Dieu ou comme modèle pour les humains. Rappelons-nous que le monde de Jésus est un monde agricole. La présence des végétaux dans le discours n'est ni bucolique ni décorative. Elle est plutôt l'expression d'une sagesse séculaire, la sagesse de ceux qui sont familiers de la terre, de ses rythmes, de sa fécondité. Elle nous invite à changer notre regard sur les créatures non humaines avec lesquelles nous partageons le monde. À quelle sagesse, à quelles découvertes de Dieu, de nous-même, nous conduit l'attention aux arbres, aux fleurs, aux bourgeons, aux fruits ? En les regardant, le Christ a reconnu quelque chose de son propre destin. Au seuil de la Passion, c'est à la graine qui tombe en terre et qui meurt pour porter du fruit qu'il confie d'exprimer ce qu'il va vivre, le sens qu'il donne à son assassinat (Jn 12,24). Et après la stupeur de la Résurrection, quand les mots manquent pour rendre compte de la foi nouvelle, c'est aux graines que Paul recourt pour enseigner les Corinthiens : « Mais, dira-t-on, comment les morts ressuscitent-ils ? Avec quels corps reviennent-ils ? Insensé ! Toi, ce que tu sèmes ne prend vie qu'à condition de mourir. Et ce que tu sèmes n'est pas la plante qui doit naître, mais un grain nu, de blé ou d'autre chose. Puis Dieu lui donne corps, comme il le veut, et à chaque semence de façon particulière » (1 Co 15,35-38). Ainsi, pour dire le plus aigu, le plus inouï de la foi chrétienne, c'est à la considération du plus quotidien que Jésus et Paul renvoient leurs contemporains. Et dans ce quotidien du travail, de la production, la terre tient une place particulière. Il y a là beaucoup à apprendre, me semble-t-il, beaucoup à observer, à méditer pour traverser les crises où nous sommes. Et la crise environnementale vient nous rappeler à quel point nous sommes, comme les anciens, vitalement liés à la terre.

Espérer contre toute espérance (Rm 4,18)

Vous connaissez la phrase attribuée à Marc Twain : « Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait. » Ce pourrait être une belle formule pour dire l'engagement des chrétiens, à ceci près que les chrétiens savent qu'ils sont témoins d'un impossible. Je vais directement aux dernières pages de la Bible. Le livre de l'Apocalypse est tout un monde à lui seul. C'est un livre qui parle en symboles des crises de l'histoire, d'une humanité prise dans un combat avec le mal. Il faudrait prendre le temps de le lire avec attention. Je vais ici très vite et directement à la fin du livre. Celui qui parle est un visionnaire : « Alors je vis un ciel nouveau et une terre nouvelle, car le premier ciel et la première terre ont disparu et la mer n'est plus. Et la cité sainte, la Jérusalem nouvelle, je la vis qui descendait du ciel d'auprès de Dieu, comme une épouse qui s'est parée pour son époux. Et j'entendis, venant du trône, une voix forte qui disait : " Voici la demeure de Dieu avec les hommes. Il demeurera avec eux. Ils seront ses peuples et lui sera le Dieu qui est avec eux. Il essuiera toutes larmes de leurs yeux. La mort ne sera plus." » (Apo 21,1-4). Ce magnifique texte est en quelque sorte l'horizon des horizons de nos espérances. Il nous parle de l'avenir, d'un avenir de communion avec Dieu et entre nous. Avouons-le, personne ne peut rien dire de la façon dont ceci adviendra. Et il faut sans doute se méfier de ceux qui prétendent en savoir les détails. Mais il est intéressant qu'ici l'Apocalypse envisage un ciel nouveau et une terre nouvelle qui viennent des cieux. Un ciel et une terre nouveaux donnés par Dieu. On se prendrait à en rêver par les temps qui courent. Mais, on l'a bien compris, ce texte ne nous promet pas qu'un environnement neuf, intact, va nous tomber miraculeusement du ciel pour remplacer celui que nous abîmons. Non ! L'auteur de l'Apocalypse joue ici subtilement de rupture et de continuité. Ce qu'il annonce est en rupture avec la condition historique. Ce sera tout autre chose. Mais pour dire ce tout autre chose, il parle de ce que nous connaissons et s'inscrit donc dans une forme de continuité : terre, cieux et une ville – Jérusalem – symbole ici de la communauté humaine réconciliée parce que Dieu habite en son centre. En quelque sorte, cette vision énonce en grand format, à l'échelle du cosmos et de l'histoire, ce qu'est déjà la Résurrection de Jésus : une rupture, une radicale nouveauté en même temps que l'instauration d'une profonde continuité, d'une communion où rien du vivant de nos vies ne sera perdu. Une communion de paix. « La paix soit avec vous », c'est la salutation du Ressuscité (Lc 24,36).

Sans savoir une fois encore comment tout cela adviendra, les chrétiens trouvent là la pierre d'angle de leur espérance. Et ils en sont les porteurs, les témoins dans le monde. Mais attention, ne nous habituons pas trop vite à la résurrection. N'oublions pas que c'est bien un impossible que les chrétiens annoncent et donc un incroyable. Comment un mort peut-il échapper à l'emprise de la mort et renaître à une vie nouvelle ? Comment un tel événement peut-il avoir lieu ? Comment cela peut-il nous arriver ? Le philosophe François Jullien, dans un lumineux petit livre intitulé

Ressources du Christianisme, réfléchit précisément à ce que le christianisme apporte de spécifique. Il le fait en lisant l'Évangile de Jean. Il montre comment le christianisme se distingue par sa capacité à envisager un événement qui ne soit pas enfermé dans sa cause¹. Autrement dit, du radicalement neuf, de l'inédit peuvent survenir. Et cet inédit, ce qui fait événement, l'impossible à vue humaine, s'appelle chez Jean « la vie en surabondance² ». La Résurrection de Jésus en est les prémisses, l'assurance et la promesse. Cet avènement, cette vie donnée au-delà du possible n'est pas au pouvoir des humains, elle se reçoit de Dieu. Et nous ne savons pas à l'avance quelles formes elle pourra prendre. Mais « espérant contre toute espérance » (Rm 4,18) dans le présent et pour l'avenir, nous pouvons cultiver les conditions qui favorisent son accueil. Par la considération du quotidien, par la pratique de la justice, par le soin des hommes et de la terre, par tout ce qui porte la marque de l'amour, nous pouvons en « hâter la venue » (2 P 3,12) et déjà la découvrir à l'œuvre de multiples manières.

MONIQUE BAUJARD³

La boussole est une très belle image pour la foi. Car une boussole, lorsque l'on sait s'en servir, vous rend libre. Libre d'aller et venir, de quitter les sentiers battus et d'explorer des voies nouvelles, car l'on est sûr de ne pas se perdre. Cette liberté, que la foi nous donne, nous permet ainsi de faire preuve d'imagination dans la vie et d'agir dans la société en conformité avec notre foi. La réflexion de l'Église sur les problèmes de société constitue la pensée sociale de l'Église (PSE). Cette pensée sociale est peu connue ou n'est plus connue. Un théologien américain a même dit un jour que la PSE était le secret le mieux gardé du Vatican ! Elle fait pourtant partie de l'ADN des Semaines sociales de France. Pour vous exposer rapidement ce que le vocable PSE recouvre, nous passerons en revue quelques repères historiques et son mode d'élaboration, puis les grands principes qui la guident et, enfin, nous chercherons à définir sa spécificité chrétienne et la façon dont elle peut être un soutien pour « oser rêver l'avenir ».

Au préalable une précision de vocabulaire. Je parle de « pensée sociale » et non de « doctrine sociale ». Les deux expressions sont utilisées, comme d'ailleurs une troisième, « l'enseignement social » de l'Église. Je donne la préférence à « pensée sociale » car la doctrine et l'enseignement évoquent, qu'on le veuille ou non, quelque chose de statique, un savoir transmis en sens unique. Comme nous le verrons, la PSE est bien au contraire une matière vivante et interactive.

¹ François Jullien, *Ressources du christianisme*, Paris, L'Herne, 2018, p. 47-48.

² *Ibidem*, p. 56, 68.

³ Monique Baujard est théologienne.

Quelques repères historiques

Le premier grand texte de la PSE est *Rerum Novarum* (Des choses nouvelles), encyclique du pape Léon XIII en 1891, où il prend la défense des ouvriers. Le texte n'arrive pas à l'improviste.

Une crise sociale qui émeut le pape

L'industrialisation progressive des sociétés occidentales a fait naître une classe ouvrière dont les conditions de vie étaient souvent déplorables. Tout au long du XIX^e siècle, des voix se font entendre dans l'Église pour protester contre l'injustice et la pauvreté grandissantes. Plusieurs évêques se prononcent, en Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis, ainsi que le futur Léon XIII quand il n'est encore qu'évêque de Pérouse. En France, l'industriel Léon Harmel, précurseur dans le domaine des réformes sociales, va organiser des pèlerinages à Rome pour des centaines d'ouvriers qui rencontrent le pape. Léon XIII entendra « le cri des pauvres » et aura le courage de se prononcer clairement sur la condition ouvrière, en exigeant à la fois un juste salaire qui permette à l'ouvrier de vivre et de faire vivre sa famille, mais plaidant aussi pour l'accès à la propriété privée pour les ouvriers, pour l'existence de corporations qui puissent défendre leurs intérêts et pour une intervention de l'État dans le sens du bien commun. S'y ajoutaient une claire condamnation du socialisme et la proposition d'une alternative chrétienne pour établir la paix et l'amour fraternel entre les hommes. Ce texte fera date. Non pas que tous l'aient applaudi, mais la voix du pape, qui prenait la défense des pauvres et de la justice sociale, a été écoutée. À partir de là, le courant chrétien social et, en France, le catholicisme social vont se développer. C'est ainsi que naissent en France les Semaines sociales en 1904, à l'initiative de deux laïcs chrétiens, le Lyonnais Marius Gonin et le Lillois Adéodat Boissard. Des organisations semblables voient le jour dans nos pays voisins : 1906 en Espagne, 1907 en Italie, 1908 en Belgique.

Une responsabilité sociale pour les catholiques

Être catholique, c'est donc plus qu'aller à la messe, plus aussi que veiller à son comportement personnel. Cela implique une responsabilité pour la marche de la société, une obligation d'agir pour la justice sociale, d'œuvrer pour faire advenir une société meilleure. Chaque fois qu'il y a des grands changements dans la société, des crises sociales, économiques ou politiques de grande ampleur, les papes vont prendre la parole. Non pas de façon abstraite, mais en analysant concrètement la situation du monde, en pointant les dysfonctionnements et les points de progrès possibles. Ainsi, si l'on passe en revue rapidement quelques-uns des très grands textes, vous trouvez :

- *Quadragesimo anno* de Pie XI, en 1931, dans le contexte de la grande crise économique de 1929 et de la montée des fascismes ;

- *Pacem in terris* de Jean XXIII, en 1963, dans le contexte de la guerre froide ;
- *Populorum progressio* de Paul VI, en 1967, dans le contexte du développement des pays après la décolonisation ;
- *Centesimus annus* de Jean Paul II, en 1991, une de ses nombreuses encycliques sociales, dans le contexte de la chute du mur de Berlin ;
- *Caritas in veritate* de Benoît XVI, en 2009, dans le contexte de la mondialisation ;
- *Laudato si'* de François, en 2015, dans le contexte de la crise écologique.

Cette liste est illustrative et non pas exhaustive. Pour une vue d'ensemble et une analyse des textes relevant de la pensée sociale de l'Église, il suffit de consulter le site du CERAS (www.doctrine-sociale-catholique.fr). Les textes n'émanent d'ailleurs pas seulement de Rome, les évêchés locaux interviennent aussi. En France, par exemple, la Cerf a publié, en 2016, « Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique ». *Laudato si'* cite plusieurs textes de conférences épiscopales à travers le monde.

Une réflexion qui part de la réalité

Ce qui caractérise tous ces textes, c'est qu'ils ne délivrent pas un discours théorique et abstrait, mais qu'ils partent d'une analyse de la situation concrète ou, pour reprendre une terminologie catholique, par un discernement des signes des temps. Au préalable, il y a eu donc bien une écoute du monde, du cri des pauvres, des opprimés ou, plus récemment, du cri de la terre. Une écoute aussi de l'Esprit Saint qui nous dit que Dieu reste présent dans ce monde. À partir de là, l'Église, par la voix du Magistère, propose son analyse. Elle le fait dans le style de chaque époque. Jusque dans les années 1960, les textes sont teintés d'un grand paternalisme qui s'estompe par la suite. Ils sont teintés aussi par un complexe de supériorité d'une Église qui sait ce qui est bon pour l'humanité et qui se croit à l'abri des maux qui la traversent. Il importe donc de resituer chaque encyclique dans son contexte historique pour en mesurer la portée. C'est le reproche qui a été fait au Compendium de la doctrine sociale, document publié par le Vatican en 2005. Celui-ci synthétise, certes de façon intéressante, les positions du Magistère, mais au risque, justement, de réduire la PSE à un enseignement abstrait. Car l'intérêt de ces textes est qu'ils soient ensuite travaillés par la société, catholiques ou non. Cela a été le mérite de *Rerum Novarum* ou *Quadragesimo anno*, mais c'est aussi aujourd'hui le cas de textes comme *Laudato si'*. Et l'écho du travail fait dans la société, des difficultés rencontrées comme des joies expérimentées, remontera tôt ou tard au Magistère. En ce sens, la pensée sociale est le seul domaine où l'Église a déjà une certaine expérience synodale, car c'est le Peuple de Dieu tout entier qui est invité à participer à son élaboration. Tout part de la vie en société, passe par le discernement des fidèles, remonte au Magistère, revient sous forme d'analyse et de préconisations et est retravaillé sur le terrain.

L'Église le fait pour les questions sociales. Elle ne l'a malheureusement pas fait pour la morale personnelle ni pour le droit canonique. Mais c'est un autre débat !

Les grands principes de la PSE

Après avoir vu comment elle s'élabore, il convient maintenant de s'attarder un instant sur le contenu de cette pensée sociale. Elle est structurée par quelques grands principes qui reviennent fréquemment dans les différents textes.

Le respect de la personne et du bien commun

Les deux principes de bases sont le respect de la dignité humaine et le respect du bien commun. Il faut les tenir ensemble, la PSE est bien évidemment basée sur l'anthropologie chrétienne qui voit l'homme comme un être relationnel, donc une personne qui vit en société. Le respect de la personne ne peut donc être séparé du respect du bien commun. Encore faut-il savoir ce que recouvrent ces notions.

Le respect de la dignité humaine comprend le respect de tout homme et de tout l'homme (*Populorum progressio* 14). Cela veut dire le respect de tout être humain quel qu'il soit, mais aussi le respect de l'être humain dans toutes ses dimensions. Respecter la dignité humaine implique de ne pas réduire l'homme à une fonctionnalité (consommateur, producteur, géniteur, etc.) mais de le respecter dans ses dimensions physiques, psychiques, matérielles, spirituelles, etc.

Le respect du bien commun demande de prendre en considération l'ensemble des conditions de vie d'une société donnée. Le bien commun n'est pas la somme des intérêts personnels, c'est le bien de « nous tous ». Il a été défini par Jean XXIII comme « l'ensemble des conditions sociales permettant à la personne d'atteindre mieux et plus facilement son plein épanouissement » (*Mater et magistra* 65 ; voir pour une définition proche *Gaudium et spes* 26). Il comprend ainsi à la fois l'accès à l'eau, à la nourriture, aux soins de santé, à l'éducation, au travail, à un logement décent, à la culture, à la religion, etc. Les analyses se font localement, mais nous avons à tenir compte du bien commun mondial. Nous trouvons une déclinaison laïque de ces conditions dans les ODD (Objectifs du développement durable) de l'ONU.

Les autres principes directeurs de la PSE

Si le respect de la dignité humaine et le respect du bien commun forment pour ainsi dire les deux piliers qui soutiennent tout l'édifice de la PSE, il est possible de rajouter sur chaque pilier un chapiteau.

Sur le pilier de la dignité humaine, il est possible d'ajouter le principe de la subsidiarité, développé par *Quadragesimo anno*. Il s'agit à la fois d'un principe politique qui veut que ce que peut faire l'échelon inférieur (par exemple, la commune) ne doit pas être fait par l'échelon supérieur (par exemple, l'État). L'Europe s'est approprié ce principe. Mais cela implique aussi de donner à chacun les moyens d'agir à son

niveau et de ne pas le faire à sa place. C'est par exemple tout le changement qu'a opéré le Secours catholique pour passer d'une conception de la charité dont les pauvres ne seraient que l'objet, à une action qui aide les personnes en grande précarité à devenir des acteurs de leur vie. C'est donc un vrai enjeu de dignité humaine qui se joue aussi dans le cadre de l'aide au développement. Le pendant du principe de subsidiarité est le principe de la participation. Chacun doit contribuer au bien commun à mesure de ses capacités. La position du simple spectateur n'est pas prévue.

Sur le pilier du bien commun, le chapiteau s'appelle le principe de la solidarité. La solidarité n'est pas, comme a pu le préciser Jean Paul II, « un sentiment de compassion vague ou d'attendrissement superficiel pour les maux subis par tant de personnes proches ou lointaines. Au contraire, c'est la détermination ferme et persévérante de travailler pour le bien commun, c'est-à-dire pour le bien de tous et de chacun parce que, tous, nous sommes vraiment responsables de tous » (*Sollicitudo rei socialis* 38).

Et sur ces deux chapiteaux, d'autres principes sont encore venus se greffer. Le respect du bien commun et le principe de solidarité se prolongent dans le principe de la destination universelle des biens de la terre. *Rerum novarum* affirme déjà que « Dieu a donné la terre au genre humain ». Le Concile Vatican II (*Gaudium et spes* 69) l'affirme clairement : « Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples, en sorte que les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon la règle de la justice, inséparable de la charité. » Jean Paul II présente comme « principe caractéristique de la doctrine sociale chrétienne » la conviction que « les biens de ce monde sont à l'origine destinés à tous » (*Sollicitudo rei socialis* 42). Ce principe ne s'oppose pas à la propriété privée mais estime, pour citer à nouveau Jean Paul II, que sur toute propriété privée « repose une hypothèque sociale » (*idem*). Paul VI a pris soin de montrer qu'il ne s'agissait pas d'une nouveauté mais, au contraire, d'un principe ancré dans la tradition la plus ancienne de l'Église en citant Saint Ambroise : « Ce n'est pas de ton bien que tu fais largesse au pauvre ; tu lui rends ce qui lui appartient. Car ce qui est donné en commun pour l'usage de tous, voilà ce que tu t'arroges. La terre est donnée à tout le monde, et pas seulement aux riches » (*Populorum progressio* 23). Ce principe a été largement repris par François dans *Laudato si'*.

Enfin, relevant tant du respect de la dignité humaine que du respect du bien commun, il y a le principe de l'option préférentielle pour les pauvres. C'est à la fois le point ultime du respect de la dignité humaine, qui s'applique aux plus démunis comme à tous les autres, et c'est une exigence du bien commun car même les plus démunis doivent pouvoir trouver leur place dans la société et y contribuer. C'est aussi un critère de vérification du degré de justice sociale dans une société donnée : la façon dont sont traitées les personnes les plus démunies dit combien le respect de la dignité humaine et du bien commun importent aux yeux de cette société. C'est un

critère qui oblige à une attitude autocritique car toute société connaît des exclusions et des pauvretés et il n'est donc jamais possible pour un chrétien de s'endormir en pensant que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

L'ensemble de ces principes forme comme une grille de lecture de la réalité sociale. Si la foi nous sert de boussole, la PSE est un outil qui nous permet de cartographier la société dans laquelle nous vivons, d'y repérer les reliefs, les vallées sombres, les courants, etc. La PSE est-elle seulement un outil ? Et en quoi est-elle si spécifiquement chrétienne ? C'est un dernier point qu'il faut aborder.

La spécificité chrétienne de la PSE

Nous avons vu que la PSE est l'affaire de tous, nous avons vu ses grands principes, mais l'on pourra objecter que tous les humains de bonne volonté cherchent à améliorer la vie des plus pauvres, se battent pour plus de justice sociale et qu'il n'est pas besoin d'être chrétien pour s'engager dans la société. C'est vrai. Y a-t-il une spécificité chrétienne dans notre volonté de nous engager pour un monde meilleur ? La PSE est-elle chrétienne parce que les papes écrivent des encycliques ? Il me semble que la spécificité de la PSE et la raison pour laquelle elle peut nous aider à « oser rêver l'avenir » viennent du fait que notre foi nous donne accès à un autre cadre de référence. C'est là où se situe le lien intime entre la Bible et la PSE. Si la Parole de Dieu est notre compagne de voyage (comme le pape François nous y invite dans *Amoris laetitia* 22), si nous nous imprégnons de l'attitude du Christ, nous porterons un autre regard sur la réalité qui nous entoure. Nous serons capables de détecter d'infimes étincelles de lumière dans une réalité sombre, de ne pas nous laisser décourager par les inévitables échecs, d'affronter les difficultés de la vie, d'imaginer de nouveaux chemins et d'avoir le courage de les emprunter. La PSE fait appel à cette capacité imaginative qui caractérise l'homme.

La Bible nous fournit un autre cadre de référence (pour la notion du temps, les échecs, les trahisons, etc.) qui permet à l'homme d'avoir une capacité imaginative pour « oser rêver l'avenir ». Le mot « rêver » peut faire croire que les chrétiens ne sont que des doux rêveurs. Un reproche qui nous est fait assez souvent et parfois à juste titre. L'Église a pu faire preuve de naïveté, d'irénisme aussi. Le récent rapport de la CIASE vient nous rappeler qu'il ne suffit pas d'invoquer l'Évangile pour régler par miracle tous les problèmes. La répartition et l'exercice du pouvoir au sein de l'Église sont aujourd'hui clairement mis en cause. La PSE parle souvent du pouvoir, dans la sphère politique ou économique. Mais l'Église ne semble pas avoir pensé qu'elle devrait appliquer la PSE aussi en interne. Il y va pourtant de sa crédibilité.

Ensuite, il faut « oser » rêver l'avenir et donc user de cette capacité imaginative. Nous pouvons le faire si nous vivons dans la confiance que Dieu non seulement n'abandonne jamais ce monde mais y reste présent, que l'Esprit Saint est à l'œuvre, d'une façon qui nous échappe et qui peut nous surprendre. Cette belle confiance que

le pape Jean XXIII a professée au moment de lancer l'idée du Concile Vatican II (*Humanae salutis* 4), affirmant qu'au milieu des ténèbres épaisses qui entourent le monde, il était possible de distinguer de nombreux signes qui semblent annoncer des temps meilleurs pour l'Église et le genre humain. Parce que la Bible nous apprend que l'imprévu de Dieu peut toujours surgir dans l'histoire, nous pouvons « oser rêver l'avenir » et la PSE fournit alors les repères pour inscrire ce rêve dans la réalité.

Débat

PHILIPPINE DE SAINT-PIERRE : On accuse parfois l'Église de manquer de réalisme. Vous avez dit que l'intérêt de ces textes est de nous donner une matière, travaillée ensuite dans la société. Est-ce réellement le cas ? Que peut-on faire pour s'assurer que cette matière soit saisie non seulement par les chrétiens mais aussi par d'autres ?

MONIQUE BAUJARD : Si, en 2015, le pape a publié *Laudato si'* – texte qui était peut-être en gestation –, c'est parce que la demande lui en a été faite, que des gens lui ont fait savoir qu'ils avaient besoin d'un texte du Magistère avant la grande réunion de l'ONU où seraient débattus les objectifs du développement durable. Le pape réagit à la demande de la société, puis ce texte abouti est travaillé hors des cercles catholiques. Des écologistes m'ont expliqué qu'ils pouvaient travailler avec ce texte parce que le pape se met à hauteur d'homme. Il dit simplement : « Nous avons un problème et voilà ce que je peux apporter, à partir de ma tradition, comme éléments de discussion », ce qui est un changement notable par rapport à des textes antérieurs. C'est en acceptant ce mode d'intervention qu'on peut davantage faire travailler des gens qui ne sont pas dans le giron catholique.

TABLE DES QUESTIONS : *Les paraboles évoquent des graines qui germent pendant la vie des cultivateurs. Y a-t-il des perspectives bibliques pour l'évolution des graines que nous semons, mais qui, peut-être, ne germeront que pour les générations futures ?*

BÉATRICE OIRY : Pensez-vous que le Christ, en parlant de sa mort comme d'une graine qui tombe en terre et qui doit mourir pour porter fruit, savait que vingt et un siècles plus tard, nous serions là à lire sa parole et à l'écouter ? Le propre du semeur, nous dit la parabole, est de semer généreusement, gratuitement sans savoir quelle sera la fécondité du fruit. Les textes bibliques ont été écrits sur une très longue période, le livre d'Isaïe sur quatre siècles, et c'est bien parce que la parole du vieil Isaïe est apparue au VI^e siècle, au V^e, au IV^e, comme une parole pour aujourd'hui, comme une graine pour l'avenir, qu'on l'a réécrite et mise sous le nom de vieil Isaïe du VIII^e siècle. La transmission même des textes bibliques, le fait qu'on les garde précieusement, peuvent évoquer ces graines qui poussent pour l'avenir.

– *Comment trouver l'équilibre entre la propriété privée et la destination universelle des biens préconisée par la PSE ?*

MONIQUE BAUJARD : Les papes ont toujours défendu la propriété privée, considérée comme une assurance sur l'avenir, et cela n'a jamais été contesté. Jean-Paul II l'a précisé dans *Sollicitudo rei socialis* : sur la propriété privée repose une hypothèque sociale, c'est-à-dire que nous avons une responsabilité à l'égard des biens que nous détenons, de la façon dont nous les utilisons.

– *Vous avez insisté sur Laudato si' comme exemple d'un texte chrétien suscitant l'intérêt au-delà du cercle catholique et même un travail par des non-chrétiens. N'est-ce pas une exception ? Avez-vous d'autres exemples ?*

MONIQUE BAUJARD : *Rerum novarum* a eu un retentissement très large en son temps, mais la société était alors plus catholique qu'aujourd'hui. C'est un texte auquel des syndicats ont pu se référer. Le texte de *Fratelli Tutti* est plus difficile d'accès, car il comporte beaucoup de citations, le pape s'étant beaucoup exprimé sur la fraternité. *Laudato si'* répond à une préoccupation actuelle de la société. Il y a peut-être là une clé pour les prises de parole du Magistère, s'il veut atteindre un public plus large que le cercle catholique.

– *Comment l'Église pourrait-elle prendre plus en compte l'apport des femmes pour avancer ?*

BÉATRICE OIRY : L'enjeu n'est pas simplement de faire davantage de place aux femmes, et en particulier dans les processus de décision. Leur faire davantage de place n'est que justice et il faut le faire. Mais il y a plus. En se privant d'une plus grande « mixité » dans de trop nombreux lieux de décision, l'Église se prive de la richesse propre à ce que produit la rencontre des hommes et des femmes. L'image de Dieu, c'est homme et femme ensemble, dit la première page de la Genèse. Et il y a plus de vie, plus de joie et de créativité quand hommes et femmes sont ensemble. Et c'est malheureusement de cette richesse que l'Église se prive en écartant les femmes de bien des lieux de décisions, car dans la façon dont elle est organisée, ces lieux de décisions sont occupés trop souvent par les seuls clercs. Il faut cependant remarquer que sur le terrain, au niveau des paroisses, les femmes tiennent une grande place, qu'elles sont présentes dans les EAP, dans des instances diocésaines. Mais leur présence dans les processus de décision est très insuffisante et souvent nulle. C'est dommage pour l'Église tout entière qui se prive non seulement des talents des femmes, mais surtout de la vie qui naît des responsabilités partagées entre hommes et femmes, des paroles échangées entre hommes et femmes.

MONIQUE BAUJARD : Dans l'Église, on vit toujours sur l'héritage de la réforme grégorienne qui a opéré une coupure entre clercs et laïcs. C'est une première cause d'exclusion des femmes, car elles n'ont pas accès aux ministères. Cela s'ajoute au fait que l'Église n'a malheureusement pas su faire triompher la nouveauté de l'Évangile. Le Christ traite les hommes et les femmes de la même façon. L'Église s'est laissée engluer dans le patriarcat qui avait cours dans les sociétés où elle s'est développée.

Sur ce sujet, je vous conseille le dernier livre d'Anne-Marie Pelletier, *L'Église et le féminin*¹, qui décape toutes ces couches de représentations ambiguës et de préjugés culturels. La nouveauté de l'Évangile a encore besoin d'advenir pour qu'hommes et femmes forment ensemble l'Église du Christ.

¹ Salvator, 2021.

Le défi de la conversion écologique

DAMIEN CARÈME

OLIVIER ABEL

DAMIEN CARÈME¹

PHILIPPINE DE SAINT-PIERRE : Comment avez-vous été porté par vos rêves ? Comment se mettre en action ? Comment vous situez-vous dans cette articulation entre écologie naturelle et écologie sociale ?

DAMIEN CARÈME : Je suis originaire de l'est de la France, d'une famille catholique. Mes parents étaient permanents à la JOC, mon père était militant syndical et la question sociale a toujours été très prégnante. Mon père a été maire de Grande-Synthe de 1971 à 1992 dans cette ville ouvrière qui s'était construite très rapidement pour les besoins de l'industrie dans les années 1950. Le petit village de maraîchers est devenu une ville industrielle avec l'implantation d'Usinor en bord de mer pour relancer l'économie du Dunkerquois qui avait souffert pendant la guerre. Il a fallu, pour construire cette usine et y travailler, faire venir beaucoup de gens de l'extérieur : des Polonais qui étaient dans les mines du Pas-de-Calais, des Espagnols, des Portugais, des Africains du Sud. Le village est passé de 1 500 à 25 000 habitants en moins de 20 ans, bâti selon « l'urbanisme en chemin de grue » qui consistait à construire du HLM le long du déplacement de la grue. Mon père s'est trouvé face à des problèmes sociaux liés à l'habitat. Même si cet habitat, tant critiqué aujourd'hui, apportait un vrai progrès social en possédant l'eau courante et les toilettes ; il avait cependant été trop vite et mal construit. Grande-Synthe est donc active dans la politique de la ville

¹ Damien Carême est député européen, Europe Écologie les Verts.

depuis les années 1977-78. Adolescent et jeune adulte, je me suis impliqué dans ces dispositifs parce qu'une difficulté sociale existait. J'ai fait des études d'animateur socio-culturel et mon premier métier fut de travailler dans un foyer de l'Association des paralysés de France, puis près de l'enfance inadaptée.

Ce ne sont pas des rêves que j'avais, mais je cherchais toujours à mettre en œuvre des solutions, avec une forme de pragmatisme, nécessaire à l' élu local. À partir d'un constat, en l' occurrence que 33 % des foyers de la ville vivait sous le seuil de pauvreté et que 28 % de la population était au chômage, nous ne devions pas laisser vivre ces gens dans l' indignité et dans la dépendance de dispositifs sociaux. Or, le maire a beaucoup de prérogatives. Il est vrai que j'ai porté une plainte devant le Conseil d'État contre l'État français pour le « non-respect de ses engagements climatiques » parce qu'il ne faisait pas sa part, mais nous, élus locaux, pouvons agir directement sur le logement, la mobilité, l'éducation, la culture.

À l'échelle de Grande-Synthe, nous avons donc cherché des domaines où nous pouvions intervenir pour améliorer le quotidien des habitants. Je me suis très vite aperçu que ce sont les gens les plus en difficulté qui vivent dans les habitats les plus indignes, mal isolés, de vraies passoires thermiques qui entraînent bronchites et bronchiolites chez les enfants. Ce sont eux qui n'ont accès qu'à la malbouffe et qui souffrent de tous les problèmes environnementaux. Quand on améliore la situation sociale de ces personnes, on améliore aussi la lutte contre le changement climatique, on s'engage là-dessus. Nous sommes passés au 100 % bio dans les cantines scolaires pour préserver la santé des enfants qui nous étaient confiés, ce qui est une importante responsabilité pour nous élus. Le documentaire de Jean-Paul Jaud que j'ai découvert en 2010, *Nos enfants nous accuseront*, a été une révélation. Compte tenu de la judiciarisation de la société, des enfants pourraient porter plainte plus tard en nous reprochant de leur avoir fourni, en connaissance de cause, une alimentation de mauvaise qualité. Il est en effet prouvé que le bio, c'est 25 % de cancers en moins, 42 % des cancers du sein lors de la ménopause en moins. Nous avons aussi lancé des jardins partagés. Quand on travaille sur un domaine, on résout d'autres types de problèmes.

Ce ne sont pas des rêves, mais c'est la question de savoir quelle société je veux pour demain. Comment répondre à une urgence sociale ? C'est très pragmatique et je n'ai rien inventé. Je me suis inspiré de lectures, de rencontres avec des philosophes, des économistes, des fermiers. J'essayais de traduire ce qu'ils me disaient par la mise en œuvre des solutions proposées, au niveau local, qui auront moins d'impact au niveau climatique et répondront à l'urgence sociale des habitants. Même si la ville n'a pas de compétences en matière de logement, c'est elle qui accorde les permis de construire. Donc, quand des terrains se libéraient, pour construire du logement social ou de la construction privée, je comparais les normes environnementales qui étaient respectées et je demandais de pousser le curseur le plus loin possible. Nous avons

commencé les premiers bâtiments basse consommation en 2012, selon la norme qui est devenue nationale en 2020. En conséquence, nous émettons moins de gaz à effet de serre et cela divise par huit la facture énergétique des locataires.

Nous avons travaillé sur l'éclairage public, qui a un impact sur la biodiversité nocturne. Nous avons supprimé presque la moitié des lampadaires de la ville et changé les lampes pour mettre des LED, ce qui permet de baisser à minuit l'intensité de 50 % et à 2 heures du matin de 75 %, sans créer de sentiment d'insécurité. Nous avons économisé 500 000 € la première année sur l'éclairage public que nous avons injectés dans un dispositif national innovant, le minimum social garanti, qui accorde une allocation aux gens vivant sous le seuil de pauvreté pour leur permettre d'atteindre ce seuil de 850 € par mois. C'est un choix, une décision écologique qui se traduit dans les faits par un dispositif social mis en œuvre sur la commune. Si je m'étais représenté en 2020, j'aurais choisi comme programme politique les 17 Objectifs du développement durable des Nations unies, parce que tout figure dans ces objectifs : la préservation de la biodiversité, de l'eau, le partage des richesses, etc.

Je rêve d'une société plus égalitaire, mais cela se travaille aussi par le développement culturel. Tous les spectacles programmés dans la saison culturelle avaient un fond qui interpellait. On pouvait pleurer, rire, mais on ressortait avec quelque chose qui nous restait, qui donnait à réfléchir.

Quand j'ai ouvert le camp de migrants en 2015-16 où nous avons accueilli 2 500 Syriens qui voulaient aller en Angleterre, réalisé avec l'aide de MSF, nous avons dépensé 4 millions d'euros dans une ville pauvre sans provoquer de réactions hostiles de la part de la population, au contraire. Les migrants vivaient dans des conditions horribles, relayées par la presse venue faire des reportages, et les habitants, voyant les conditions de vie de ces gens, nous interpellaient pour intervenir. Cela a été rendu possible par l'action globale que nous avons menée avant qui a permis d'instiller un état d'esprit à Grande Synthe. En effet, personne ne dort dehors dans cette ville depuis des années. Dès que quelqu'un se retrouvait à la rue, nous intervenions aussitôt. Je préside l'Association nationale des villes et territoires accueillants, dont l'objet est l'accueil inconditionnel dans nos villes pour que personne ne dorme dehors et sa mise en œuvre dans nos collectivités.

La place de l'homme au sein de la nature

Il n'y a pas de relation de supériorité à avoir avec la nature : nous sommes interdépendants, et si nous la détruisons, nous nous suicidons. C'est ce qui quintuple notre responsabilité vis-à-vis d'elle et nous oblige à nous en occuper pour qu'elle continue à nous apporter tout ce qu'elle nous offre gracieusement aujourd'hui. On parle de compensation de la nature, en lui donnant un prix, pensant pouvoir compenser en achetant, mais cela n'a aucun sens. Je suis contre ces orientations qui nous conduisent dans le mur. C'est ce qu'on appelle les biens communs, il s'agit de les respecter.

L'articulation entre écologie naturelle et écologie relationnelle ou sociale

Écologie naturelle et écologie relationnelle ou sociale sont elles aussi interdépendantes. L'homme n'est qu'un rouage de cette écologie naturelle. Si on atteint une augmentation de 5 degrés, ce n'est pas la terre qui va disparaître, ce sont les humains. La terre se régénérera, commencera un nouveau cycle et reviendra à son état initial. Nous devons faire preuve d'une grande humilité par rapport à cette planète et à cette écologie naturelle. C'est ce qui devrait nous mouvoir tous, être l'essence de nos choix politiques. C'est pour cela que je me suis battu comme maire et maintenant au Parlement européen. Nous n'avons pas le choix car nous sommes à l'orée de quelque chose d'important et que nous allons tous souffrir. Nous avons pu constater les dégâts de la tempête Alex dans le Sud, à Liège, des incendies au Canada, en Algérie, en Californie. Le problème de l'accès à l'eau en Inde commence à être grave, les trains transportant de l'eau doivent être gardés, sinon ils se font assaillir par des gens qui ont soif. Revenons donc à des choses plus simples et au respect de notre planète en premier lieu.

OLIVIER ABEL¹

PHILIPPINE DE SAINT-PIERRE : Vous êtes fils de pasteur, créateur du fonds Ricœur, investi dans les comités de rédaction de plusieurs revues et chroniqueur régulier de différents journaux, *Libération*, *Réforme* ou *La Croix*. Cela rejoint votre ambition de chercher à ramener les grands mots de la philosophie et de l'éthique dans notre monde ordinaire. Vous dites qu'il faut travailler à la fois la parole et l'action, mais sur un « fond de gratitude, de désœuvrement et d'émerveillement », mots que nous n'associons pas naturellement au sujet qui nous occupe. Vous dites que l'espérance est nécessaire pour nous mouvoir, qu'il est important de changer d'imaginaire, de changer nos attitudes. Le concept de vie bonne change-t-il aujourd'hui ? Comment trouver une voie entre ces deux terribles « théologies » sécularisées, celle qui sacralise la nature et la vie, et celle qui fait de la technique le salut de ceux qui lui sont dévoués ?

OLIVIER ABEL : Je commencerai par un clin d'œil : je participé aux entretiens d'Auxerre, organisés par le cercle Condorcet, dont le thème était « Oser rêver ». Alors que nous sommes dans des temps sombres, nous sommes invités à oser rêver, à oser regarder nos rêves en face, autant que regarder en face nos réalités. Pour agir, il faut bien qu'il y ait un décalage entre la réalité et le rêve, c'est le moteur de l'action et l'émerveillement en fait partie. Le mot qui nous occupe est celui de la conversion écologique. Imaginer une conversion des opinions ne suffit pas. Certaines choses sont inaccessibles à l'argumentation parce qu'il faut changer

¹ Olivier Abel est philosophe, professeur à l'Institut protestant de théologie-Montpellier.

d'imaginaire de la vie bonne. Le cœur de mon propos est la contribution de la parole spirituelle, religieuse, chrétienne, à cette conversion de l'imaginaire de la vie bonne. Ajoutons qu'il s'agit de changer aussi d'habitudes, ce qui est plus difficile encore, d'autant plus qu'elles sont prises dans des habitudes collectives. Il faudrait les changer tous ensemble et en même temps, changer ces co-habitudes.

Pour le dire de manière philosophique, je dirais que nous sommes dans un nouveau paradigme. Nous ne sommes plus des sujets face à des objets, extérieurs au monde face à un monde manipulable, nous sommes des sujets eux-mêmes corporels, vivants, qui appartiennent à un monde plus vaste et cohabitent avec d'autres formes de vie. Notre paradigme est devenu celui de sujets appartenant au monde et interprétant un monde qui est déjà là. Nous sommes des cohabitants, des corps subjectifs, des sujets corporels cohabitant avec d'autres, ce qui entraîne une pluralité de manières d'habiter, de formes de vie, de manières de vivre. Nous devons donc respecter la pluralité non seulement des espèces, mais aussi des cultures, des manières d'habiter le monde. Nous devons sentir les limites, nous sentir parmi les créatures, parmi les autres, ce « parmi » célébré par François d'Assise.

Ce changement de paradigme est délicat. Ces trois derniers siècles, notre imaginaire était celui de l'émancipation, qui reste un combat politique, mais qui ne suffit plus et doit être contrebalancé par un imaginaire de l'interdépendance. Car l'émancipation peut mener à la solitude, et une société dans laquelle on n'a besoin de personne, où chacun prend soin de soi, où on ne doit rien à personne, est une folie dangereuse. Nous ne sommes plus dans une société de servitude volontaire, mais de solitude volontaire. Nous devons compliquer le modèle éthique, social et politique, qui était celui de la modernité, et équilibrer l'émancipation, qui reste nécessaire face à certaines dépendances subies, par l'importance de reconnaître nos interdépendances, par le sens de l'attachement. Il y a là une conversion à faire, car nous étions dans un souci de soi, magnifique par ailleurs, une culture de soi, qu'il nous faut retourner par un travail poétique, imaginaire, artistique. C'est le sens de la prédication chrétienne que de convertir le souci de soi en un souci des autres, du monde, de se vider de ce souci de soi pour retourner ce souci vers les autres.

Hannah Arendt avait une formule magnifique en introduction à *Condition de l'homme moderne* : « Je crains que nous entrions dans un monde où les hommes ne comprennent plus ce qu'ils font », je dirais même « ne sentent pas ». Nous avons des prothèses de l'action gigantesques, nous pouvons agir de plus en plus loin, plus vite, plus fort sur l'ensemble de notre environnement, mais nous n'avons pas une perception à la hauteur de nos moyens d'action. Comment avoir un élargissement poétique de notre capacité de sentir ? C'est là que nous avons besoin des arts, de cette conversion de l'imaginaire qui est en partie la fonction de la prédication elle-même. Nous sommes dans une société de communication, où ce qui compte est de placer des nuages de mots, d'avoir des « éléments de langage ». Mais la prédication,

ce n'est pas des mots séparés, c'est une phrase, un énoncé, un discours, qui porte et entraîne une forme de vie, qui ouvre en nous des possibilités d'action et de sensation, et qui élargit nos capacités de sensation et d'action. Elle a des effets moraux, même quand elle ne fait pas de morale. Ricœur a des phrases très fortes sur le fait que la poétique bouleverse l'imaginaire, l'ensemble des présuppositions admises, alors que la rhétorique change uniquement l'opinion.

Reste un problème difficile, car il est certain que le monothéisme a un rapport ambigu à ces questions et qu'il doit effectuer un véritable travail de déconstruction de ses propres présupposés, qui posent le rapport à un monde qu'il faudrait dominer et gouverner. Descartes pourrait n'être que le prolongement d'une certaine lecture des textes bibliques. Il y a un travail à faire de bouleversement, de déconstruction et de changement de cet imaginaire.

J'en viens ainsi au cœur « théologique » du sujet, qui concerne notre rapport au monde. Nous rencontrons deux tentations aussi dangereuses l'une que l'autre : d'un côté, une tentation de sacraliser le monde tel qu'il est naturellement en disant qu'il est merveilleux et parfait, ce qui n'est pas vrai, car le monde est plein de malheurs et nous nous battons pour compenser et réparer ses injustices, atténuer et protéger les vulnérabilités : nous devons nous méfier de la religion de la Nature et de ce que Hannah Arendt appelait le « triomphe de la Vie ». Mais de l'autre côté, il y a un imaginaire gnostique selon lequel ce monde serait mauvais et condamné à disparaître. Dans le film *Interstellar*, le héros affirme qu'il ne s'agit pas de sauver ce monde, mais de le quitter. Ce motif apocalyptique est aujourd'hui très puissant, et il s'accompagne du rêve d'une technique capable de transgresser notre finitude, de s'emparer de nous et de modeler nos désirs et nos besoins au point de rendre inévitable la fuite vers un grand ailleurs. Mais c'est un rêve dangereux, nous n'avons pas de monde de rechange.

Il nous faudrait retrouver un rapport d'appartenance et de distance au monde plus subtil : un monde à la fois inachevé, dans lequel il faut combattre le mal, mais aussi un monde merveilleux, le lieu aimé de ce que nous pouvons et devons faire. Il nous faut y vivre et y cohabiter. Notre rapport au monde doit être dynamique. Ce qui vient n'est pas la fin du monde, c'est seulement le grand éboulement d'une certaine manière d'être au monde, qui a montré ses limites.

Pour conclure, je dirai qu'il y a un rythme de la vie où, tour à tour, les vivants naissent, croissent, puis décroissent et laissent enfin la place à d'autres vivants. Montaigne disait que tout homme va vers son croît et son décroît. Il faut remettre ce rythme dans notre rapport les uns aux autres, nous les humains, tout comme avec les autres civilisations et, plus globalement encore, avec les autres formes de vie. Il y a un temps pour croître et un temps pour décroître, un temps pour se montrer et un temps pour se retirer et faire place à d'autres, et aussi à soi-même comme un autre. Pensons jusqu'au bout de manière œcuménique, ce qui va avec *oikos*, écologie, avec le fait

que nous sommes condamnés à vivre sur cette petite planète en cohabitant. Il y a une dimension de cohabitation et même d'admiration de la diversité, d'une manière de rendre grâce à Dieu d'exister. Augmenter l'imaginaire, accueillir le bonheur de cette pluralité de formes de vie, de cultures, de langues, de religions, tout cela fait partie de cet imaginaire œcuménique bienveillant, lucide et attentif. Au lieu de chercher aux quatre coins de la planète à réunir la communauté de ceux qui nous ressemblent, nous devons retrouver le plaisir de « faire » avec ceux qui sont juste à côté de nous.

Débat

PHILIPPINE DE SAINT-PIERRE: Damien Carême, en vous écoutant énumérer ce que vous avez déployé, qui paraît logique et simple, on se demande pourquoi tout le monde ne le fait pas. Quels sont les obstacles ?

DAMIEN CARÊME : Il n'y en a pas. Comme nous avons été très médiatisés, j'ai reçu beaucoup de délégations d'élus qui ont essayé d'en juger. Et comme nous sommes dans une agglomération industrielle et que nous recueillons des taxes professionnelles, certains ont pensé que c'était la raison. Mais, si on prend secteur par secteur, on voit que ce n'est pas le cas. Faire de l'alimentation 100 % bio dans les cantines scolaires ne coûte pas plus cher que de faire du normal, surtout quand on implante des maraîchers qui produisent localement et qu'on supprime donc des intermédiaires. Pour transformer l'éclairage public, nous avons fait un emprunt de 3 millions d'euros que nous remboursions par petites mensualités vite compensées par les économies d'énergie. Faire des jardins partagés ne coûte rien. Ce qui coûte cher, c'est la gratuité des transports publics sur l'agglomération, permettant à des gens qui n'ont pas beaucoup de moyens d'avoir de la mobilité, ce qui facilite le lien social dont l'importance est vérifiée, car « ce qui fait notre bonheur est à 30 % le lien social ». Tout est possible, c'est une question de volonté politique, de choix. J'ai pu vérifier que certaines initiatives essaient sur le territoire et noter une prise de conscience des citoyens et citoyennes qui demandent à leurs élus de mettre en œuvre des solutions. Je pense qu'on va y arriver, même si c'est trop lent à mon goût, compte tenu de l'urgence qu'il y a à réparer ce qu'on a mal fait vis-à-vis de la planète et de la société.

Certains combats sont plus compliqués. Olivier Abel parlait de solitude volontaire, mais elle n'est pas volontaire, elle est imposée et entretenue par un ultralibéralisme qui a tout intérêt à rompre le collectif car c'est plus difficile de s'attaquer à un collectif plutôt qu'à des individus. Dans notre société industrielle, on a tout intérêt à casser les syndicats, à diviser les gens entre ceux qui y sont arrivés et ceux qui ne sont rien, ceux qui ont une Rolex et ceux qui n'en ont pas, à asséner de petites phrases

qui individualisent, « il n'y a qu'à traverser la rue pour trouver du boulot ». Il faut redonner du sens au collectif, le construire, ce qui est un combat contre notre société capitaliste d'aujourd'hui.

PHILIPPINE DE SAINT-PIERRE : Olivier Abel, vous nous mettez en garde contre cette tentation de quitter le monde. Or, nous voyons émerger chez des jeunes d'horizons très divers, la conscience qu'en restant dans le fil de la société, il est impossible de changer quoi que ce soit parce qu'elle est structurellement consumériste et individualiste. Ils sont donc tentés de se mettre à l'écart pour créer un écosystème plus cohérent. Que leur dites-vous ?

OLIVIER ABEL : Je leur dis qu'on a déjà essayé. J'avais 15 ans en 68, nous étions tous révoltés et nous avons déjà les mêmes débats. Nous pensions que le capitalisme était blessé à mort, que c'était fini. Et nous nous sommes fait avoir. Nous avons trop divergé, nous demandant s'il fallait rester dans le monde ou en sortir. Certains se sont retirés et d'autres, comme moi, sont restés, croyant que c'était gagné, que nous pouvions agir de l'intérieur. Politiquement, ce qui nous ravage, c'est d'un côté une éthique de conviction, toujours à l'extérieur et toujours plus radicale, mais de moins en moins prise au sérieux par les politiques et, de l'autre, des politiques aux affaires convaincus d'être responsables et sérieux. Cette question est ruineuse. La question écologique doit être mise en tête de nos questions prioritaires, c'est elle qui doit commander. On peut y répondre de manières différentes, mais il faut changer l'ordre de nos questions. J'espère que les nouveaux mouvements qui traversent la jeunesse vont aller dans ce sens, mais je crains qu'ils ne se laissent marginaliser en se laissant radicaliser dans une protestation uniquement extérieure à la société. Or, il nous faut en même temps protester de l'intérieur, participer à tous les efforts pour changer de l'intérieur le système et ses règles.

TABLE DES QUESTIONS : *Vous avez parlé d'absence de hiérarchie entre les hommes et la terre. Mais si l'on s'intéresse à la chaîne alimentaire, l'homme mange le bœuf, mais le bœuf ne mange pas l'homme.*

DAMIEN CARÈME : D'abord il faudrait que l'homme mange moins de bœuf. Mais la chaîne alimentaire est aussi ce qui participe à l'équilibre de la nature et l'homme fait partie de cette chaîne. Dans certains endroits, il y a une surpopulation de sangliers parce qu'on a tué ses prédateurs. La nature s'auto-régule. Cela ne vient pas en opposition au fait qu'il n'y a pas de hiérarchie.

PHILIPPINE DE SAINT-PIERRE : S'il n'y a pas de hiérarchie, cela signifie qu'il n'y a pas de responsabilité particulière.

DAMIEN CARÈME : L'homme a une responsabilité énorme, ce ne sont pas la baleine ni les bœufs qui désorganisent la planète. Si les allergies au lactose se développent, c'est parce que les vaches ne mangent plus d'herbe, mais du soja. L'homme se croit supérieur à la nature et crée des ravages à tous les niveaux.

– *Pour la conduite du changement sur les questions écologiques, nous avons deux leviers : convaincre et réguler. Vaut-il mieux convaincre d'abord pour mieux réguler après ou l'inverse ? Des choix peuvent découler de ce type d'arbitrage. Comment analysez-vous l'équilibre entre les deux, compte tenu de l'urgence ?*

DAMIEN CARÈME : Il faut simplement expliquer la situation et ne pas chercher à convaincre. Regardez ce qui s'est passé lors de la convention citoyenne sur le climat, qui a réuni 150 personnes prises au hasard. Dès la deuxième séance de formation, des gens pleuraient car ils découvraient des choses et demandaient pourquoi on ne les leur avait pas expliquées plus tôt ; ils auraient changé leur vie. À la fin, ils ont soumis 150 solutions que je signe toutes. Il suffit de faire ce travail d'explication, sans besoin d'établir de dictature écologiste, ni d'aucune sorte. Les millions de Français ne sont pas plus bêtes que les 150 citoyens tirés au sort, et quand on fournira les données correctes et qu'on formera la population, la société le demandera elle-même et cela s'auto-régulera, car ce ne sera pas vu comme une contrainte, mais comme une nécessité de s'adapter et d'arrêter les déviations. Qu'on ne nous fasse pas croire que demain nous allons habiter Mars !

OLIVIER ABEL : Je crois à une certaine fonction imaginante du droit, qui dit moins la contrainte que l'idée régulatrice, qui oriente et infléchit nos choix. Cela dit, il ne faut pas être utopique : il y a une sorte de conception idéale des droits dans notre société démocratique qui projette une réalité au-dessus de nos moyens. La démocratie elle-même, c'est très beau, mais si nous sous-traitons nos frontières à des pays non démocratiques, cela signifie que nous ne sommes pas démocrates. C'est ce que nous faisons aussi dans le temps : nous sommes démocrates parce que nous sous-traitons à notre futur de ne pas être démocrates, ce qui est très hypocrite. Il faudrait intégrer dans nos choix démocratiques les contraintes et conséquences globales de tous ces « lointains », dès maintenant.

Nous allons d'ailleurs peut-être être rattrapés par d'autres choses que nous ne prévoyons pas. Nous sommes obnubilés par le climat, mais d'autres problèmes arrivent, comme la rareté de beaucoup de minéraux et de métaux. Or, nous n'avons pas d'observatoire sur la rareté réelle des métaux et minéraux. Total fait une opération gigantesque en Ouganda, très dangereuse pour l'environnement, mais c'est parce qu'il n'y a pas de stratégie globale de l'humanité, pas de droit ni de pacte international. Nous touchons cette limite, et cela peut mener à des guerres. Car nous avons vitalement besoin de ces ressources à cause de nos habitudes, qui sont quasiment des addictions ! Comment va-t-on s'en libérer ? Je ne sais pas.

– *Nous retrouvons les deux tentations que vous avez mentionnées quand on parle de la COP26, à savoir celle de la collapsologie et donc de la désespérance et celle du solutionnisme, où la technique seule apporterait la solution. Comment trouver un juste équilibre entre ces deux extrêmes ?*

OLIVIER ABEL : Les Pères de l'Église, à la fin de l'Empire romain, avaient le même problème, alors que la réalité était bien différente. Certains clamaient que c'était la fin du monde, qu'il fallait se retirer. Dies anachorètes se retiraient effectivement dans des grottes en Cappadoce ou des petits jardins dans le delta du Nil. Mais saint Basile affirmait qu'il fallait revenir ensemble, faire communauté, que ce n'était pas fini. De l'autre côté, il y avait des gens qui pensaient que tout allait bien et qu'au fond l'ordre du monde était parfait. La théologie chrétienne s'est élaborée dans ce contexte de rapport ambigu au monde, et nous pouvons trouver bien des ressources dans cette théologie des Pères grecs, qui est au cœur de la culture chrétienne. Nous commençons la liturgie par la gratitude et l'émerveillement. Il y a ensuite le mal, le mal que nous faisons et que nous confessons, face auquel nous avons une responsabilité et que nous devons combattre. Enfin il y a l'espérance, qui dit à la fois l'ouverture d'un monde inachevé, et l'idée que tout ne peut pas être mon œuvre, que certaines choses ne dépendent pas entièrement de nous. Nous ne pouvons pas tout changer tout seuls, refaire un homme nouveau. Le totalitarisme est une pathologie de l'espérance, qui voudrait nous faire croire qu'on va pouvoir imposer une nouvelle solution totale qui résoudra tous les problèmes. Dans le parcours de la moindre petite liturgie, il y a en abrégé tout ce rapport au monde, plein de dynamique et de capacité de changer le monde, mais de manière modeste, limitée, inachevée.

DAMIEN CARÈME : Parmi ceux qui pensent que la technologie va résoudre les problèmes environnementaux, derrière toutes les solutions préconisées se trouvent des lobbies, capitalistes, ultra-libéraux, qui s'inquiètent pour leurs affaires et veulent trouver une solution qui leur permette de faire du *business as usual*. En parlant de la consommation de viande, la solution serait de se nourrir avec de la viande de synthèse, complètement fabriquée en laboratoire. C'est l'industrie agroalimentaire qui préconise cette solution alors que c'est elle qui possède et encourage les élevages intensifs. Pour les abeilles, pourquoi continue-t-on à répandre du glyphosate ou des pesticides tueurs d'abeilles, alors qu'elles nous rendent des services énormes ? On commence à parler de drones abeilles pour polliniser. Rien ne doit les empêcher de continuer comme avant. Chaque fois qu'une solution technologique est mise en œuvre, c'est pour continuer la consommation, l'extraction de minerais. Des terres rares sont accaparées par des pays comme la Chine. Cette technologie n'a aucun avenir, elle ne sert qu'à éviter de prendre les dispositions maintenant et repousser les vraies décisions à plus tard, alors que ce sera catastrophique.

– *Pourquoi le modèle capitaliste n'est-il pas plus critiqué ? Ou, à l'inverse, comment rendre ce modèle compatible avec la transition écologique ?*

OLIVIER ABEL : Nous vivons dans une sorte de religion néfaste liée à des addictions, dont celle d'acquérir des choses neuves, de sorte que, peu à peu, notre perception s'habitue à ce que tout soit neuf. Nous ne supportons plus que nos bâtiments, nos

objets, nos relations mêmes soient un peu abîmés, un peu fissurés ou défraîchis, nous préférons les jeter, ou remettre à neuf ! Nous devons sortir de ce formatage du sensible et cela concerne le capitalisme. Pourrait-on envisager un capitalisme qui serait moins captif de cette religion du neuf ? Ce ne serait alors probablement plus le capitalisme ! Plus généralement, je pense que la question écologique ne propose pas un modèle alternatif simple : elle ouvre un nouvel espace conflictuel entre des exigences parfois contradictoires qu'il va falloir composer, et ce serait déjà une bonne chose que les citoyens du monde intériorisent la conflictualité entre leur intérêt de long terme et celui de court terme, entre leurs intérêts locaux et l'intérêt général, ou même planétaire. C'est finalement une autre manière d'aborder les questions et de les penser ensemble, d'un point de vue autant économique que politique.

DAMIEN CARÈME : Le libéralisme, l'ultralibéralisme, le capitalisme effréné nous ont conduits à l'état actuel de la société avec ses inégalités de richesse et ses problèmes environnementaux, parce que le capitalisme est une vraie prédation environnementale. Je suis favorable à une régulation beaucoup plus forte, assortie de conditionnalité sociale et environnementale. Sur le plan de relance européen, nous avons essayé de conditionaliser toutes les aides à des impacts sociaux et environnementaux, nous n'y sommes pas arrivés parce que la majorité du parlement est libérale et qu'il ne faut surtout pas mettre de contraintes aux entreprises sur l'utilisation de l'argent public. Nous devons encadrer tout cela avec ces deux boussoles que sont l'environnement et le social, car nous sommes dans une société qui creuse les inégalités et où une grande catégorie de la population est dans un désespoir total, avec une fuite de confiance envers les politiques car les solutions ne sont pas trouvées. Il est urgent de mettre en place une régulation de l'économie.

– Vous n'abordez pas la question du travail.

OLIVIER ABEL : Je pense que l'économie, marxiste ou capitaliste, a mis le travail et la production à la clé de l'économie. Or c'est « l'habiter » qu'il faut mettre à la clé de l'économie, le sujet habitant. Le sujet est inséparable de son habitat, c'est-à-dire de son co-habitat avec d'autres humains et d'autres vivants, car sans lui, il meurt. Le grand économiste de la fin du XIX^e siècle Charles Gide avait proposé de faire des coopératives de consommation et non pas de production. Il nous faut repenser l'économie à partir de la consommation, donc de l'usage du monde et des modalités de l'habiter. Le travail est important, mais nous avons beaucoup sous-estimé le paradigme de l'habiter dans l'économie elle-même. L'économie de la production, elle-même gouvernée par les logiques financières du profit, est comme un parasite. Par elle, les humains sont devenus des prédateurs trop puissants pour le monde dont ils vivent et qu'ils sont en train de tuer, c'est suicidaire. Si, au nom du travail, l'homme suicide son habitat, c'est fini. Il faut remettre l'habitat à la clé de l'économie.

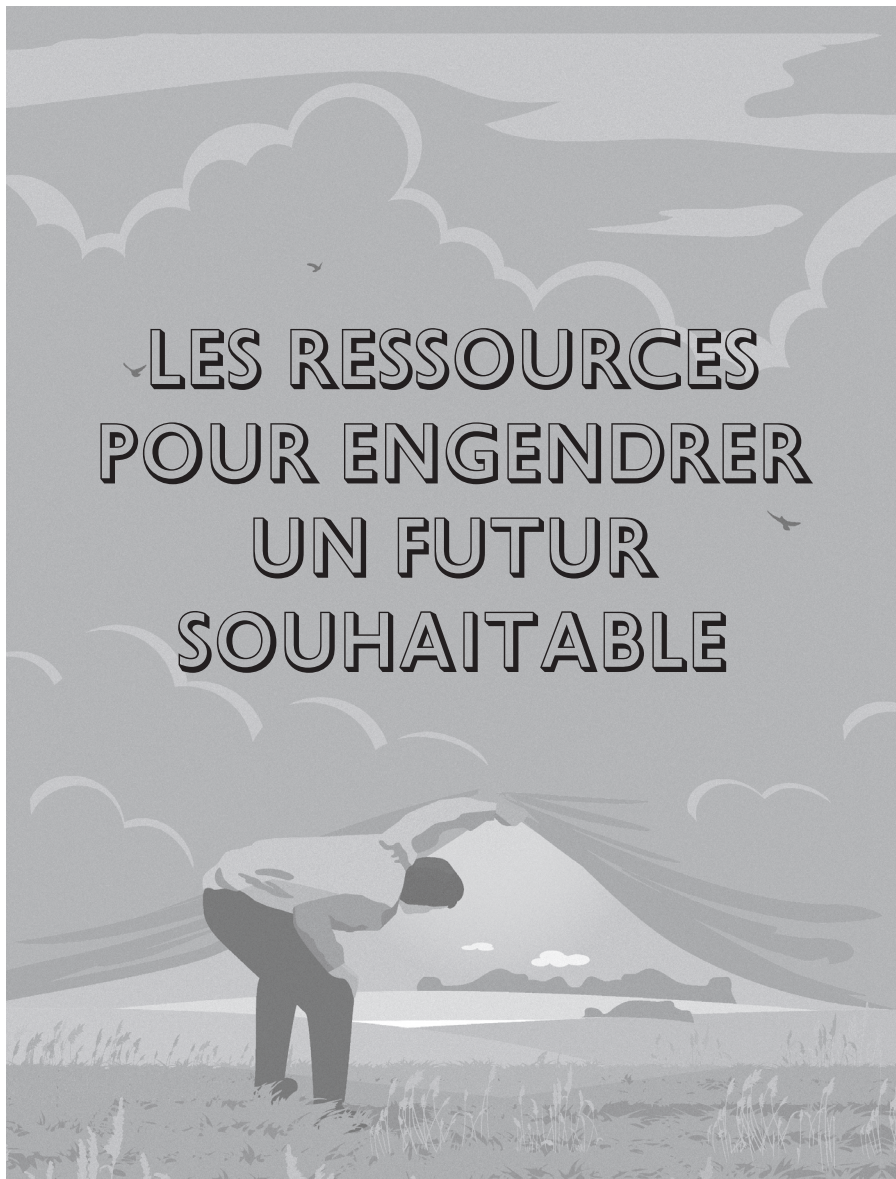
DAMIEN CARÈME : L'homme n'a-t-il que le travail pour se réaliser ? Je ne le pense pas. Il y a tellement de travail subi, heureusement qu'on peut s'épanouir et se réaliser en dehors du travail. La question du travail est large : le travail comme source de revenus, comme source de lien social, comme réponse à des besoins fondamentaux – voir ce qui s'est passé avec les premières lignes pendant le premier confinement. Je suis défenseur du revenu universel. Quelqu'un qui travaille à Arcelor Mittal et aide Arcelor à gagner 10 000 € pour une tonne de fonte a-t-il plus de valeur pour la société que celui sans emploi qui encadre des gamins au club de foot trois fois par semaine et les conduit le week-end ? Socialement, ce bénévole a beaucoup de valeur et devrait être indemnisé par la société autant que le capitaliste rémunère son salarié dans l'usine. C'est pour cette raison que je soutiens le revenu universel. Concernant le lien social, est-ce le seul lieu où il peut se réaliser ? Certains, par exemple, ont bien vécu le télétravail, d'autres moins parce qu'ils n'avaient pas les bonnes conditions. La question du travail est large, importante, elle peut être un apport personnel.

PHILIPPINE DE SAINT-PIERRE : Auriez-vous un axe vers lequel tourner nos regards pour rester dans l'espérance et conserver cette motivation à construire ?

OLIVIER ABEL : Je renvoie au début de l'Étoile mystérieuse, quand Tintin traverse la ville en ruines et crie : « Hourrah ! Ce n'est qu'un tremblement de terre. » Oui, ce qui vient n'est pas la fin du monde. Ce n'est qu'un éboulement. Cependant, il n'y a pas d'espoir si nous ne prenons pas au sérieux cet éboulement et si nous n'en faisons pas l'occasion de changer de forme de vie, en respectant la pluralité des formes de vie.

DAMIEN CARÈME : Je reste très optimiste, car il y a une prise de conscience de la société. Je me déplace beaucoup sur les problèmes des migrations et des solidarités. Nous ne pouvons pas être démocrates si nous confions la garde de nos frontières à des pays qui ne le sont pas. Je sens qu'une partie de la population française est soucieuse de solidarité, malgré ce que nous disent les médias. La solidarité est un des éléments de la société écologique que j'appelle de mes vœux. Cela bouge dans tous ces domaines, pas aussi vite qu'il le faudrait, mais nous avons des débats qui n'avaient pas lieu il y a dix ans. Il faut simplement accélérer le mouvement.

LES RESSOURCES POUR ENGENDRER UN FUTUR SOUHAITABLE



Fil rouge spirituel - 3

COLETTE NYS-MAZURE

Les chemins de la conversion *Reste avec nous le soir tombe*

Rappelons-nous les descentes à skis : lorsqu'il faut faire marche arrière, devant une pente trop raide ou verglacée, nous opérons une conversion ; nous osons le déséquilibre pour retrouver un nouvel équilibre et repartir de plus belle. Nos existences ne sont-elles pas jalonnées de conversions géographiques, professionnelles, familiales, religieuses, souvent subies, auxquelles nous adapter. Le changement de direction peut étonner, choquer l'entourage mais René Char nous aguerrit : « Impose ta chance, serre ton bonheur et va vers ton risque. À te regarder, ils s'habitueront. » Avec les années, ces conversions le plus souvent imposées s'accéléraient, suscitent en nous une anxiété.

Enfants, nous avons eu souvent peur du noir : être seul dans la nuit, loin des autres qu'on n'entend plus, dans un univers soudain étranger à travers lequel on trébuche. On voudrait crier, appeler mais les mots s'étouffent dans la gorge. Études, quête d'un emploi, amour naissant criblé de doutes, enfant qui se fait attendre ou qui vient de surcroît, chômage, accidents véniels ou mortels ; mal-être personnel dans ce monde bouleversé, en crise perpétuelle, de plus en plus complexe. Il y a de quoi chanceler. Si nous sommes sincères, nous devons bien avouer que, à chaque étape de l'existence, nous connaissons et retrouvons cette émotion ; elle peut nous paralyser ou, au contraire, nous stimuler, provoquer un regain d'audace.

Peut-être est-ce nécessaire de traverser ces ténèbres et ces angoisses, de ne pas faire l'économie des déceptions qui rongent, rongent les ailes, risquent d'alourdir l'élan. La conscience du mal en nous, autour de nous, leste nos propos et nos actions, nous empêche de fermer les yeux et les oreilles aux appels du jour, de l'univers que nous préférerions ignorer.

« Dans nos obscurités, allume le feu qui ne s'éteint jamais », chantent les moines, les jeunes et les moins jeunes dans l'église de Taizé. Ne sommes-nous pas frères et sœurs de ces disciples traînant la patte sur la route d'Emmaüs, espoirs déçus et toute espérance éteinte. Heureusement ! ils sont à deux pour cette épreuve, ce chemin de désillusion. Mais voici qu'un Autre les rejoint, s'enquiert de ce qui plombe leurs pas, écoute attentivement. Il cède à leur instance hospitalière : « Reste avec nous, le soir tombe. » Ce besoin de se serrer les uns contre les autres autour d'une table, dans la clarté et la chaleur d'un gîte afin d'opposer une résistance aux ombres montantes

Tu vas,

Tu avances en vie.

*Parfois tu te retournes et t'étonnes :
Le temps, derrière toi,
Tapis de plus en plus vaste.
Tu crois en avoir fini.
Tu te penses arrivé.
Alors que tu inaugures,
À chaque aube,
Un chemin inédit.
Tu preserves en toi
Des silhouettes,
Des paysages.
Sans ta mémoire persistante,
Ils s'effaceraient.
Des graminées t'hébergeaient
Face au ciel changeant.
Des tempêtes ardentes, vagues déchainées
Sous les nues d'encre
Et le vent sans oiseau.
Des villes aux parlars insaisissables.
Des médinas, des ghettos,
Des patios, des venelles,
Des parcs solitaires,
Des monuments qui t'en imposaient.
Des visages aussi,
Enfouis sous l'humus
Ils germent en toi.
Chez tes enfants, tes petits-enfants,
Tu en déchiffres les traces.
Du souvenir, tu caresses
Cette moisson d'êtres
Qui traversèrent ta vie,
Partis plus loin
Porter leur lumière.
Les années tombent l'une après l'autre
Et t'acheminent vers ta fin ici,
Sans entamer ta faim d'ailleurs.
Dans le jour qui baisse,
Tu vas en confiance.*

*Avancer en vie t'intéresse
Requiert ta vigilance.
Tu traques le neuf, l'inouï.
Tu souhaites rester coriace
D'un bout à l'autre.*

*Alentour
Les rumeurs malignes,
Les désarrois, les abandons.
Tu consens aux renoncements.
Tu te délestes avec plaisir.*

*Si tu deviens grabataire,
Tu te proposes de chevaucher les nues.
En rêve, tu cultiveras les fleurs.
Tu donneras aux oiseaux leurs noms propres.
Tu comptes apprendre jusqu'au terme.*

*Tu saisis, tu saisis
Les mains amies,
Surgies à ta rencontre,
À ton secours.
Tu souriras aux yeux penchés vers les tiens.*

*Tu espères que la musique
Adoucira tes humeurs,
Embaumera tes douleurs.
Tu te jures
De ne jamais calomnier ta vie.*

*Chaque aurore te restera première.
Faute de pouvoir t'enfuir loin,
Tu fuiras en toi-même
Les éteignoirs, les bonnets de nuit,
Les porteuses de mauvaises nouvelles.*

*Les nuits d'insomnie,
Tu parcours le monde
En quête des aimés ;
Ils nichent un peu partout.
Tu les épelles tendrement.*

*Tu entres en intime communion
Avec les proches dispersés.
Aux heures de peurs,*

*De noirceur,
Tu y puiseras l'eau pour ta soif.
Avec la croissance
De la lumière
Tu béniras ces instants
À toi offerts
Un jour de plus.
Avancer sur la voie humaine
Avec l'allégresse de l'enfant
Qui se sait
Espéré,
Attendu.¹*

Quel que soit l'âge, le sentiment d'avoir accompli ou raté une vie sur terre, brève, si je pouvais accorder mon pas au tien ou tout au moins t'emboîter le pas, guidé par ta silhouette avançant dans le noir qui s'affirme, se confirme ! Nous nous interrogeons individuellement et collectivement, telles ces Semaines sociales de France. Le désarroi peut s'intensifier et devenir un *À quoi bon ?* Plutôt que Où allons-nous ? Que se passe-t-il ? Comment faire ? Que changer ? Autrefois j'implorais *Ne permets pas que je sois séparée de toi*, aujourd'hui, j'ai pris conscience que c'est moi qui m'éloigne de cette Présence indéracinable au secret de notre être, je supplie *Que jamais je ne me sépare de toi*.

Comment souffler sur les braises, susciter les flammes qui nous éclaireront, nous réchaufferont nous et nos proches et même les lointains attirés irrésistiblement par le feu dans la nuit. Nous aussi, nous sommes à table avec cet envoyé, ce messager de lumière qui disparaîtra, nous laissant affranchis, libres d'aller le chemin sur lequel nous sommes appelés depuis l'aurore de notre vie. Comme deux, nous repartons sur la route pour répandre la bonne nouvelle : « Il est ressuscité ! » François Cheng dit l'essentiel en un quatrain² :

*Mais il reste la nuit
Où la braise en souffrance
Epure mille charbons
En unique diamant.*

Du premier anniversaire, devant une bougie, aux noces de diamant, plus loin encore, chaque nuit engendre sa clarté. Au terme des rencontres stimulantes de

¹ Colette Nys-Mazure, *Chaque aurore te restera première*, avec Anne Le Maître, coll. Carnets de philo, Atelier des Noyers.

² François Cheng, *Enfin le royaume - Quatrains*, Gallimard, 2018.

ces Semaines sociales de France 2021, qui ont nourri notre désir ardent d'une société fraternelle, sororelle, ouverte sur un avenir à inventer, réinventer, quel levain dans la pâte humaine, universelle, nous promettons-nous de devenir, d'être au long cours ? Tagore nous encourage à progresser jusqu'au terme : « Je croyais que mon voyage touchait à sa fin, ayant atteint l'extrême limite de mon pouvoir, - que le sentier devant moi s'arrêtait, que mes provisions étaient épuisées et que le temps était venu de prendre retraite dans une silencieuse obscurité.

Mais je découvre que ta volonté ne connaît pas de fin en moi. Et quand les vieilles paroles expirent sur la langue, de nouvelles mélodies jaillissent du cœur ; et là où les vieilles pistes se sont perdues, une nouvelle contrée se découvre avec ses merveilles.¹ »

« Il ne faut pas rêver », assure une fausse sagesse dite populaire, un réalisme de mauvais aloi. Mais si ! Il faut rêver sa vie, la vie, pour la vivre en la creusant et l'élargissant sans cesse, quel que soit l'âge car l'ardent désir de l'enfance sauvegardée prolonge la lumière.

De l'aube elle garde un air de royauté. Si démunie soit-elle, elle porte trace d'anciennes richesses. Comme une cape l'immuniserait du mal, du gel. On l'aperçoit égarée dans une rue, une gare, un bureau ; on la voit pareille à toutes les femmes. Une fine poussière recouvre déjà son visage qui fut vif, brillant et malicieux ; un retard dans les gestes, la démarche, l'achemine, loin du fracas et de la fureur, vers la blessure toujours fraîche des tombes. De l'enfance elle détient un talisman.²

En cette fin novembre les publicités nous acheminent déjà vers les fêtes de fin d'année. Nous inaugurons l'aventure de l'Avent, sente étroite vers Noël.

*Cette nuit de Noël,
Tu viens à nous,
les mains pauvres ;
non pas vides,
mais nues.*

*Sur tes paumes tendues
nous déposons
regrets, rancœurs et amertumes ;
soupçons et découragements ;
nos peurs et nos innombrables lâchetés.
Plus tard viendront se prosterner à tes pieds
les mages chargés de présents.*

¹ Rabindranath Tagore, *L'offrande lyrique*, traduction d'André Gide, Gallimard, 1947.

² In Colette Nys-Mazure, *Feux dans la nuit*. Ibidem

*Aujourd'hui ta lumière
transfigure nos offrandes sans détour;
ton sourire désarmé les accueille.*

*Miracle de la naissance
qui remet à neuf.*

*Tout recommence
dans le mystère, l'espérance
et la joie sans fin.*

Puiser dans nos ressources intérieures et personnelles

ALICE DESBIOLLES

CHEIKH KHALED BENTOUNES

JEAN-GUILHEM XERRI

ALICE DESBIOLLES¹

PRISCILIA DE SELVE² : Vous avez travaillé sur l'éco-anxiété, forme de traumatisme né avec la crise écologique et publié un livre sur le sujet³. Ce trouble touche beaucoup de nos contemporains, notamment les jeunes. Comment espérer dans un monde qui continue inexorablement à se dégrader ? Quelles sont les ressources psychologiques sur lesquelles nous appuyer ?

ALICE DESBIOLLES : L'éco-anxiété est la pierre angulaire, la croisée des chemins entre les crises systémiques que nous traversons et les crises plus intimes et les bouleversements que cette perception de l'involution du monde peut provoquer chez certains.

Pour introduire mon propos, je partirai du mot « crise » qui, en chinois, s'écrit avec deux caractères, le premier signifiant danger et le second, opportunité. Je le perçois comme un cheminement individuel et collectif qui mêle une prise de conscience et une certaine lucidité, mais aussi toute une réinvention et une renaissance à soi-même, au monde et aux autres. Les crises systémiques que j'évoque sont les crises

¹ Alice Desbiolles est médecin de santé publique et épidémiologiste.

² Priscilia de Selve est rédactrice en chef de *La Vie*.

³ *L'éco-anxiété – Vivre sereinement dans un monde abîmé*, Fayard, 2020.

écologiques : la perception de l'involution du monde, la réduction de la part sauvage du monde avec l'effondrement de la biodiversité ou les perspectives de réchauffement climatique. Quand on pense à ces tourments, on peut développer une anxiété anticipatoire. Mais à cette perception des dommages environnementaux s'ajoute la perception des conséquences de ces dommages sur les sociétés humaines et sur notre santé. Nous avons constaté, avec le coronavirus, l'impact des dommages sanitaires sur notre vivre ensemble. Nous avons l'impression que, progressivement, passe la gloire du monde. Tous ces désordres globaux vont entraîner des bouleversements intimes et, finalement, une crise de la sensibilité et surtout du sens. Ce qui crée l'éco-anxiété qui vient nous frapper lorsque nous sortons progressivement de la caverne, pour reprendre l'allégorie de Platon, c'est cette impression d'avoir accès à une certaine sorte de connaissance, de vérité scientifique, et de ne pas trop savoir quoi en faire. Cette éco-anxiété va générer diverses émotions, telles que la tristesse, l'inquiétude, la colère parfois, la frustration, l'impression d'avoir été floué qui est fréquente chez les adolescents, une forme de nostalgie.

À ces émotions va venir s'ajouter, outre parfois des manifestations psychosomatiques, une dimension profondément existentielle. Le mot émotion vient du latin *motio*, qui signifie mouvement, mise en mouvement et cette sensibilité au monde, avec les émotions qu'elle va générer, va aboutir la plupart du temps à une mise en mouvement des individus et à une volonté d'agir et de se ré-inventer. Cette crise existentielle va passer par de nombreuses interrogations : comment s'alimenter de la manière la plus équitable et juste ? Comment habiter le monde ? Quelles études suivre ? Quel métier exercer ? Faut-il ou non avoir des enfants ? J'ai été confrontée à toutes ces questions dans l'exercice de mon métier. Ces questions viennent parfois chambouler le rapport aux autres et le rapport au monde. Cela m'inspire une citation de Stefan Zweig¹ qui ouvre mon premier chapitre intitulé « On ne naît pas éco-anxieux, on le devient » : « Maintenant que la grande tempête l'a fracassé depuis longtemps, nous savons positivement que ce monde de la sécurité n'était qu'une construction de change, pourtant mes parents l'ont habité comme une maison de pierre. »

On observe parfois une sorte de solitude ou de décalage par rapport à ses proches ou à la société dans laquelle on évolue et cette impression, comme le dit Flaubert, « d'être doué d'une sensibilité absurde. Ce qui érafle les autres me déchire ». Mais ce n'est pas tant la sensibilité qui est absurde, que les causes mêmes de cette anxiété. L'éco-anxiété n'est pas forcément une pathologie mentale, même si elle peut rendre malade ; elle n'est, la plupart du temps, qu'une réponse adaptative face à l'involution du monde, une réaction saine et physiologique face à une menace et à la peur. Une fois devenu éco-anxieux, on le reste, puisque la seule manière de dissiper ce malaise serait de résoudre les causes mêmes qui la créent et que ce n'est pas forcément la

¹ *Le monde d'hier*, 1943.

direction que l'on prend collectivement. L'enjeu va être d'apprendre à vivre avec ce rapport au monde et cette sensibilité, à ne pas se laisser dépasser par ses passions tristes, mais, au contraire, à les dépasser et les transcender. C'est souvent le cas avec les personnes éco-anxieuses qui, au bout de leur cheminement, réussissent à trouver leur juste place dans le monde et un sens à leur existence. Cela passe par un certain lâcher-prise, sans pour autant renoncer : une manière de consentir au tragique sans se laisser déborder par cette lecture-là. L'une des solutions concrètes à mettre en place est d'accéder à une certaine forme de déconnexion par rapport aux constats rarement joyeux, en matière d'écologie notamment, et aux nouvelles anxiogènes pour se reconnecter à soi-même, aux autres, au monde. Comme le disait Cioran : « Je ne pense pas toujours, donc je ne suis pas toujours triste. » Il s'agit de se reconnecter à ce qui fait sens pour nous.

Il est important de se rappeler que là où croît le péril croît aussi ce qui sauve. Une forme d'engagement, quel qu'il soit, est souvent salutaire et permet d'être en cohérence avec ses préoccupations, car on observe souvent chez les personnes éco-anxieuses une dissonance cognitive, c'est-à-dire un décalage entre ses préoccupations, ses perceptions du monde, et ce que l'on va pouvoir concrètement mettre en place au quotidien. L'enjeu va être de réduire ce décalage entre ces préoccupations et la manière dont on va habiter le monde ici et maintenant. Il m'apparaît important de reconjuguer sa vie au présent, car si dans le passé se trouvent nos souvenirs et, dans le futur, nos espérances, c'est dans le présent que se trouvent nos responsabilités. Il faut donc se réapproprier le seul temps qui nous appartienne vraiment, comme le disait Pascal, qui est le présent.

D'autres clés peuvent être mobilisées puisque cette éco-anxiété, cette philosophie, cette sagesse, vient transpercer notre humanité dans toutes ses dimensions, émotionnelle, intellectuelle, sociale et spirituelle, dans une forme de reconnexion au sacré, dont chacun pourra donner sa définition. Pour Spinoza, Dieu est la nature, et cette forme de panthéisme – où l'on considère que le sacré est dans la beauté du monde et de la nature – m'apparaît avoir été mise un peu de côté par nos cosmovisions occidentales. Se réinterroger collectivement sur l'importance d'une rivière, d'une montagne, de la beauté d'un paysage, s'inspirer d'autres humanités ayant un rapport différent à ces altérités-là, me semblerait stimulant pour nous Occidentaux, héritiers de la pensée cartésienne, où l'homme est perçu comme maître et possesseur de la nature, pour reprendre Descartes. Nous aurions beaucoup à gagner à considérer les altérités, qu'elles soient végétales, animales, ou même simplement la beauté d'un paysage, à les remettre au cœur de notre spiritualité, de notre rapport au monde. Repenser la sacralité de cette beauté du monde nous permettrait d'en prendre plus soin et par là même de prendre aussi soin de nous-mêmes.

CHEIKH KHALED BENTOUNES¹

PRISCILIA DE SELVE : Depuis plus de 40 ans, vous parcourez le monde pour promouvoir le dialogue interreligieux. Sur quelles ressources spirituelles vous appuyez-vous ou comment faites-vous pour garder la foi, vous qui œuvrez pour la paix ? Comment faites-vous pour rester mobilisé depuis plus de 40 ans ?

CHEIKH KHALED BENTOUNES : Chacun de nous à travers le monde se pose la même question : quel sera notre avenir et en particulier celui des jeunes générations, de nos enfants et nos petits-enfants ? Alors, pour revenir à votre questionnement, qu'est-ce que je souhaite ? Dans la tradition soufie, le moi doit être pacifié, la pacification du moi est au cœur même de l'éducation de la tradition spirituelle.

Et qui dit pacification, dit paix avec soi-même afin que la paix nous accompagne dans chacune de nos actions, dans nos relations et dans nos intentions avec cette perspective de toujours chercher la voie du juste milieu, celle qui permet de pouvoir être en dialogue avec les hommes, mais aussi avec la nature, avec les astres... avec la Création tout entière. En effet pour la tradition spirituelle soufie, la Création n'est que le miroir du Créateur. Nous contemplons le Divin à travers nos sens, la vue, l'ouïe, l'odorat, le goût, le toucher. Il y en a cinq. La tradition musulmane en a ajouté deux autres : l'estomac et le sexe. C'est à travers nos sens que nous découvrons le monde, que nous le percevons et c'est ainsi que tous les sens interviennent dans une action d'éveil qui permet à notre conscience de pouvoir saisir la paix. La paix dont je parle ici, est l'un des attributs divins. Cela signifie que la paix est source de tout notre engagement. Elle devient une énergie dans laquelle on puise pour avoir des relations apaisées avec nos semblables et avec notre environnement.

Cette paix s'obtient en la cultivant, dans la conscience. C'est comme un jardin dont il faut prendre soin afin qu'il ne devienne pas une jungle. Si nous l'abandonnons, il devient une jungle. Prendre soin de ce jardin, cela se fait par la méditation, par le souvenir, qui est ancré au plus profond de notre conscience. Les soufis partent du principe qu'aucun être humain ne s'est autoprogrammé. La vie est un don et aucun de nous ne l'a demandée, aucun de nous n'a choisi ses parents, ni la couleur de sa peau, ni le peuple, la tribu ou la tradition dans laquelle il va naître. Donc la vie est un don. En revanche, le défi de notre existence est de savoir ce que nous allons faire de ce don que nous avons reçu. Comment allons-nous nous comporter, vis-à-vis de nous-même, de nos semblables, des proches comme des plus lointains et vis-à-vis des autres créatures ? Quel doit être notre comportement ? Sa dynamique, sa force, son énergie, doivent être ancrées dans la paix : la paix avec soi-même, la paix avec l'autre et la paix avec l'environnement. C'est un travail personnel permanent, de vigilance et de conscience. À chaque fois, il faut pouvoir s'interroger sur nos limites pour ne pas tomber dans l'arrogance. Il faut se fixer des limites pour ne pas sombrer

¹ Le Cheikh Bentounes est écrivain, pédagogue et conférencier, guide spirituel de la voie soufie Alâwiyya.

dans l'orgueil, la jalousie, la convoitise. Ainsi chacun de nous devient son propre régulateur, il éveille en lui une partie de sa conscience, qui va réguler sa conduite vis-à-vis des autres, que ce soit des êtres humains ou d'autres créatures.

Prenons un exemple pour situer un peu cette réalité spirituelle chez les soufis grâce aux lettres de l'alphabet. Les soufis disent que nous sommes tous des lettres, comme les 26 lettres de l'alphabet. Chaque lettre séparément produit un son, elle a un corps. Le A ne ressemble pas au B qui ne ressemble pas au X, etc. La lettre a donc un son, elle se prononce, elle a un corps, donc une représentation. Elle est, en tant que lettre, individuelle, elle a une réalité, mais cette réalité, si elle reste séparée des autres, n'apportera aucun sens. C'est lorsque le A accepte de se lier au M, qui se lie au O, qui se lie au U, qui se lie au R, qu'il devient AMOUR. À cet instant, cela prend du sens parce que les individualités des lettres ont accepté de s'associer les unes aux autres pour devenir une réalité. Mais, dès que cette réalité apparaît, elle révèle son contraire qui dit : attention ! Qui dit AMOUR, dévoile aussi son revers, c'est-à-dire la haine, parce que nous sommes dans le monde de la dualité.

Il y a la joie, il y a la peine.

Il y a la guerre, il y a la paix.

Il y a le jour, il y a la nuit.

Faisons donc attention ! Recherchons un équilibre permanent, en sachant qu'on peut passer d'un état à un autre et que nous sommes à la fois dans la multiplicité de tout ce qui nous entoure, de tout ce qui vient vers nous et de tout ce que nous pouvons produire, de ce que nous recevons des autres et de ce que nous-mêmes nous donnons aux autres.

Allons encore un peu plus loin. Prenons dix ou quinze personnes ici présentes, demandons-leur d'écrire leur prénom – Jean, Paul, Pierre, Alexandre, Ali... – et de regarder si certaines lettres de leur prénom se retrouvent dans le prénom de leur voisin. Elles vont voir qu'elles partagent beaucoup de lettres, des A, des N, des L, et qu'une partie de l'autre est chez chacun d'entre nous. Pour que je puisse exister il faut que j'emprunte à l'autre une lettre, peut-être deux. Donc nous voyons ces liens. Si nous allons encore plus loin, nous constatons qu'à partir de nos noms ou de nos prénoms et en échangeant des lettres les uns avec les autres nous pouvons écrire d'autres mots comme le soleil, la lune, l'arbre, la mer, le chat, le chien, etc. Nous sommes, en fait, tous du même alphabet ! L'univers tout entier, c'est 26 lettres pour l'alphabet latin. On écrit toute la connaissance contenue dans tous les livres et dans toutes les bibliothèques du monde avec 26 lettres parce que ces lettres ont accepté de se lier pour donner du sens : un mot, une phrase, un chapitre, un livre etc. Et quand nous revenons au début et que nous effaçons toutes les lettres, que reste-t-il ? Il reste un point... tout est point du point !

JEAN-GUILHEM XERRI¹

PRISCILIA DE SELVE : Quels leviers pouvons-nous actionner pour nous sentir plus vivants et trouver la force de nous engager ?

JEAN-GUILHEM XERRI : Quelles ressources pour engendrer un futur souhaitable ? En laissant résonner ces mots, deux d'entre eux ont pris un relief particulier : engendrer et souhaitable. Je vais suivre le mouvement de cette interpellation qui nous tourne vers nos réalités intérieures. Je mettrai de côté quelques sujets que j'aurais souhaité aborder, mais qui nécessiteraient plus de temps, tels que la nécessité pour l'humain à être pensé et considéré dans ses trois dimensions, corps, psychisme, esprit, alors que nous vivons un moment de révolution anthropologique où, au contraire, l'homme est souvent réduit à des cellules ou des émotions, mis au même niveau qu'une machine ou un animal ; les maladies spirituelles, dont parle beaucoup le christianisme des premiers siècles, au premier rang desquels l'acédie, maladie de l'intériorité de ce début du XXI^e siècle ; les pratiques de soin de notre vie intérieure que nous propose la sagesse chrétienne des premiers siècles, comme la garde du cœur ou le souvenir de la mort. J'ai choisi de partager une conviction et d'indiquer un chemin.

Partager une conviction

Il n'y a pas d'un côté des choses spirituelles et d'autres qui n'en seraient pas, car ce qui est spirituel ou pas est la façon dont j'organise ma vie. On parle beaucoup de vie intérieure, et même si c'est une mode, si cela peut nous donner collectivement l'occasion de nous approcher davantage de cette vie intérieure, c'est une bonne chose. C'est aussi un besoin qui dit cette aspiration fondamentale et structurelle de tout humain à porter son regard dans un horizon qui va au-delà des seuls déterminismes biologiques, psychologiques et culturels. Il y a là une aspiration de tout temps, de toute civilisation. Prendre au sérieux sa vie spirituelle, voir comment elle fonctionne, comment on la vit est également une urgence. Dans les bons moments, la vie spirituelle permet de donner ce goût et cette saveur particulière aux moments de bonheur et, quand surviennent les épreuves, c'est notre vie spirituelle qui nous permet de les traverser et de nous relever.

Si la vie spirituelle se passe d'abord à un niveau intime, individuel et singulier, en réalité, sa dynamique est collective. C'est une affaire personnelle, mais c'est aussi de l'ordre d'une responsabilité sociale. Car le propre de la vie spirituelle n'est pas de se garder pour soi, mais relève de la fécondité, du don, de la circulation. Une vie spirituelle authentique ne se vit pas que pour soi. J'aime cette phrase du maître spirituel orthodoxe Séraphin de Sarov : « Acquiers la paix intérieure et alors des foules d'hommes seront sauvées autour de toi. » Ce qui authentifie la valeur spirituelle, ce sont ses effets collatéraux positifs. Je développerai trois points sur cette conviction.

¹ Jean-Guilhem Xerri est psychanalyste, coach et essayiste.

Prendre soin de sa vie spirituelle

Prendre soin de sa vie spirituelle n'est pas se regarder soi, c'est regarder ce qui, en moi, me donne la vie. Il faut prendre garde à ne pas confondre la vie spirituelle avec « me regarder », c'est regarder ce qui se passe en moi et, en particulier, ce qui en moi me rend vivant, c'est me tourner vers cette source qui me donne la vie. Il y a un paradoxe entre l'intimité que je peux avoir avec cette source et l'altérité radicale existant entre moi et cette source qui m'habite et fait de moi un vivant.

Vivre le quotidien de nos vies

Pour accéder à ce mode profond de notre vie, il y a probablement des conversions radicales, des révolutions à faire ou des techniques à mettre en œuvre. Mais c'est d'abord une affaire de vie ordinaire, cela se passe dans le quotidien de nos vies. Ce n'est pas une chose à laquelle on s'attelle une fois à la retraite, ou que l'on vit spécifiquement dans des instants de grâce particuliers, dans un ashram, un monastère ou dans les temps de méditation. Beaucoup de publications soulignent que la santé physique et psychique s'entretient au quotidien, par l'alimentation, le sommeil, l'activité physique, des activités méditatives. La vie spirituelle se joue également dans la trame de nos vies, à tous les moments de notre existence, quand on mange, on dort, on bouge, on fait du sport, on est triste, en colère, on a peur, on pleure, on rit ou quand on prend des décisions, etc. J'ai identifié 32 réalités qui constituent la trame de notre vie quotidienne et qui composent les 32 chapitres de mon dernier livre, pour montrer comment chaque réalité de notre vie quotidienne est une occasion de vivre une expérience spirituelle. C'est le cœur de cette conviction. Tout de notre vie quotidienne est une occasion de faire une expérience spirituelle, car tout ce que nous vivons va mobiliser notre corps et notre psychisme – c'est notre réalité charnelle, animale. Mais je peux, si je veux, le vivre aussi en mode spirituel pour basculer vers la vie en mode profond.

Nos ressources intérieures : des leviers à activer

Nous disposons de ressources intérieures, plus d'une cinquantaine, comme l'humilité, l'abandon, le détachement, la gratuité, la gratitude, l'inspiration, la force, l'équilibre, le consentement, etc. De mon point de vue, ce ne sont pas des objectifs à atteindre ni des vertus morales, mais des leviers inscrits en nous : charge à nous de les activer, de les mobiliser pour nous aider à vivre non pas seulement à un niveau psychologique ou physique, mais aussi spirituel. Il est intéressant de mettre en regard telle ou telle chose du quotidien avec tel ou tel levier. Le sommeil, par exemple, est d'abord une expérience d'abandon, de détachement, de confiance, une préfiguration de la mort, et le réveil, de l'ordre du retour à la vie et une anticipation de la résurrection. Nous pouvons le vivre de façon physique ou psychique uniquement, mais aussi activer ces leviers pour en faire une expérience spirituelle. Prendre soin

de notre vie spirituelle, progresser sur le chemin vers la source qui nous donne la vie, se joue au quotidien grâce à ces leviers qui nous habitent tous.

Un chemin

Le chemin que j'indique est celui de la sagesse chrétienne, en particulier celle des premiers siècles, portée par les Pères de l'Église, qui s'est perpétuée, mais dont la visibilité n'est pas évidente aujourd'hui. Cette sagesse nous est utile parce qu'elle nous indique les conditions qui contribuent à prendre soin de notre vie intérieure et de notre équilibre spirituel. C'est un trépied composé de la sobriété, de l'ouverture à l'autre et de la méditation. S'il manque un pied, tout s'écroule.

La sobriété

Il est urgent et nécessaire d'appliquer à notre environnement intérieur ce qu'on applique à l'environnement extérieur, qu'il convient de dépolluer. Mais notre environnement intérieur est lui aussi pollué et la première des actions est d'en prendre conscience. Nous devons nous dépolluer des perturbateurs de l'intériorité, que j'appelle les PDI. Nous pouvons nous interroger. À quels PDI suis-je plus ou moins exposé ? Que puis-je mettre en œuvre pour préserver ma propre vie intérieure ? Certains perturbateurs sont liés à l'hyper-consommation numérique et matérielle, certains à l'hyper-activité, l'hyper-mobilité, d'autres encore sont liés à notre cinéma intérieur, à ces soucis auxquels nous nous laissons prendre. Cet enjeu de sobriété s'insère dans une dynamique de ralentissement, de reprise de contrôle sur ce à quoi nous nous exposons, et d'autonomie par rapport au monde numérique et à toutes les injonctions que nous pouvons recevoir.

L'ouverture à l'autre

Nous ne sommes pas faits pour nous regarder le nombril, pour vivre pour nous, même s'il est possible de vivre ainsi. Ce mouvement vers l'autre peut être pris comme un devoir moral – « Qu'as-tu fait de ton frère ? » –, comme un commandement – « Aimez-vous les uns les autres » – ou comme quelque chose qui est inscrit dans notre nature, qui respecte notre dynamique profonde de se tourner vers l'autre, de faire lien, de nous associer les uns aux autres.

Les Pères des premiers siècles ont des phrases très claires : « C'est la bonté qui rend l'homme humain. » Cette bonté n'est pas qu'une belle valeur, c'est un germe, une potentialité et, comme tout germe, elle peut se développer ou pas. Cela nécessite un choix délibéré, une décision. Le propre de la bonté est que je peux poser des actes ou des paroles de bonté, même si cela ne me fait pas plaisir.

La méditation

Tout l'enjeu de la vie méditative est un enjeu de présence : revenir à soi et aux autres. Elle est un temps que je me donne pour me réconcilier avec moi-même, pour

être moins dans l'avoir et le faire, davantage dans l'être, pour réconcilier mon intériorité et mon extériorité. Ces ressources spirituelles sont de l'ordre de l'ancrage, de la stabilité, de l'enracinement, de la relation au ciel, de la liberté. On peut aussi faire de ces temps de méditation des temps de prière, d'ouverture à cette source qui nous habite, à celui que l'on peut nommer ou pas, qui nous donne la vie.

Je vous invite à mobiliser vos ressources, à sentir ce qui s'est ouvert en vous, à faire un pas de plus dans ce chemin vers vous-même, mais surtout vers cette source qui est en vous. Soyez à la fois doux et ferme envers vous-même dans ce chemin spirituel, qui n'est pas de l'ordre de la performance, mais d'une croissance qui se produit quand on la laisse advenir.

Débat

PRISCILIA DE SELVE : Vous avez expliqué que les ressources intérieures se travaillent au quotidien. Peut-on agir sans prière ou méditation ? Faut-il les cultiver tous les jours ?

CHEIKH KHALED BENTOUNES : Si nous nous référons à la tradition et à l'éducation spirituelle que nous recevons, c'est effectivement au quotidien que nous devons réserver un instant de relation. Le monde nous absorbe, nous attire, nous fait oublier nous-même. Ce rappel tôt le matin ou tard le soir nous ramène à notre propre réalité. Qu'ai-je fait de ma journée ? Quel était l'instant de présence avec lequel j'ai marqué ma journée ? Par un sourire, un mot, un geste, ou même une bonne intention, qui, même sans avoir procuré un acte, nourrit cette présence qui me relie.

Le monde est dans l'horizontalité, parce qu'on marche dans la vie et qu'on la consume jour après jour, mois après mois, année après année, oubliant la verticalité qui habite notre conscience et nous relie à cette éternelle présence. Le monde matérialiste a petit à petit gagné sur le monde religieux en général, mais surtout sur le monde spirituel ; cela a été mis de côté, relégué à l'intimité, de telle sorte que le spirituel a pratiquement disparu de l'éducation de nos enfants, qui n'ont aucune verticalité. Nous ne réglons nos problèmes que dans l'horizontalité, ce qui nous amène, à chaque fois que nous trouvons une solution, à créer deux problèmes de plus.

JEAN-GUILHEM XERRI : Les effets de la méditation sur le corps et le psychisme ont été prouvés sur le système immunitaire, métabolique, sur les capacités cognitives, etc., à condition que cela soit pratiqué régulièrement. En ce qui concerne la dimension spirituelle, si l'enjeu est de s'exposer à cette source qui veut me donner la vie, une pratique régulière est également nécessaire, mais simplement « du mieux que je peux ». Car, si cela devient une exigence supplémentaire, je risque l'échec. La vie n'est pas linéaire : nous sommes parfois portés, parfois seuls, nous vivons des moments de joie, d'autres plus difficiles et nous ne méditons pas de la même façon suivant les événements de notre vie. Soyons déterminés, mais souples.

PRISCILLA DE SELVE : Pourquoi est-ce si important d'habiter le temps présent ?

ALICE DESBIOLLES : Être en permanence soit dans l'hyper-anticipation, soit dans le regret ou la nostalgie d'un monde passé, n'est pas la meilleure voie vers l'ataraxie, cette paix de l'homme si chère aux épicuriens. D'où l'intérêt d'une réappropriation des enjeux ici et maintenant et de sa juste place dans le monde. La méditation, qui contribue à une meilleure gestion des émotions, est un excellent levier pour se réapproprier et apprendre à gérer ses passions naturelles ou cette tendance à toujours vouloir anticiper.

PRISCILLA DE SELVE : Que dire aux jeunes qui reprochent à leurs parents d'avoir détruit le monde et pensent qu'il n'y a plus rien à faire ?

ALICE DESBIOLLES : Je déplore une certaine opposition entre générations avec, d'un côté, les coupables boomers et, de l'autre, une « génération climat » éveillée et irréprochable sur ces questions. Les enjeux sont plus complexes, cette sensibilité traverse toutes les couches sociales, les âges, les milieux professionnels, car nous sommes tous concernés. Plutôt que de dire aux jeunes ce qu'il faut faire, il convient d'agir conjointement, à leurs côtés. Je regrette que ces questions, à la manière dont on les traite dans le débat public, soient sujets de rupture et de distance entre les individus et les générations, alors qu'au contraire, ils ont la capacité en eux-mêmes de nous relier profondément et de nous réinventer collectivement dans un sens axé sur les notions de sobriété et de résilience. Le potentiel reliant et de réconciliation avec nous-mêmes, avec les altérités non-humaines, mais aussi entre nous, en tant que société et génération, mériterait d'être rappelé et mis en avant. Quand certains scientifiques nous alertent sur l'habitabilité même de la planète – deux zones dans le monde ont été déjà déclarées officiellement inhabitables pour l'homme, du fait de températures trop élevées –, nous avons tout intérêt à habiter le monde différemment.

TABLE DES QUESTIONS : *Faut-il se changer d'abord ou changer le monde ? Concrètement, que peut-on faire pour que vos invitations ne soient pas de nouvelles injonctions, mais au contraire une source de vie ?*

CHEIKH KHALED BENTOUNES : Il faut être pratique. Je reviens d'une petite île des Canaries de 12 000 habitants, qui n'a pas assez d'eau et beaucoup de touristes. Les habitants ont décidé de sauvegarder leur île en la protégeant de l'impact du tourisme et en optant pour l'agriculture. L'eau est pompée de l'océan, stockée sur le volcan et relâchée pour produire de l'électricité et irriguer, combinant hydraulique et éolien. Cette île, El Hierro, est aujourd'hui autosuffisante, et il n'y a qu'un hôtel, donc vous logez chez l'habitant. Ces actions ont été menées contre l'avis du gouvernement central, en s'associant avec la société qui produit l'électricité et désalinise l'eau. Les habitants sont actionnaires et l'État espagnol l'est aussi à 3 %. C'est du concret. Aujourd'hui, l'île exporte sa production et nourrit les six autres îles des Canaries, qui sont en difficulté car elles ont bâti des hôtels les uns à côté des autres, abîmant ainsi

la nature et subissant la crise du tourisme ; la plupart des hôtels ont déposé le bilan. C'est un choix communautaire. La prise de décision ne peut pas demeurer dans une structure pyramidale où une élite qui a le pouvoir, les avoirs et les distribue selon l'intérêt qu'elle porte aux uns ou aux autres : c'est le cercle qui peut nous sauver. Chacun de nous peut changer le monde à sa façon. L'outil pour y parvenir, c'est l'éducation. Nous devons enseigner la culture de la paix dans nos écoles, c'est le levier si l'on veut changer pour l'avenir.

JEAN-GUILHEM XERRI : Personnellement je ne me sens pas appelé à changer le monde. Je pensais à Nelson Mandela qui a plus changé le monde que n'importe quel président des États-Unis, ne serait-ce que sur les 30-40 dernières années, car il a vécu pleinement ce qu'il avait à vivre. Il ne s'agit pas d'avoir des postures, des ambitions, des désirs, aussi louables et vertueux soient-ils, mais, avant tout, de se demander ce que nous pouvons changer dans le monde dans lequel nous vivons. Cela passe par un petit périmètre, par notre sphère d'influence. Avec humilité et modestie. Il ne faut pas craindre l'humilité des choses concrètes. Le trépied qu'apporte la sagesse chrétienne peut être décliné de façon très concrète. De quoi ai-je besoin de me dépolluer ? Quel acte gratuit puis-je poser ? Quel acte gratuit dont je suis bénéficiaire ? Que puis-je mettre en œuvre pour moi et autour de moi pour aider à m'ancrer dans la terre et me relier au ciel ? Nous ne sommes pas dans le domaine du prescrit, mais du discernement singulier intime que chacun est invité à faire.

ALICE DESBIOLLES : On sent une hyper responsabilité, voire une hyper culpabilisation. Il faut faire attention à cet *hubris*¹, certes bienveillante, mais *hubris* d'impuissance, veiller à ne pas forcément globaliser ses intentions au risque de s'y perdre, essayer de se débarrasser du trop-plein de holisme² qui va parfois submerger les individus éco-anxieux. Il s'agit simplement de trouver sa juste place dans le monde et mettre de côté cette *hubris* bienveillante mais démesurée.

– *Un participant fait un parallèle entre votre intervention et celle de Frédéric Worms qui recommandait de se reconnecter à l'action ici et maintenant.*

ALICE DESBIOLLES : Entre s'ouvrir aux autres et se connaître soi-même, c'est un peu la question de l'immanence – ce qui est en nous, qui provient de nous – et de la transcendance – ce qui, de l'extérieur, va nous aider à nous dépasser. Il est plus que jamais important de nous réconcilier à la fois avec nous-mêmes et avec le monde qui nous entoure, et de créer cette dialectique. Nous sommes souvent dans une pensée duale homme/nature, culture/nature, or, 1+1 ne fait pas forcément 2. La relation entre deux individus, c'est plus que deux individus, c'est la dialectique de ce que nous allons créer ensemble. Nous devons sortir de cette vision duale, reconnecter immanence et transcendance pour réinventer et renaître à la fois à soi-même, aux autres et au

¹ Orgueil, démesure.

² Néologisme venant du grec *holos* qui signifie « la totalité, l'entier ».

monde, et réfléchir à un champ des possibles qui permettrait une réconciliation plus importante.

– *Quelles relations et quelles influences les soufis ont-ils avec les autres musulmans ? Qu'apporte votre foi musulmane soufie pour servir de boussole pour l'avenir de notre monde ?*

CHEIKH KHALED BENTOUNES : Le soufisme a subi durant le xx^e siècle une pression de la part du fondamentalisme qui a été financé et entretenu par des États très puissants, bien souvent en connivence avec l'Occident. Il y a 350 millions de soufis dans le monde, mais le soufi ne s'extériorise pas, il vit dans le monde, ni retiré, ni désireux de se donner une apparence. Il critique plutôt son intériorité et veille sur elle. Quant à son apport au monde, je parlerai de la Journée internationale du vivre ensemble en paix, célébrée le 16 mai et créée par une ONG soufie après trois années d'efforts et de travail auprès des Nations unies. Le 16 mai prochain sortira un film, *Nous tous*, qui retrace le vivre ensemble dans les régions de conflits, où les gens se sont battus les uns contre les autres. Nous avons voulu savoir ce que produit le vivre ensemble quand il est entrepris par des gens qui ont été en conflit et comment des associations sur le terrain peuvent retisser des liens, faire se rencontrer la victime et le bourreau pour refaire un chemin ensemble, rediscuter et revivre ensemble. Ce film existe en plusieurs langues ; il sera programmé le 16 mai dans 54 capitales dans le monde et il est proposé aux organismes qui souhaitent organiser une projection.

S'ouvrir aux ressources extérieures et collectives

ANDREA RICCARDI

ANDREA RICCARDI¹

Je suis avec attention les Semaines sociales de France en raison de leur liberté chrétienne, de leur sens de la responsabilité et de leur courage à affronter l'avenir par le débat et la pensée. J'ai participé en tant qu'orateur aux Semaines sociales de 1999 et de 2004, à Lille, à l'occasion de leur centième anniversaire. Aujourd'hui, je me sens en totale harmonie avec l'invitation : osons rêver l'avenir ! En effet, une grande faiblesse de nos pays européens est leur manque de vision. J'ai une affection particulière pour un poème que Karol Wojtyła, alors trentenaire, composa dans les années sombres de la Pologne, à un moment où, du fait de la domination soviétique, il ne semblait plus y avoir d'avenir : « Je crois que l'homme souffre par manque de "vision" surtout. S'il souffre par manque de vision, il doit alors se frayer un chemin entre les signes jusqu'à ce qui gravite au-dedans et qui mûrit comme fruit de la parole. » Le manque de vision, on le retrouve aussi aujourd'hui, de différentes manières, après/pendant la pandémie (j'emploie les deux prépositions, car nous sommes dans un « après » qui est aussi un « pendant »). Dans le monde globalisé, nous voyons tout, même ce qui est loin ; mais la vision de l'avenir nous échappe. Bien plus, nous avons mis de côté la recherche d'une vision, considérant que cette exigence n'est plus adaptée à la complexité du réel. On la tient presque pour de la naïveté, dans un monde où les domaines de la connaissance se spécialisent de plus en plus. Les transformations politiques, notamment à l'échelle internationale, se font

¹ Andrea Riccardi est historien, fondateur de la communauté de Sant'Egidio, ancien ministre de la coopération du gouvernement Monti, essayiste et éditorialiste.

sans idée directrice et suivent souvent l'affirmation de puissance de l'un ou l'autre pays, de l'un ou l'autre groupe ethnique. Pensons aujourd'hui à la décomposition brutale de l'Éthiopie, État africain millénaire, jamais assujéti à une puissance coloniale, sinon pendant quelque temps par les ambitions impériales de Mussolini.

Rêver l'avenir ? Les grands phares, qui avaient éclairé l'humanité, semblent quasiment éteints : la paix, le dialogue, l'œcuménisme, la passion sociale, la justice, la coopération internationale. Le pape François a écrit dans l'encyclique *Fratelli Tutti* : « Dans le monde d'aujourd'hui, les sentiments d'appartenance à la même humanité s'affaiblissent, et le rêve de construire ensemble la justice ainsi que la paix semble être une utopie d'un autre temps. » On a presque peur des visions d'avenir. La fin des rêves a des effets dangereux, comme la réhabilitation de la guerre ou l'émergence du nationalisme.

En 1967, deux ans après la fin du Concile, Paul VI fut à l'initiative d'une lecture « globale » du monde, centrée sur les relations entre le Nord et le Sud pauvre. Il le fit avec l'encyclique *Populorum progressio*, à laquelle le père Lebreton, dominicain français, apporta une contribution fondamentale. Celui-ci avait introduit dans la doctrine sociale le « développement intégral de l'homme » et fondé *Économie et humanisme*. Devant les problèmes du monde qui sortait du colonialisme dans les années soixante, Paul VI affirme : « Le monde souffre par manque de pensée », et il fait cette proposition : « Nous convoquons les hommes de réflexion et les sages, catholiques, chrétiens, honorant Dieu, assoiffés d'absolu, de justice et de vérité : tous les hommes de bonne volonté. À la suite du Christ, Nous osons vous prier avec instance : “Cherchez et vous trouverez”, ouvrez les voies qui conduisent par l'entraide, l'approfondissement du savoir, l'élargissement du cœur, à une vie plus fraternelle dans une communauté humaine [...] universelle. »

Le monde souffre par manque de pensée : recherchons et pensons ensemble l'avenir pour une communauté humaine, fraternelle et universelle ! Telle est la pensée de Paul VI, un grand humaniste européen, qui voyait se profiler la crise de l'Europe et l'unification du monde. Ce processus devait s'accompagner d'une vision, prémonition des temps à venir. L'invitation tombe dans le vide. Aujourd'hui encore, devant le nouveau monde global, nous ressentons l'absence de pensée et de visions. Nous sommes submergés par une force invisible et sans paroles. Nous l'avons vu avec la pandémie, quand dominait le grand silence. Il est évident (une évidence rappelée par la rencontre des Semaines sociales) qu'il faut discuter, penser, rêver. Votre rencontre est une convocation pour chercher ensemble. Et cela est déjà l'indication d'une ressource.

Mais pourquoi me demander à moi de prendre la parole ? N'aurait-il pas mieux valu demander à un jeune ? J'ai soixante et onze ans et je sais qu'il ne me reste qu'un petit morceau d'avenir – avec le secours du Seigneur. Je viens du vingtième siècle. Je suis né cinq ans après la fin de la seconde guerre mondiale, dont j'ai pu sentir la

proximité à partir des récits de mes grands-parents, de mes parents et de leurs amis. Ils m'ont transmis l'idée de la guerre comme folie. J'ai connu plusieurs survivants de la Shoah. Une de mes amis, juive hongroise, rescapée des camps, Edith Bruck, aujourd'hui très âgée, a écrit un poème qui dit tout de sa douleur : « Naître par hasard, / naître femme, / naître pauvre, / naître juive/ c'est trop/ dans une seule vie ». La génération de la guerre et de la Shoah a vécu trop de choses dans une seule vie. J'ai le sentiment que ma génération, née après la guerre, a le devoir de communiquer la mémoire de la tragédie qui a brisé le vingtième siècle.

L'année 68, l'année où la Communauté de Sant'Egidio est née, m'a communiqué le sentiment que le monde peut changer par l'œuvre de nos mains. On peut beaucoup discuter sur 68, mais cette expérience est la mienne. J'ai vu les pays de l'Est communiste et, en visitant l'Albanie de Hodja, un régime insensé et policier, j'ai bien compris la valeur de la liberté et de notre démocratie, aussi dans ses différentes formes. Je suis historien et je sais qu'il n'y a pas d'avenir sans la mémoire de l'histoire.

En tant qu'Européen, j'ai beaucoup reçu. J'ai été préservé de la guerre. Je ne l'ai rencontrée qu'à trente ans passés, en me rendant au Liban et en Afrique. C'est la raison pour laquelle je ressens une responsabilité à l'égard de la paix. J'éprouve le sentiment d'un lien profond avec le sud du monde, en particulier l'Afrique, en participant à son histoire de progrès et de douleurs. Avec Sant'Egidio, j'ai placé les pauvres et les personnes périphériques au centre de l'existence et de l'avenir, de plus en plus convaincu que « la pierre qu'ont rejetée les bâtisseurs est devenue la pierre d'angle... » (Mt 21,42). À partir des pauvres, des personnes des périphéries, des personnes frappées par la guerre, de ceux que la douleur rend parfois muets, j'ai compris une chose qui m'accompagne toujours et dont je retrouve l'expression dans un vers du poète russe Evtouchenko : « Personne n'est dépourvu d'intérêt, / Chaque destin est tel la chronique des planètes ». Chaque homme est intéressant : il a quelque chose à dire, c'est pourquoi le silence doit être rompu par la rencontre. Chaque homme est une ressource.

Je pourrais continuer ainsi. Des jeunes ont pris la parole lors de cette rencontre. Très souvent, dans nos sociétés, nous avons écrasé les plus jeunes : nous, adultes qui nous pérennisons et qui voulons allonger notre présent, en n'acceptant jamais de devenir vieux, en dissimulant notre vieillesse. Les jeunes nous rappellent, avec plus de conviction que nous, la nécessité de prendre soin au plus vite de la terre. Cette conviction est une ressource. Il y a besoin d'une alliance de pensée, de passions, de recherche de visions chez les jeunes, chez les moins jeunes et les vieux, chez les femmes et les hommes. Le prophète Joël, parlant de l'effusion de l'esprit « sur tout être de chair », dit : « Vos fils et vos filles prophétiseront, vos anciens seront instruits par des songes, et vos jeunes gens par des visions. Même sur les serviteurs et sur les servantes je répandrai mon esprit en ces jours-là. » (Joël 3,1-2). Il y aura besoin aussi d'esclaves, hommes et femmes, des invisibles, des sans voix et des sans

droits : il y en a toujours dans les sociétés ! Les personnes âgées peuvent avoir des rêves : cette pensée biblique m'a beaucoup conforté dans cette démarche de prendre la parole devant vous. Parler du « rêve », ce n'est pas faire une conférence ou parler de soi. La Bible m'a appris à comprendre la valeur du rêve. Je crois que penser avec la Bible nous ouvre aux visions de l'avenir. Le cardinal Martini, grand croyant et grand Européen, disait : « Ne pas penser de manière biblique nous rend limités, nous impose des œillères... »

Historiquement, le dernier grand rêve partagé était celui d'un monde global, pacifique, uni, après la chute du Mur en 1989, lorsque la guerre froide a pris fin. Les bonnes conditions étaient alors réunies pour le réaliser, mais nous ne les avons pas saisies. C'est un monde global fondé sur la finance et l'économie qui s'est développé, et non sur la coopération ou la construction d'une communauté des peuples. Nous sommes aujourd'hui dans un monde unifié par certains aspects (la finance, les communications, les transports), mais – par d'autres aspects – divisé, comme le montrent les murs qui resurgissent, quand il n'est pas carrément en lambeaux. Ce monde global – nous l'avons vu récemment à Glasgow – n'a pas trouvé d'accord pour répondre à la crise écologique, du fait de la divergence des intérêts nationaux : « Ils ont été plus vagues que d'habitude », a commenté Greta Thunberg.

Le monde global n'est pas pacifié. Une immense haine a surgi : terrorisme, radicalismes, djihadisme, ethnicisme, nationalismes. Les leçons du vingtième siècle ont été oubliées : deux guerres mondiales et la Shoah, pour en arriver à réhabiliter la guerre au XXI^e siècle. Or la mémoire constitue une grande ressource aujourd'hui. Les deux premières décennies du vingt et unième siècle ont été habitées par la guerre, commencée parfois avec l'enthousiasme arrogant de ceux qui croient pouvoir l'emporter. Et les guerres durent pendant des années, traînant leur cortège de mort et de destruction. Ou bien elles finissent avec les tristes images de l'aéroport de Kaboul, une petite part du drame de l'Afghanistan. Nous avons les yeux fixés sur Kaboul cet été, mais qui s'en souvient aujourd'hui ?

Si je devais oser un rêve, je dirais : paix ! La paix est un mot dense, aux significations multiples, toutes liées à la vie et au bien. C'est le désir profond de ceux qui ne la possèdent pas. La valeur de la paix s'est affaiblie avec la perte de culture et de mémoire chez de nombreux gouvernants, qui ne savent plus ce qu'est la guerre ou qui font les guerriers. La « paix » crie – écrit un poète italien, David Turoldo – comme « le vent/ de l'espérance vaincue/ depuis les barbelés d'Auschwitz... vent qui souffle plus haut/ que vos orgueils/ ô hommes, jouets/ de peurs infinies ».

L'invocation de la paix est celle d'un grand nombre de personnes. Elle veut dire : délivre-nous de la guerre ! Une invocation quasi équivalente à celle du Notre Père : « délivre-nous du mal ». Car la guerre est, à ma connaissance, le visage du mal. Elle est la mère d'une multitude de malheurs et de pauvretés. La paix se lit sur les lèvres des réfugiés soudanais ou somaliens, que j'ai vu venir par les couloirs humanitaires

en Europe. Je l'ai vraiment comprise, quand j'ai assisté à l'arrivée des réfugiés syriens en Europe par les couloirs humanitaires. Ces couloirs que Sant'Egidio France met actuellement en œuvre avec les Semaines Sociales de France. Je l'ai entendu prononcer avec une nostalgie poignante au Mozambique, où le terrorisme djihadiste du Nord a provoqué sept cent mille réfugiés, et j'ai l'impression de voir se fissurer cette paix signée en 1992, qui a mis fin à une guerre terrible responsable d'un million de morts. J'ai vu le désir de paix dans le camp de réfugiés de l'île grecque de Lesbos, d'où l'on arrive de partout.

Or la paix est aussi un bien pour ceux qui ne sont pas directement touchés par la guerre, mais qui n'ont pas la paix dans leur vie, dans cette société blessée, non seulement par le Covid, mais aussi par diverses blessures sociales et personnelles. Une société blessée dans les existences des personnes âgées, décimées par la pandémie dans les établissements, et abandonnées à une solitude qui équivaut à une sentence de mort. Une société blessée dans les périphéries où les gens sont amassés sans liens ni ressources d'humanité. Je pourrais continuer ainsi pour montrer comment, de l'absence de paix, naît la haine contre nos systèmes, contre une catégorie de personnes, contre les autres : avec la haine, viennent le préjugé et la violence. Car la paix doit prévenir le conflit, et ne pas consister seulement à recoudre des blessures ouvertes.

J'ai parlé du fait de « penser de manière biblique ». « Paix », dans la Bible, est une parole particulièrement dense qui est employée dans de multiples et diverses situations : elle n'est pas seulement le contraire de la guerre que l'on mène. Depuis le vingtième siècle au moins, nous sommes en état de guerre avec la création. Ce qui produit une dégradation qui mène vers une menace irréversible. Poète et visionnaire, François d'Assise rêve la paix avec la nature dans le Cantique des créatures, composé en 1224 : « Loué sois-tu, mon Seigneur, pour sœur notre mère la Terre, qui nous soutient et nous gouverne, et produit divers fruits avec les fleurs colorées et l'herbe. »

La paix est le plus grand des dons pour les hommes, les femmes et la terre. Alors, pour nous Européens, s'il y a un rêve à oser, c'est la paix ! Français, Italiens, Allemands, Espagnols et autres Européens, nous avons une responsabilité commune, au-delà de nos différentes histoires politiques. Nous sommes les mêmes gens. Nous jouissons d'une paix qui vient de loin, après nous être combattus, au siècle dernier, dans deux terribles guerres mondiales. Il semble absurde à présent de nous combattre ! La paix européenne est le point de départ pour réaliser la paix dans le monde, pour apporter la paix là où il y a la guerre ! On ne se sauve pas tout seul. L'incendie de la guerre ravage des pays entiers et se propage. Je pense à la Syrie où un enfant de dix ans n'a jamais vu la paix, a toujours vécu en guerre. Comment rester en paix, quand une si grande partie du monde n'a pas la paix ? C'est la même question qui se pose face à la pandémie : comment rester en bonne santé quand le monde est

malade ? Le même constat face à la crise écologique : cette crise, au-delà des frontières des États, finit par nous toucher tous. C'est évident : si la maison du voisin brûle, la mienne est menacée. Il y a une interdépendance profonde entre les peuples et entre les personnes. L'antique message chrétien, qui rappelle que l'on ne se sauve pas seul, est à présent une évidence laïque : tout seul, il n'y a ni paix ni salut !

Je parle de paix, comme fin de la guerre, trêve avec la création, fraternité et amitié dans les relations... peut-on oser un rêve ? Ici surgissent des incertitudes chez ceux qui, durant les longs jours de la pandémie, ont mesuré leurs limites, leur solitude et leur impuissance. Oui, une impuissance contre la maladie, mais aussi contre le mal auquel nous sommes exposés. C'est une expérience qui explique la crainte de rêver et d'oser : que puis-je faire avec mes forces limitées ? Que peut faire une famille ? une petite communauté, qui résiste encore à l'érosion de l'individualisme ? une Église en grande difficulté avec peu de forces et tant de limites ?

Comment est-il possible d'oser et de rêver ? Nous sommes découragés, presque intimidés à l'idée de penser en grand, intimidés aussi par la complexité du monde contemporain : comment affronter la complexité avec la naïveté d'un rêve ? Les questions s'accroissent : le rêve n'est-il pas le risque de s'illusionner soi-même ou de tromper les autres ? Ce sont les questions qui peuvent surgir quand on se confronte à une réalité. Il n'est pas possible non plus de commencer à y répondre tout seul. On finit alors par se retirer dans la sphère privée, triste et effrayé par l'ampleur des défis. L'indifférence se développe à l'égard des faits de la vie, parce qu'on n'a quasiment plus de prise sur rien : on devient indifférent. L'impuissance crée l'indifférence. C'est l'air de tristesse et de résignation qui habite tant de maisons et de cœurs.

Il existait autrefois les partis où se forgeait, plus ou moins, une volonté commune. À présent nous sommes des individus seuls, et les liens se sont fragilisés. Il existe les partis de la haine et de la colère, qui rassemblent beaucoup de « moi » isolés et qui les lancent à l'assaut de quelqu'un ou de quelque chose. Ils durent peu, aussi longtemps qu'il y a un ennemi : l'habileté des leaders réside dans le fait de désigner cet ennemi. Les populismes et les souverainismes créent la sensation passagère d'être un « nous », mais elle a tôt fait de disparaître. Alors la haine laisse un goût amer dans la bouche. Dans les villes, dans les périphéries, dans le monde dépeuplé des campagnes ou des montagnes, nous sommes tous davantage seuls. Même dans l'Église, il y avait, hier, un foisonnement de réunions et d'associations. Aujourd'hui il y en a moins. Dans un monde de tant de « moi », comment oser rêver ?

Toutefois la méthode, pratiquée dans cette rencontre, est déjà une ressource pour rêver : dépasser les solitudes, parler avec les autres, partager les attentes. Vous avez participé non pas par devoir professionnel ni parce que vous adhérez à une association, mais parce que vous désirez parler dans un environnement libre, engagé, laïque et chrétien. C'est l'indication d'une ressource. La ressource, c'est l'autre avec qui dialoguer, nouer un lien fraternel, tenter d'envisager l'avenir.

Zygmunt Bauman, grand interprète du monde global, avait compris en profondeur la situation de la femme et de l'homme d'aujourd'hui. Je l'ai rencontré à Assise, quelques mois avant sa mort. Il était inquiet : il regardait le pape François avec beaucoup d'intérêt (il lui dit en le rencontrant à Assise : « Vous êtes pour moi la lumière au fond du tunnel »). J'ai été touché par le fait que, bien qu'âgé de plus de quatre-vingt-dix ans, il s'intéressait passionnément à l'avenir. Bauman écrit, dans l'un de ses derniers livres, que nous devons « mettre un terme au monopole de ces professionnels de la politique, et ce, en faisant “descendre” ces problématiques capitales que sont la coexistence pacifique, la solidarité et la collaboration humaine au niveau “de la rue”, au niveau des boutiques, des bureaux, des écoles et des espaces publics, tous ces endroits où les gens “de la base” », membres du *hoī polloi*¹, se rencontrent et conversent – pour le dire autrement, en leur faisant quitter les espaces confus et obscurs de la politique professionnalisée tels qu'on les voit “à la télévision”² ».

Nous devons « [...] retirer la question, les destins et les espérances d'intégration de l'humanité des mains de ceux qui commandent [...] pour les confier aux rencontres quotidiennes entre voisins et collègues : des rencontres auxquelles nous participons tous – exposés aux regards réciproques – en tant que parents attentifs ou insensibles, compagnons fidèles ou déloyaux, voisins attentionnés ou mesquins, collègues agréables ou ennuyeux... ».

Il faut parler et discuter là où nous sommes, créer des liens et des circuits, bien qu'il y ait plus de questions et de problèmes que de réponses ou de solutions. La première grande ressource pour rêver est de faire renaître, dans le dialogue, un tissu amical et fraternel : trouver des compagnons et compagnes. La première ressource pour rêver, c'est construire un tissu fraternel d'où puissent germer des visions et des pensées. Rappelant que nos pays sont placés devant une alternative (*aut aut...*), Bauman écrit : « nous pouvons choisir de nous prendre par la main les uns les autres, ou terminer dans une fosse commune ». L'autre, sa parole et son amitié sont une ressource qui nous fait oser. Jonathan Sacks, qui fut un Grand Rabbin britannique et un grand humaniste, écrivait : « ... on ne peut pas provoquer le changement dans une société libre par l'indignation, la condamnation, la diffamation et le sentiment de supériorité, le tout communiqué par les médias sociaux. On peut changer le monde en changeant les personnes, et on change les personnes en s'engageant avec elles... ».

L'encyclique *Fratelli Tutti* de François est une indication forte : pour les chrétiens et pour l'Église, afin qu'ils misent sur la fraternité à réaliser entre les hommes et les femmes ; pour chacun afin que la fraternité soit le cœur de son existence. Le pape écrit au commencement : « Je livre cette encyclique sociale [...] pour que, face aux manières diverses et actuelles d'éliminer ou d'ignorer les autres, nous soyons

¹ Terme grec qui signifie la foule, les gens.

² Z. Bauman, *Retrotopia*, essai traduit de l'anglais par Frédéric Joly, Paris, Premier Parallèle, 2019, p. 245.

capables de réagir par un nouveau rêve de fraternité et d'amitié sociale qui ne se cantonne pas aux mots ». Le nouveau rêve consiste en ceci : « que nous puissions tous ensemble faire renaître un désir universel d'humanité ». Fraternité veut dire paix : *Fratelli Tutti* est aussi une encyclique sur la paix. Le titre est extrait d'une oraison de saint François et le texte a été signé à Assise sur la tombe du saint. Comme du reste l'encyclique sur l'écologie, *Laudato si'*, dont le titre est emprunté à François d'Assise. Les deux encycliques montrent ensemble la vision [du pape] François.

Cette vision peut-elle habiter nos maisons et nos cœurs ? Peut-elle habiter dans les périphéries ? dans les villes ou dans le monde des campagnes ? Je crois qu'il y a une soif de cette vision partout, dans les déserts de solitude de la vie. On a peur de l'accueillir, par crainte d'oser, surtout par crainte de ne pas réussir à la vivre et de ne pas avoir les ressources pour la réaliser, ne serait-ce qu'un peu. Le dialogue avec l'autre est la première ressource : je l'ai dit. Nous ne sommes pas seuls et isolés, comme nous en avons parfois l'impression. Il faut recoudre patiemment un tissu de fraternité. Le message de François nous dit que nous ne sommes pas seuls à la recherche du rêve, et que le rêve peut bourgeonner même dans des milieux et dans des cœurs qui semblent arides et réfractaires.

Je voudrais évoquer, comme témoignage aussi d'une ressource, le grand chemin effectué par de nombreux mondes religieux, chemin que j'ai vu de près. En 1986, Jean Paul II invita les responsables des religions du monde à prier les uns à côté des autres pour la paix, non plus les uns contre les autres, comme lui-même le souligna. C'était alors à Assise. La Communauté de Sant'Egidio a continué, année après année, les rencontres interreligieuses dans différentes villes du monde, développant un tissu de dialogue non-académique, mais fondé sur l'amitié et la fraternité qui fait apparaître ce qui unit et relègue à la périphérie ce qui divise, même si, évidemment, il reste ce qui distingue les uns des autres. Les rencontres entre religions étaient considérées comme illusoire. Nous avons continué pendant des années avec patience dans un climat de scepticisme.

Un changement s'est produit ces dernières années, surtout avec la pandémie. Se rencontrer et parler n'est pas inutile, mais provoque un changement. Les religions n'étaient pas habituées à parler avec les autres : leur parole était un monologue. Le vivre ensemble a progressivement fait passer du monologue au dialogue sur des questions concrètes. La patience porte des fruits. Il y a besoin d'une « patience géologique ». « Frappez et l'on vous ouvrira ! » En 2019 a été signé le *Document sur la fraternité humaine pour la paix et la coexistence commune* entre François et le grand imam d'Al-Azhar, Tayyeb, la plus haute autorité de l'islam sunnite. Le document est stratégique pour les musulmans sunnites humiliés par la confusion entre leur foi et l'extrémisme.

La pandémie a fait grandir la conscience d'une coopération entre les religions. Nous avons remarqué que les responsables religieux ont approfondi l'idée d'affronter

ensemble les problèmes. Une grande ressource pour le futur : ensemble et non pas tout seuls. Les mondes religieux, avec la pandémie, ont développé une conscience plus universaliste que les États. Le chef des rabbins européens, Goldschmidt, a déclaré : « s'il y a une chose que ce virus perfide et insidieux a enseigné au monde, c'est la totale interdépendance de l'humanité... Le Covid-19 nous a tous appris l'humilité et la vulnérabilité. L'humanité qui a été en mesure de rejoindre la planète Mars a été humiliée par cette créature invisible et microscopique... ». Les religions témoignent aujourd'hui de l'interdépendance. Nous ne sommes pas seuls. Cette conscience est la base qui permet de rêver. Oser rêver mobilise déjà les cœurs et les esprits. Le rêve aide à rêver : il crée un tissu de fraternité. François a dit : « Rêvons ensemble, rêvez entre vous, rêvez avec les autres... D'aucuns diront : "mais ces choses sont inaccessibles". Certes, mais elles ont la capacité de nous mettre en chemin. Et c'est précisément là toute votre force et toute votre valeur. »

Le pape a résumé ainsi son rêve, dans la rencontre interreligieuse organisée à Rome par la Communauté de Sant'Egidio : « Nous avons devant les yeux une vision, qui est la même que celle de nombreux jeunes et d'hommes de bonne volonté : la terre comme maison commune, habitée par des peuples frères. Oui, rêvons des religions sœurs et des peuples frères ! Des religions sœurs, qui aident les peuples à être frères dans la paix, gardiens réconciliés de la maison commune de la création ». Ce ne sont pas seulement les idées du pape, c'est la réception de l'aspiration des nombreux blessés de la vie, des nombreuses personnes seules, des réfugiés, de ceux qui sont en quête de bien et de sens. Ce sont les rêves de chrétiens, mais aussi de personnes d'autres religions, de non-croyants ; d'hommes de bonne volonté, comme le disait Jean XXIII.

Osons rêver ! Pour moi, le rêve a une force profonde, qui a des répercussions dans la société, dans l'Église, dans la vie de chaque jour. Car il oriente tout le monde vers l'avenir, en créant un lien entre ceux qui commencent à comprendre qu'il faut se tenir par la main. C'est la nécessaire mobilisation fraternelle qui engage les chrétiens, mais dans laquelle tout le monde a sa place. Quand nous commençons à progresser dans le rêve, nous voyons qu'il y a plus d'énergies que ce que nous pensions : l'intelligence et l'enthousiasme se réveillent en nous et chez les autres ; nous voyons se libérer la force d'attraction d'une vision, les paroles en dialogue réveillent de grandes et vastes pensées sur l'avenir.

Je crois que, depuis nos pays européens, depuis l'Église elle-même, peut surgir à nouveau une source de vie et d'énergie qui change le quotidien et qui a des répercussions sur les petites et grandes problématiques. Nos pays ont été traversés par des mouvements de protestation qui montrent la volonté de se mobiliser. Il y a ici dans les Semaines sociales une longue mobilisation pour un monde fraternel, pour une terre plus habitable. Cela crée de l'espérance chez les personnes. Il faut « organiser » l'espérance : créer un tissu de fraternité qui donne chair aux ossements desséchés

(comme le dit le prophète Ezéchiel) de nos sociétés ou de nos Églises. C'est l'indication de François ; c'est aussi ce qu'indique une intelligence laïque comme Bauman. L'Esprit de Dieu souffle : il inspire les rêves, préserve les liens, recrée la fraternité.

Pour que le fait d'oser le rêve ne soit pas une tentative passagère, mais une forme fraternelle et solide d'existence, une lutte contre la décadence, un engagement pour l'avenir, il faut faire éclore une culture renouvelée de la rencontre. La culture devient le sentiment et la pensée d'un peuple sans frontières, le peuple du rêve.

Je pense que nous le pouvons. Oui, nous le pouvons.

Débat

PRISCILIA DE SELVE : Vous êtes, depuis plus de cinquante ans, à la tête de la communauté de Sant'Egidio, vous luttez pour les pauvres et pour la paix en vous basant sur la prière. Ne vous sentez-vous jamais découragé ?

ANDREA RICCARDI : Si, très souvent. Envers moi-même, les autres, les compagnons de l'espérance, devant les difficultés du monde... Mais le découragement est une épreuve de la vie et nous donne aussi une force, celle de recommencer et d'espérer.

TABLE DES QUESTIONS : *Nous n'avons jamais eu autant de moyens de rencontrer l'autre, or nous constatons que nous le rencontrons de moins en moins. Que peut-on faire pour que la rencontre vienne à nouveau, notamment entre générations, entre des jeunes écrasés et des vieux qui ne veulent pas se voir vieux. ?*

ANDREA RICCARDI : La communication est aujourd'hui devenue possible à tous les niveaux, intense, rapide. Pendant la pandémie, la communauté Sant'Egidio, qui existe dans environ 170 pays du monde, fut elle aussi privée de visites et de rencontres, et en a ressenti un profond malaise. Ce qui nous a donné de la force pour sortir est l'amitié avec les pauvres, c'est une manière de sortir de l'isolement. La solitude, dans nos villes, dans nos existences riches de communication, est un grand problème. Il faut se soucier de la solitude des plus pauvres, des personnes âgées, car le futur n'est pas rayonnant.

– *Votre lucidité nourrit notre discernement, mais votre vision n'est-elle pas un peu pessimiste ? Qu'est-ce qui vous rend définitivement optimiste pour l'avenir ?*

ANDREA RICCARDI : C'est un livre à écrire plus qu'une réponse à donner. En écrivant ce long discours, j'ai craint d'être trop pessimiste, mais si on a un regard un peu global, on doit être réaliste et voir toutes les difficultés, les crises, les problèmes qui nous entourent. Je pense ne pas être optimiste, mais avoir expérimenté, dans mon histoire personnelle, qu'il y a une force dans le rêve. Il se transforme en chemin, il trouve des compagnons, mais il reste une aptitude de rêveur, de visionnaire et ça

nous donne une force incroyable. Réalisme et « rêvisme », si je me permets ce néologisme, marchent ensemble. Sans rêve et sans espérance, on ne peut pas supporter le réalisme, et l'on est tenté de se défendre avec des illusions.

– *Comment consolider la paix en Europe et comment cette paix peut-elle aider à construire la paix dans le monde, étant donné que d'un point de vue écologique, nous sommes plus responsables que d'autres parties du monde des dommages de la planète ? Comment rétablir la justice entre les peuples ?*

ANDREA RICCARDI : Nous, Européens, ne sommes plus les dominateurs du monde, mais nous sommes devenus une riche périphérie du monde. Le futur du monde est désormais dans le Pacifique ou l'Océan Indien. Nous sommes la plus forte économie du monde, me disait Madame Merkel, nous avons un magnifique *welfare*, nous n'avons pas connu la guerre, sauf celle des Balkans, nous avons donc des ressources énormes pour travailler sur le monde, mais nous sommes divisés. L'Union européenne est divisée entre deux mondes, Est et Ouest, qui ne vont pas à la même vitesse. Les pays de l'Est ont regagné la liberté hier, alors que nous l'expérimentons depuis bien longtemps.

Il y a aussi le problème des élections qui se succèdent tous les ans dans un pays ou un autre et nous empêchent d'avancer. Nous ne sommes jamais à la même vitesse et les positions sur la question migratoire enveniment les débats. Il faudrait faire une alliance entre les pays européens qui veulent être fidèles à leur rêve d'universalité, qui veulent compter dans le monde dans le bon sens. La France et l'Italie ont un terrible passé colonial. Nous sommes maintenant politiquement corrects, nous ne sommes plus dans la colonisation, mais nous sommes indifférents.

Il faut trouver le moyen politique de compter dans le monde dans le sens de la paix. Et si la politique est bloquée, il faut que nous, les hommes et femmes de la rue, nous y mettions, car peu de personnes peuvent faire beaucoup pour la paix, comme peu de personnes peuvent faire beaucoup pour la guerre.

Envoi

DOMINIQUE QUINIO

Osons rêver l'avenir, tel était notre mot d'ordre pour cette 95^e rencontre des Semaines sociales. La troisième journée coïncidait avec l'ouverture du Temps de l'Avent, qui ne doit pas être une commémoration du passé, mais un moment où nous relevons la tête, où nous cassons notre addiction à l'immédiateté pour entrer dans le temps de l'attente, nous a dit Mgr Luc Crépy, évêque de Versailles, au cours de la célébration eucharistique. Un moment où il nous faut avoir un « cœur éveillé ». N'est-ce pas l'état d'esprit dans lequel nous devons être ?

Après avoir travaillé, les deux années précédentes, sur les fractures qui déchirent notre société française et avoir produit un Manifeste de l'engagement, toujours opérant aujourd'hui, nous avons voulu élargir notre réflexion dans le temps et dans l'espace : de quel monde rêvons-nous pour les années qui viennent ?

Nous savions qu'il était risqué de rêver, si cela revenait à faire le silence sur les maux d'aujourd'hui. Avant de rêver l'avenir, a-t-on entendu tout au long de nos journées, il nous faut regarder le présent, le comprendre, l'analyser, voir ce qui s'y joue. Le passé, l'histoire aussi, a ajouté Andrea Riccardi. Il nous faut « tout donner au présent, d'abord », a demandé Foucauld Giuliani, philosophe trentenaire, en ouverture de la rencontre. En ne craignant pas de dire ce qui ne nous va pas, ce qui nous « dégoûte » : pour lui, le capitalisme mondialisé, la confiscation des biens communs, des mots que nous avons entendus aussi dans la bouche de Damien Carême, écologiste, député européen. « N'allons pas trop vite au-dessus des choses concrètes, au-dessus des réalités », a conseillé un autre philosophe, Frédéric Worms. Ces mots font écho au livre du pape François, *Un temps pour changer*, écrit au début de la

pandémie. Alors même qu'il insiste sur la nécessité absolue de ce changement, le Pape propose une méthode, qui ressemble fort à la formule chère à l'Action catholique, une méthode en trois temps : d'abord, voir en se laissant transformer, changer par ce que l'on voit ; puis une étape intermédiaire : choisir, discerner, juger et pour cette étape, Monique Baujard nous l'a rappelé, les principes de l'enseignement social chrétien, si cher aux Semaines sociales, sont particulièrement utiles. Une boussole pour temps agités. Une boussole « qui nous rend libres » de nous aventurer sur des sentiers nouveaux, de prendre des risques.

Tout au long des interventions, dressant le portrait d'un monde désirable, où l'on prendrait soin des Hommes et de la Terre, il a été question de dignité de la personne humaine, de l'attention aux plus vulnérables, de la destination universelle des biens, de la solidarité, de la subsidiarité pour agir là où nous sommes présents.

Enfin, au bout de ce parcours, de ce processus, nous voici mieux armés pour agir. Une action qui peut prendre toutes les formes, de la plus modeste à la plus ambitieuse (le pape souligne l'importance de l'engagement politique, mais aussi la nécessité de changements radicaux en matière d'économie ou de finances). « Le but de la vie n'est ni le profit ni le pouvoir », mais la communauté, le peuple, la nature et un travail qui a du sens. Sur cette question du travail, on a pu entendre dans la bouche d'Olivier Abel ou de Damien Carême des propos un peu dissonants. Le travail, pour eux, ne doit pas être le seul lieu qui donne du sens à la vie, de l'utilité aux personnes. Le processus ainsi suggéré, nous l'avons suivi dans ses deux premières étapes : le regard sur le présent et les critères à observer pour bâtir un avenir désirable. Le troisième temps de l'action sera au cœur de la rencontre 2022.

Il est toujours prétentieux de vouloir tirer des conclusions d'une session aussi foisonnante. J'essaierai donc, à partir des conférences, des débats, des échanges avec vous, d'en tirer quelques lignes de force.

Malgré les inquiétudes, les colères, l'incertitude, nous devons savoir **déceler « des signes d'espoir »**, des lumières qui éclairent un chemin possible, ces chemins qui mènent vers un avenir plus juste, plus fraternel. C'est Nelly Vallance, la jeune présidente du MRJC qui nous y a invités. Et tel fut le sens de bien des témoignages entendus au cours des ateliers. Il nous faut savoir voir dans la pandémie, au-delà du négatif (Frédéric Worms disait cela alors que l'on apprenait la survenue d'un nouveau variant), des signes de progrès : pas un Progrès avec un grand P, mais des petits progrès que l'on peut définir selon de nouveaux critères. « Le progrès fait régresser ce qui nous fait régresser. » Nous ne devons pas nous laisser enfermer dans le temps de l'épreuve. Ces progrès, quels sont-ils ? On lutte de mieux en mieux contre le mal ; le soin a prouvé sa place centrale au cœur de la société et cela nous amène à mieux reconnaître tous les acteurs du soin, les métiers de l'interdépendance, leur rôle essentiel ; nous sommes appelés à donner de l'élan à la santé publique, à combattre toutes les injustices que la crise sanitaire a révélées.

Penser et agir collectivement : nos rêves « ne pourront devenir réalité que s'ils sont partagés ». On ne se sauve pas tout seul. Il nous faut penser ensemble selon cette culture de la rencontre que le pape appelle de ses vœux (c'est ce que nous avons entendu dans le message venu de Rome, signé du cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'État). Nelly Vallance a ainsi invité à partager des horizons communs. Olivier Abel, inquiet du risque de se couper du monde, comme d'ailleurs du risque de s'y dissoudre, nous a appelés à revisiter notre cohabitation avec tous les êtres vivants. Il ne suffit pas de changer nos habitudes, personnelles ou culturelles, mais de changer nos co-habitudes. Depuis plusieurs siècles, a-t-il dit, notre imaginaire nous conduisait à la mise en exergue de l'émancipation ; notre imaginaire aujourd'hui doit être celui de l'interdépendance. De l'alliance, selon les mots d'Andrea Riccardi. Nous sommes les lettres d'un alphabet qui permet d'écrire les mots et l'histoire, pour reprendre la parabole du Cheikh Khaled Bentounès.

Penser cet avenir d'une manière globale, pas pour notre pays seul, pas pour notre environnement immédiat, pas seulement pour notre génération. Il s'agit de ne pas opposer les droits humains d'un côté et la nature de l'autre, mais de penser tout ensemble, l'écologie et le souci de l'autre, l'écologie réelle et l'écologie relationnelle. Penser universel, dit Foucauld Giuliani, notre foi le permet. Nous sommes décidément (le mot a traversé toute la rencontre) interdépendants, des êtres de relations, des « co-habitants » de ce monde.

Puiser dans les ressources chrétiennes : celles de l'enseignement social, celles de la foi et celles de la spiritualité. Le voyage dans les écritures proposé par Béatrice Oiry nous rappela combien un seul Juste, un seul œuvrant pour la Justice, peut sauver le monde ; combien la puissance de Dieu se lit dans les actes de la vie quotidienne, comment nous sommes invités, en chrétiens, à penser l'impensable, l'inespérable, la résurrection de Jésus. Prendre soin de sa vie intérieure ne correspond pas seulement à une mode, c'est un besoin, une urgence, nous a-t-on dit. Chaque homme est une ressource pour les autres. Sans rêve, sans vision, s'inquiète Andrea Riccardi, nos pays sont démunis, désarmés. Alors, osons rêver !

La culture, aussi, est ressource : la poésie fut comme un fil d'Ariane reliant les temps de réflexion et de débats. Par le voyage poétique de Mackenzy Orcel et Nathalie Philip, qui nous ont fait sortir de nos frontières. Par le fil rouge spirituel de Colette Nys-Mazure, la poésie est capable de changer nos imaginaires : « Le monde nous attend », nous a-t-elle rappelé.

Oser espérer. L'espérance, la petite espérance de Péguy, fut plusieurs fois évoquée ; elle n'est pas seulement l'attente, une attente passive ; c'est le temps de l'action et de l'engagement. « L'action est féconde en ce qu'elle produit en chacun de nous », a témoigné Nelly Vallance. Damien Carême, en responsable politique, l'a affirmé avec vigueur, réfutant même, au nom du pragmatisme, la catégorie du rêve.

Pour Olivier Abel, c'est précisément le décalage entre le réel et le rêve qui est le moteur de l'action.

Même si « le présent est tragique et l'avenir incertain », selon les mots de Camus, même si la peur nous étreint, nous devons sortir du fatalisme, contre lequel on ne pourrait rien. Même les plus engagés, les plus lucides, comme Valérie Masson-Delmotte sur le climat ou Thierry Magnin sur l'intelligence artificielle, ont su nous dire qu'il existe des moyens d'action, qui passent aussi par des conversions personnelles. Les scénarios, du pire au meilleur, dépendent non seulement des arbitrages des États et de la communauté internationale, mais de nous tous : on a évoqué des avancées dans les mécanismes de prévention, de la solidarité entre États, des progrès technologiques... Bruno Tertrais, dans un esprit de provocation destiné à nous sortir du piège du fatalisme, prit le parti du contre-pied pour déboulonner quelques idées reçues particulièrement désespérantes, même s'il fut amené à nuancer ce qui pouvait apparaître comme trop optimiste. Une posture qui devait nous permettre de chercher aussi dans les évolutions du monde des raisons de croire que l'on peut faire mieux. « L'idée que nous pourrions sortir meilleurs de cette crise me remplit d'espérance », écrivait le pape François. Le 4 novembre, Journée mondiale des pauvres, il insistait : « C'est à nous, en particulier aux chrétiens, d'organiser l'espérance, de la traduire dans la vie concrète de tous les jours, dans les relations humaines, dans l'engagement social et politique. »

Belle exhortation à l'engagement, personnel et collectif ! En conclusion de ces conclusions, retrouvons ces quelques vers d'Alexis Valdés, cités à la fin d'*Un temps pour changer* :

*Quand la tempête sera passée
Je Te demande, Dieu, du fond de la honte,
Que Tu nous rendes meilleurs
Ainsi que Tu nous as rêvés*

Lettre du Vatican

Alors que vous inaugurez aujourd'hui votre rencontre annuelle 2021 des Semaines sociales de France, Sa Sainteté le pape François est heureux de vous rejoindre par la pensée et par la prière, ainsi que tous les participants qui se joindront aux réflexions et aux débats qui se dérouleront dans les trois prochains jours. Cette année, vous avez choisi le thème : Osons rêver l'avenir. Prendre soin des Hommes et de la Terre. On reproche parfois aux rêveurs de ne pas affronter l'épaisseur du réel, et c'est en effet un risque dont il faut se garder. Mais nous ne devons pourtant pas avoir peur de rêver, surtout si ce rêve est partagé et porté ensemble. Comme l'exprimait si bien Dom Helder Camara : « Lorsque l'on rêve tout seul, ce n'est qu'un rêve ; mais lorsque l'on rêve à plusieurs, c'est le début d'une nouvelle réalité. » Permettez-moi donc de vous partager les rêves que le Saint-Père a exprimés dans son exhortation apostolique, *Querida Amazonia*, et qui s'appliquent tout aussi bien au contexte de votre rencontre annuelle. Nous devons rêver d'une société qui « lutte pour les droits des plus pauvres, (...) où leur voix soit écoutée et leur dignité soit promue » ; rêver d'une société « qui préserve cette richesse culturelle qui la distingue, où la beauté humaine brille de diverses manières » ; rêver d'une société qui « préserve jalousement l'irrésistible beauté naturelle qui la décore, la vie débordante qui remplit ses fleuves et ses forêts » (Qa 7) ; rêver enfin d'une société qui accueille le message évangélique, c'est-à-dire « l'annonce d'un Dieu qui aime infiniment chaque être humain, qui a manifesté pleinement cet amour dans le Christ crucifié pour nous et ressuscité dans nos vies » (Qa 64). Ces rêves ne pourront devenir réalité que s'ils sont partagés. Aussi, le Saint-Père se réjouit des échanges que vous allez vivre pendant ces quelques jours, puisqu'ils participent de cette « culture de la rencontre », qu'il appelle de ses vœux. La pandémie a, en quelque sorte, accéléré la prise de conscience que nos

modes de vie doivent changer. Il est urgent de penser un avenir qui donne envie, qui fasse vivre l'espérance. Comme chrétiens, c'est cette si belle vertu de l'espérance que nous pouvons apporter au monde en ces temps déterminants pour la suite. Elle est « une soif, une aspiration, un désir de plénitude, de vie réussie, d'une volonté de toucher ce qui est grand, ce qui remplit le coeur et élève l'esprit vers les grandes choses, comme la vérité, la bonté et la beauté, la justice et l'amour. [...] L'espérance est audace, elle sait regarder au-delà du confort personnel, des petites sécurités et des compensations qui rétrécissent l'horizon, pour s'ouvrir à de grands idéaux qui rendent la vie plus belle et plus digne » (*Fratelli Tutti* 55). Le Saint-Père demande au Seigneur d'ouvrir vos coeurs, d'éclairer vos esprits et d'inspirer vos échanges, afin qu'ils puissent formuler les pistes d'espérance dont notre monde a tant besoin ; que vos travaux soutiennent, défendent et promeuvent le soin de la création, des personnes les plus fragiles, et le développement intégral de chacun, y compris dans sa fondamentale dimension spirituelle. Le pape François confie la fécondité de votre rencontre annuelle à l'intercession de la Vierge Marie et vous accorde, Madame la Présidente, ainsi qu'à tous les participants, sa bénédiction et l'assurance de sa prière.

CARDINAL PIETRO PAROLIN

Secrétaire d'État de Sa Sainteté.

Du Vatican, le 23 novembre 2021.

L'histoire, les hommes, l'activité des Semaines sociales

1904-2021 : plus d'un siècle d'engagements

Les Semaines sociales de France ont été créées en 1904 par Marius Gonin et Adéodat Boissard, deux catholiques laïcs soucieux de faire connaître la pensée sociale de l'Église et d'en appliquer les enseignements à l'actualité. L'initiative prolongeait l'encyclique *Rerum novarum* (1891) du pape Léon XIII dénonçant les conditions de travail des ouvriers.

Depuis lors, les Semaines sociales n'ont cessé de se préoccuper des mutations économiques, politiques, culturelles, scientifiques et technologiques, ainsi que de leur incidence sur la société, à la lumière de la pensée sociale de l'Église et de son évolution. Elles s'expriment notamment par une session annuelle consacrée à un grand thème de réflexion : université ouverte, accueillant un public large, mais aussi itinérante, ces assemblées se déroulant au fil des ans dans des villes d'accueil différentes.

Ainsi les Semaines sociales ont-elles traité entre les deux guerres des grands problèmes sociaux, des inquiétudes de l'époque liées au maintien de la paix, à l'évolution de la démocratie. Après la seconde guerre mondiale, elles ont abordé avec une optique économique prononcée les problèmes du tiers-monde et les phénomènes de socialisation. Dans les années 2000, elles ont successivement débattu de l'évolution de la famille, de la relation entre mondialisation et nations, du rôle de l'argent, des enjeux de l'Europe, de la transmission, de « Qu'est-ce qu'une société juste ? », du développement durable et solidaire, des nouvelles solidarités, des migrants, des nouvelles formes de démocratie, du genre, du travail, des religions et cultures, de l'éducation, etc. En 2018, les Semaines sociales de France ont souhaité prendre du recul, pour repenser à mots nouveaux les enjeux de l'association, cela a donné lieu aux Rencontres du christianisme social à Nogent-sur-Marne.

En 2019, les Semaines sociales décident de consacrer deux sessions à la question des fractures sociales. La première partie consacrée au constat cherche les moyens de Refaire société. Le deuxième temps, en 2020, bouleversé par la crise sanitaire du coronavirus, incite les participants à passer à l'engagement pour reconstruire la société. Après cette réflexion de fond sur les fractures, les Semaines sociales proposent pour les années 2021-2022 un cycle résolument tourné vers demain en adoptant un regard d'espérance, bien que lucide. En 2021, elles ont donc Osé rêver l'avenir.

Le nouveau projet associatif des Semaines sociales de France

L'association des Semaines sociales de France n'a cessé de se renouveler pour mieux comprendre les évolutions du monde. Aujourd'hui, les crises que traversent la société et l'Église catholique, la nécessité de trouver de nouvelles formes de transmission obligent à questionner le rôle du christianisme social, le rôle des Semaines sociales. Ce qui a donné lieu à l'élaboration d'un nouveau projet associatif. Dans une société fragmentée et une Église en souffrance, l'association se veut une école du débat, un débat libre, respectueux et bienveillant, qui éclaire et permet d'avancer, en proposant un dialogue apaisé et constructif entre les chrétiens et la société, et aussi au sein de l'Église catholique elle-même. Les Semaines ont pour ambition d'être un espace, un « creuset », un terreau qui facilite l'émergence de solutions nouvelles, en réunissant des personnes et des groupes de sensibilités différentes, pour qu'elles mettent ensemble leurs expériences de terrain et leurs réflexions, afin de créer du commun et construire de la cohérence.

Les idées des Semaines sociales à l'origine de grandes réformes

Dès avant 1914, les Semaines proposaient l'assurance chômage, le développement généralisé de l'assurance-maladie, l'impôt progressif sur le revenu, l'égalité des salaires masculins et féminins, le salaire minimum garanti pour le travail à domicile, la journée de huit heures, le congé hebdomadaire généralisé du samedi après-midi, etc. Beaucoup de ces réformes n'interviendront que cinq, dix ou même cinquante ans après. En 1987, les Semaines sociales militaient pour le RMI qui dut encore attendre quelques années pour être instauré. En 2000 a été lancée, à la tribune des Semaines, l'idée d'un « statut du travailleur », pour mieux organiser le temps d'activité et de formation, et mieux gérer les transitions entre deux emplois ; en 2004, ce fut l'idée d'un service civil européen ; en 2013, à la suite du statut du travailleur fut formulée la proposition d'un « livret professionnel universel », dont une application à la formation a été votée en 2014. En se plaçant dans une vision chrétienne des problèmes sociaux, économiques et politiques de leur temps, les Semaines sociales ont, par leurs propositions, anticipé des solutions qui allaient s'imposer à plus ou moins long terme dans l'évolution de la société.

De grands intervenants aux Semaines sociales

Aujourd'hui comme hier, des personnalités de haut niveau se sont régulièrement exprimées à la tribune des Semaines sociales : Sylviane Agacinski, Michel Albert, Jacques Arènes, Martine Aubry, Bertrand Badré, Jacques Barrot, François Bayrou, Jean-Louis Bianco, Pauline Bebe, Cheikh Khaled Bentounes, Rachid Benzine, Laurent Berger, Xavier Bertrand, Jean-Paul Betbèze, Maurice Blondel, Loïc

Blondiaux, Jean Boissonnat, Michel Bon, Jean-Louis Bourlanges, Christine Boutin, Grégoire Catta, Henri de Castries, Bertrand Collomb, Jean-Paul Delevoye, Jacques Delors, Jean-François Deniau, Marie Derain, Élisabeth Ducottet, Marie-Guite Dufay, Xavier Emmanuelli, Claude Evin, Véronique Fayet, Étienne Fouilloux, Jérôme Fourquet, Geneviève Fraisse, Bruno Frappat, Franck Fregosi, François Garay, Marcel Gauchet, Bronislaw Geremek, Sven Giegold, Pierre Giorgini, René Girard, Pierre-Noël Giraud, Sylvie Goulard, Samuel Grzybowski, Élisabeth Guigou, Henri Guitton, Claire Hédon, Danièle Hervieu-Léger, Martin Hirsch, Georges Hourdin, Philippe d'Iribarne, Yannick Jadot, Jacques Julliard, Jean-Claude Juncker, Alain Juppé, Agnès von Kirchbach, Julia Kristeva, Pascal Lamy, Dominique Lang, Elena Lasida, René Lenoir, Alain Lipietz, Pierre Manent, Véronique Margron, Jean-Luc Marion, Jacques Maritain, Hervé Mariton, Jean-François Mattei, Philippe Maystadt, Dominique Méda, Francis Mer, Olivier Mongin, Mgr Éric de Moulins-Beaufort, Nicole Notat, Asma Nouira, Christine Pedotti, Vincent Peillon, Bernard Perret, Michelle Perrot, François Perroux, Jean-Marie Petitclerc, Jean-Philippe Pierron, Romano Prodi, Viviane Reding, René Rémond, Cécile Renouard, Paul Ricœur, Michel Rocard, Robert Rochefort, Benoît Roger-Vasselín, Pierre Rosanvallon, Geoffroy Roux de Bézieux, Joseph Rován, Albert du Roy, Éric Salobir, Nathalie Sarthou-Lajus, Frédéric Saint-Geours, Nicolas Sarkozy, Bernard Stasi, Nicholas Stern, Dominique Strauss-Kahn, Claude Thélot, Paul Thibaud, Marisol Touraine, Paul Valadier, Laurent Villemin, François Villeroy de Galhau, Vaira Vike-Freiberga, Patrick Viveret.

Les instances et l'organisation des Semaines sociales de France aujourd'hui

Le conseil d'administration choisit le thème des réflexions et assure le déroulement des rencontres. Pour faire ce travail, il s'entoure de commissions spécialisées, composées de membres du conseil, des responsables des antennes régionales des Semaines sociales de France et de personnes ayant une expertise en lien avec le thème abordé issues des associations et mouvements partenaires. Tous les membres de ces instances sont bénévoles.

Le conseil s'appuie sur une équipe permanente constituée de Béatrice Wettstein, Jocelyne Jenot et Marie Leduc.

Membres du conseil d'administration

Dominique Quinio (présidente), Laurent de Mautort (secrétaire général), Loïc Armand (trésorier), Antoine Arjakovsky, Catherine Belzung, Arnaud Broustet, Michel Camdessus, Michel Cool, Anne-Sophie de Quercize, Geoffroy de Vienne, Marie-Charlotte Fauduet, Jeanne-Emmanuelle Hutin-Gapsys, Alice Le Moal, Pierre-Yves Le Priol, Grégoire Lefèvre, Mathieu Monconduit, Didier Ovineur,

Dominique Pannier, Françoise Philip, Valérie Régner, Marcel Rémon, Alban Sartori, Philippe Segretain, Marie-Noële Sicard, Jérôme Vignon, Denis Vinckier, Éric Wendling.

Présidents d'honneur

Michel Camdessus, Jérôme Vignon.

L'ancrage de proximité des Semaines sociales de France

Depuis des décennies, les Semaines sociales sont attachées à l'existence d'une réflexion de proximité, en lien avec la variété des territoires. À cette fin, elles s'appuient aujourd'hui sur un réseau de dix-huit « antennes régionales », associations de laïcs qui, dans plusieurs villes de France, s'inspirent des mêmes valeurs sociales chrétiennes, du même goût de l'engagement et de la même méthode d'organisation de débats ouverts à toutes les sensibilités, sur des thèmes d'actualité, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux, scientifiques ou culturels.

La démarche européenne des Semaines sociales de France

Au cours des années 90, les Semaines sociales de France ont pris acte du fait que les problèmes de société ne pouvaient désormais être étudiés et débattus qu'en les situant dans le contexte européen. Des contacts ont été établis avec différents acteurs européens proches de l'esprit des Semaines sociales de France. Cette action de longue haleine s'est manifestée en 2004 par la présence de 1 000 participants européens à la Semaine sociale du centenaire. Le réseau s'est structuré et s'est donné un nom « IXE » (Initiatives de chrétiens pour l'Europe). Il rassemble près d'une vingtaine de structures en Europe de l'Ouest et de l'Est et prend position sur divers sujets. Par ailleurs, la formule des Semaines sociales semble séduire, puisque plusieurs pays organisent une Semaine sociale.

Renseignements

Semaines sociales de France

18 rue Barbès 92128 Montrouge Cedex

Tél. +33 (0)1 74 31 69 00

Mail : communication@ssf-fr.org

Sites : www.ssf-fr.org

Les sessions des Semaines sociales de France

I^e session - Lyon - 1904

Une semaine sociale : cours de doctrines et de pratiques sociales

II^e session - Orléans - 1905

Les conceptions individualiste et sociale de l'homme

III^e session - Dijon - 1906

Famille, profession et cité

IV^e session - Amiens - 1907

Les principes de l'économie chrétienne

V^e session - Marseille - 1908

Collaboration des citoyens à l'application des lois sociales

VI^e session - Bordeaux - 1909

Association et protection du travail

VII^e session - Rouen - 1910

Fonction sociale des pouvoirs publics

VIII^e session - Saint-Étienne - 1911

Personne humaine et régime économique

IX^e session - Limoges - 1912

Familles et mœurs contemporaines

X^e session - Versailles - 1913

L'idée de responsabilité

XI^e session - Metz - 1919

Développement du christianisme social en France

XII^e session - Caen - 1920

La crise de la production et la sociologie économique

XIII^e session - Toulouse - 1921

La crise de la probité publique et le désordre économique

XIV^e session - Strasbourg - 1922

Le rôle économique de l'état

XV^e session - Grenoble - 1923

Le problème de la population

XVI^e session - Rennes - 1924

Le problème de la terre dans l'économie nationale

XVII^e session - Lyon - 1925

La crise de l'autorité

XVIII^e session - Le Havre - 1926

Le problème de la vie intellectuelle

XIX^e session - Nancy - 1927

La femme dans la société

XX^e session - Paris - 1928

La loi de charité, principe de vie sociale

XXI^e session - Besançon - 1929

Les nouvelles conditions de la vie industrielle

XXII^e session - Marseille - 1930

Le problème social aux colonies

XXIII^e session - Mulhouse - 1931

La morale chrétienne et les affaires

XXIV^e session - Lille - 1932

Le désordre de l'économie internationale et la pensée chrétienne

XXV^e session - Reims - 1933

La société politique et la pensée chrétienne

XXVI^e session - Nice - 1934

Ordre social et éducation

XXVII^e session - Angers - 1935

L'organisation coopérative

XXVIII^e session - Versailles - 1936

Les conflits de civilisation

XXIX^e session - Clermont-Ferrand - 1937

La personne humaine en péril

XXX^e session - Rouen - 1938

La liberté et les libertés dans la vie sociale

XXXI^e session - Bordeaux - 1939

**Le problème des classes dans la communauté nationale
et dans l'ordre humain**

XXXII^e session - Toulouse - 1945

Transformation sociale et libération de la personne

XXXIII^e session - Strasbourg - 1946

La communauté nationale

XXXIV^e session - Paris - 1947

Le catholicisme face aux grands courants contemporains

XXXV^e session - Lyon - 1948

Peuples d'outre-mer et civilisation occidentale

XXXVI^e session - Lille - 1949

Réalisation économique et progrès social

XXXVII^e session - Nantes - 1950

Le monde rural dans l'économie moderne

XXXVIII^e session - Montpellier - 1951

**Santé et société. Les découvertes biologiques et la médecine
au service de l'homme**

XXXIX^e session - Dijon - 1952

Richesse et misère, croissance et répartition du revenu national

XL^e session - Pau - 1953

Guerre et paix. De la coexistence des blocs à une communauté internationale

XLI^e session - Rennes - 1954

Crise du pouvoir et crise du civisme

XLII^e session - Nancy - 1955

Les techniques de diffusion dans la civilisation contemporaine

XLIII^e session - Marseille - 1956

Les exigences humaines et l'expansion économique

XLIV^e session - Bordeaux - 1957

Familles d'aujourd'hui

XLV^e session - Versailles - 1958

L'enseignement, problème social

XLVI^e session - Angers - 1959

La montée des peuples dans la communauté humaine

XLVII^e session - Grenoble - 1960

Socialisation et personne humaine

XLVIII^e session - Reims - 1961

L'europe des personnes et des peuples

XLIX^e session - Strasbourg - 1962

La montée des jeunes dans la communauté des générations

L^e session - Caen - 1963

La société démocratique

LI^e session - Lyon - 1964

Le travail et les travailleurs dans la société contemporaine

LII^e session - Brest - 1965

L'homme et la révolution urbaine

LIII^e session - Nice - 1966

L'opinion publique

LIV^e session - Nantes - 1967

Le développement, la justice et la paix

LV^e session - Orléans - 1968

L'homme dans la société en mutation

LVI^e session - Lille - 1969

Quelle économie ? Quelle société ?

LVII^e session - Dijon - 1970

Les pauvres dans les sociétés riches

LVIII^e session - Rennes - 1971

Contradictions et conflits. Naissance d'une société

LIX^e session - Metz - 1972

Couples et familles dans la société d'aujourd'hui

LX^e session - Lyon - 1973

Chrétiens et églises dans la vie politique

À compter de 1976, des Actes des sessions sont édités.

LXI^e session - Paris - 1976

Travail, inégalité et changement social

Éditions Desclée de Brouwer, Paris.

LXIII^e session - Colmar - 1980

Santé et société

Éditions du Centurion, Paris.

LXIV^e session - Lille - 1982

Quel travail social pour notre temps ?

Éditions ESF, Paris.

LXV^e session - Bordeaux - 1986

La justice dans la vie des hommes d'aujourd'hui

Éditions ESF, Paris.

LXVI^e session - Paris - Saint-Denis - 1987

Travail et emploi ; problème de société et problème de l'homme

Éditions ESF, Paris.

LXVII^e session - Paris - Saint-Denis - 1989

Les défis de la formation. quelle personne ? Pour quelle société ?

Éditions ESF, Paris.

LXVIII^e session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1991

Concurrence et solidarité : l'économie de marché, jusqu'où ?

Éditions ESF, Paris.

LXIX^e session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1993

Les médias et nous. Quels pouvoirs ? quelles libertés ?

Éditions ESF, Paris.

LXX^e session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1995

Une idée neuve : la famille, lieu d'amour et lien social

Bayard Éditions, Paris.

LXXI^e session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1996

Entre mondialisation et nations, quelle Europe ?

Bayard Éditions, Paris.

LXXII^e session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1997

L'immigration, défis et richesses

Bayard Éditions, Paris.

LXXIII^e session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1998

Démocratiser la république, représentation et participation du citoyen

Bayard Éditions, Paris.

LXXIV^e session - Paris - 1999

D'un siècle à l'autre : l'évangile, les chrétiens et les enjeux de société

Bayard Éditions, Paris.

LXXV^e session - Paris - 2000

Travailler et vivre

Bayard Éditions, Paris.

LXXVI^e session - Issy-les-Moulineaux - 2001

Biologie, médecine et société. que ferons-nous de l'homme ?

Bayard Editions, Paris.

LXXVII^e session - Paris - 2002

La violence. Comment vivre ensemble ?

Bayard Éditions, Paris.

LXXVIII^e session - Paris - 2003

L'argent

Bayard Editions, Paris.

LXXIX^e session - Lille - 2004

L'Europe. Une société à inventer

Bayard Éditions, Paris.

LXXX^e session - Paris - 2005

Transmettre. Partager des valeurs, susciter des libertés

Bayard Éditions, Paris.

LXXXI^e session - Paris - 2006

Qu'est-ce qu'une société juste ?

Bayard Éditions, Paris.

LXXXII^e session - Paris - 2007

Vivre autrement. Pour un développement durable et solidaire

Bayard Éditions, Paris.

LXXXIII^e session - Lyon - 2008

Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés ?

Bayard Éditions, Paris.

LXXXIV^e session - Villepinte - 2009

Nouvelles solidarités, nouvelle société

Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXV^e session - Paris - 2010

Migrants, un avenir à construire ensemble

Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXVI^e session - Paris - 2011

La démocratie, une idée neuve

Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXVII^e session - Paris - 2012

Hommes et femmes, la nouvelle donne

Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXVIII^e session - Paris, Lyon, Strasbourg - 2013

Réinventer le travail

Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXIX^e session - Lille - 2014

L'homme et les technosciences, le défi

Books on Demand.*

LXXXX^e session - Paris - 2015

Religions et cultures, ressources pour imaginer le monde

*Books on Demand**

LXXXXI^e session - Paris - 2016

Ensemble, l'éducation

*Books on Demand**

LXXXXII^e session - Paris - 2017

Quelle Europe voulons-nous ?

*Books on Demand**

LXXXXIII^e session - Paris - 2019

Refaire société, comment inventer des liens dans une France fracturée ?

*Books on Demand**

LXXXXIV^e session - En ligne - 2020

Une société à reconstruire - Engageons-nous !

*Books on Demand**

* sur commande sur www.bod.fr

Index des intervenants

OLIVIER ABEL, 116

MONIQUE BAUJARD, 104

CHEIKH KHALED BENTOUNÈS, 135

DAMIEN CARÈME, 113

ALICE DESBIOLLES, 133

FOUCAULD GIULIANI, 13

THIERRY MAGNIN, 43

VALÉRIE MASSON-DELMOTTE, 35

COLETTE NYS-MAZURE, 29, 53, 127

BÉATRICE OIRY, 97

DOMINIQUE QUINIO, 5, 157

ANDREA RICCARDI, 145

BRUNO TERTRAIS, 39

NELLY VALLANCE, 11

FRÉDÉRIC WORMS, 19

JEAN-GUILHEM XERRI, 137

Le spectacle de Makenzy Orcel et Nathalie Philip a offert un voyage sensoriel, une invitation à respirer autrement, une occasion de suspendre le temps. Deux voix, deux corps, deux sensibilités se sont répondu dans l'obscurité. Les mots se font étoiles pour mieux rêver, se laisser surprendre. Grâce aux poètes conviés tels Makenzy Orcel, Pablo Neruda, Walt Whitman, Aimé Césaire et d'autres, le public a été plongé dans une source sonore inédite ; chaque poème devenant l'occasion de parcourir de nouveaux espaces à l'intérieur et hors de soi.

Ce moment conçu comme un concert poétique pour la Rencontre des SSF était avant tout l'occasion de se souvenir que la langue est musique, qu'elle permet parfois d'aller plus loin...

Il est possible de retrouver ce spectacle sur les replay de la Rencontre.

Un grand merci à nos animateurs de la table des questions et des ateliers

Arnaud Broustet, Alice Le Moal,

Geoffroy de Vienne, Marie-Charlotte Fauduet,

Grégoire Lefevre, Alban Sartori, Dominique Pannier,

Philippe Segretain, Marie Noële Sicard,

Catherine Belzung, Éric Wendling, Michel Cool.

Table des matières

Ouverture	
Dominique Quinio.....	5
LE MONDE QUI NOUS ATTEND	
Carte blanche à deux trentenaires	
Nelly Vallance	11
Foucauld Giuliani	13
Les leçons de la pandémie	
Frédéric Worms	19
Fil rouge spirituel - 1	
Colette Nys-Mazure	29
Prospectives et avenir envisageables	
Valérie Masson-Delmotte	35
Bruno Tertrais	39
Thierry Magnin	43
Fil rouge spirituel - 2	
Colette Nys-Mazure	53
OSONS RÊVER ENSEMBLE UN MONDE DÉSIRABLE	
Ateliers thématiques	61
LES CHEMINS DE LA CONVERSION	
Le christianisme : une boussole pour l'avenir	
Béatrice Oiry	97
Monique Baujard	104
Le défi de la conversion écologique	
Damien Carême	113
Olivier Abel	116

LES RESSOURCES POUR ENGENDRER UN FUTUR SOUHAITABLE

Fil rouge spirituel - 3

Colette Nys-Mazure 127

Puiser dans nos ressources intérieures et personnelles

Alice Desbiolles 133

Cheikh Khaled Bentounès 136

Jean-Guilhem Xerri 137

S'ouvrir aux ressources extérieures et collectives

Andrea Riccardi 145

Envoi

Dominique Quinio 157

Lettre du Vatican 161

ANNEXES

L'histoire, les hommes, l'activité des Semaines sociales 163

Les sessions des Semaines sociales de France 167

Index des intervenants 173

Édition : BoD - Books on Demand,
12/14 rond-point des Champs Élysées, 75008 Paris
Impression : Imprimerie DB Print France
53 rue de la Lys, 59250 Halluin
ISBN 9782322411139 – dépôt légal : 2021
création graphique de la session 2021 : LaCédégraphe